

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEURE ET DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE
UNIVERSITE SAAD DAHLEB DE BLIDA
FACULTE DES SCIENCES AGRO-VETERINAIRES
DEPARTEMENT DES SCIENCES AGRONOMIQUES

MEMOIRE DE FIN D'ETUDE EN VUE DE
L'OBTENTION DU DIPLOME DE **MASTER ACADEMIQUE**
EN **SCIENCES DE LA NATURE ET DE LA VIE**
FILIERE : **SCIENCES ALIMENTAIRES**
OPTION : **NUTRITION ET CONTROLE DES ALIMENTS**

Thème
**ANALYSE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE
DE LA POPULATION ALGERIENNE EN FONCTION DES DECILES**
(Cas de la wilaya de Blida)

Présenté par

ABDALLAH Ahlem

BOUFOURAS BENALLEL Hadjer

Devant le jury composé de :

Mme	GUENDOZ BENRIMA A.	Pr	USDBlida	Présidente
Mr	RAMDANE S.	MAA	USDBlida	Promoteur
Mme	DOUMANDJI A.	MCA	USDBlida	Examinatrice
Mr	BOUCHAIB F.	MCA	USDBlida	Examineur
Mr	BOUZEKRI A.	MAA	USDBlida	Examineur
Mr	BRAHIM M.	MAA	U.DJELFA	Examineur
Mme	AMMAD SAHRAOUI F.	MAB	USDBlida	Examinatrice

ANNEE UNIVERSITAIRE 2010 – 2011

Remerciements

بسم الله الرحمن الرحيم والحمد والشكر لله رب العالمين

En préambule à ce mémoire, on souhaite adresser nos remerciements les plus sincères aux personnes et aux professeurs qui ont apporté leur aide et leur contribution à l'élaboration de ce travail ainsi qu'à la réussite de cette formidable année universitaire.

On tient à remercier sincèrement,

- ✓ **Mr S. RAMDANE** pour leur encadrement et leur l'aide précieuse qu'il a apporté pour lire, guider notre travail et nous donner les conseils judicieux, qu'il nous permette de lui témoigner notre sincère gratitude et qui toujours été à notre appel.
- ✓ **Mme GUENDOuz BENRIMA A**, qui nous a honorés de sa présidence.
- ✓ Nous témoignons nos chaleureux remerciements à **Mme DOUMANDJI A**, **Mr BOUCHAIB F**, **Mr BOUZEKRI A**, **Mr BRAHIM M**, **Mme AMMAD SAHRAOUI F**, qui ont bien voulu examiner notre travail.

Enfin, nos plus sincères remerciements à tous nos proches et amis, qui nous ont toujours soutenus et encouragés au cours de la réalisation de ce mémoire.

Merci à toute et à tous

Abdallah ahlem



boufouras benallel hadjer



Dédicace

« اللهم علما ما ينفعنا و أنفعنا بما علمت و زدنا علما و عملا »

Tout en remerciant dieu tous puissant de m'avoir donné le courage et la volonté pour finir ce travail, pour cela Je dédie le fruit de ce dernier a :

À mes très chers parents, que dieu les garde et qui ont toujours été

là pour moi et qui m'ont donné un magnifique

modèle de labeur et de persévérance.

J'espère qu'ils trouveront dans ce travail

toute ma reconnaissance

et tout mon amour.

mes frères : Mohamed, Youcef et Wassime.

À ma grand-mère Salha

À tous mes oncles et mes tantes

À mes cousines Yasmina et Nesrine

À toutes les familles ABDALLAH, AMAROUCHE

où qu'elles soient.

À ma chère collègue Hadjer et à toute sa famille

À mes meilleures amies, Djazia, Amina, Lineb, Narimen et Samiha

À mon promoteur monsieur RAMDANE et sa petite famille.

*Aussi, je Dédie ce mémoire, à tous mes amis de la promotion 2010/2011
d'Économie Agro-Alimentaire, Département d'agronomie, Université de
Bida.*

Abdallah Ahlem



DEDICACES

A ma mère et mon père, que Dieu les garde

Pour moi

A mes frères et mes sœurs

A tous mes tantes, tous mes oncles.

A tous mes cousines.

A mon promoteur monsieur RAMDANE et sa petite famille.

A mes amies

A tous mes collègues de la promotion 2009.

Kedjar



SOMMAIRE

Introduction.....	1
PREMIERE PARTIE : bibliographie.....	4
Chapitre 1 : Approches théoriques de la consommation alimentaire.....	6
Chapitre 2 : La consommation alimentaire en Algérie.	25
Chapitre 3 : Les changements socio- économiques en Algérie.....	33
DEUXIEME PARTIE : la présentation et analyse des résultats d'enquête.....	44
Chapitre 1 : présentation de lieu de l'enquête.....	45
1- la monographie de la wilaya de Blida.....	46
Chapitre 2 : Analyse et interprétation des résultats.....	52
Sous chapitre I : Analyse et interprétation des résultats d'enquête 2009 dans la Wilaya de Blida. « La situation alimentaire ».....	53
Sous chapitre II : Etude comparative de la situation alimentaire entre l'enquête de l'O.N.S 1988 de la région de centre et notre enquête 2009 sur la région de Blida.....	70
Sous chapitre III : Analyse et interprétation des résultats d'enquête 2009 « La situation nutritionnelle ».....	78
Sous chapitre IV : Etude comparative de la situation nutritionnelle entre l'enquête de l'O.N.S 1988 de la région de centre et notre enquête 2009 sur la région de Blida.....	87
CONCLUSION GENERALE	97

Résumé

Au cours de ces dernières années la consommation alimentaire s'est imposée en tant que thème de recherche pour les économistes, sociologiste et les nutritionnistes, ils se sont intéressés directement ou indirectement à l'alimentation des populations.

Nous avons analysés à travers notre travail de mémoire, la situation alimentaire et nutritionnelle en fonction des déciles (tranches de dépenses), à partir d'une enquête de consommation dans la wilaya de Blida, portant sur 200 ménages de différentes communes. D'après les résultats de cette enquête nous remarquons que cette population a une situation alimentaire et nutritionnelle proportionnelle aux dépenses, chaque fois que l'on passe d'une tranche de dépense à une autre supérieure, les quantités et les apports ingérés sont à la hausse, et d'après notre étude de comparaison nous avons enregistré une amélioration dans la situation alimentaire et nutritionnelle entre 1988 (enquête de l'O.N.S sur la région de centre) et 2009 (notre enquête de la wilaya de Blida).

Mots clés : Consommation alimentaire, ménages, enquête, nutritionnelle.

ABSTRACT

In recent years the food consumption has emerged as a research topic for economists, sociologist and nutritionists, they are interested directly or indirectly to the diet of people. We have explored in our work memory, where food consumption according to deciles (slices of expenses) from a consumer survey in the wilaya of Blida, involving 200 households in different communes. The results of this survey we note that this population has a position proportional to food expenditures, each time you pass a slice of expenditure to a higher one, quantities consumed are increasing, and In our comparison study we observed an improvement in food security situation between 1988 (ONS survey of the central region) and 2009 (our investigation of the wilaya of Blida).

Tags: Consummation, Food, household Survey,

ملخص

في السنوات الأخيرة برز استهلاك الأغذية كموضوع بحث لخبراء الاقتصاد ، علم الاجتماع ، والتغذية ، وكانوا مهتمين بشكل مباشر أو غير مباشر بالنظام الغذائي للمجتمع.

لقد قمنا عن طريق هذا العمل بتحليل الحالة الغذائية وفقا للأعشار (مجموعات الإنفاق)، من خلال التحقيق الذي قمنا به في ولاية البليلة على 200 أسرة من مختلف البلديات. نتائج هذه الدراسة توضح أن هذه الفئة من السكان لديها موقف يتناسب مع النفقات الغذائية ، في كل مرة يزيد المدخول الأسري يوافقه ارتفاع في الكميات المستهلكة، و فيها يخصص المقارنة التي قمنا بدراستها لاحظنا تحسنا في حالة الوضعية الغذائية بين عامي 1988 (تحقيق الديوان الوطني للإحصاء من المنطقة الوسطى) و 2009 (تحقيقنا لولاية البليلة).

الكلمات الجوهرية: الاستهلاك، والأغذية، الأسرة. الإحصاء، التغذية..

LISTE DES ABREVIATIONS

% : Pourcentage

AARDES: Association Algérienne pour la Recherche Démographique, Economique et Sociale.

APC : Assise Populaire Communal

BM: Banque Mondiale

C/R : Consommation / Revenus

C+T+S : Céréale + Tubercule + Sucre

Ca/p : Calcium par Phosphore

CAL: Calorie

CNEAPD: Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement.

CNES : Conseil National Economique et Social

CNRS : Centre Nationale de la Recherche Scientifique

CSP : Catégorie Socioprofessionnelle

D : Décile

DA: Dinar Algérien

DPAT : Direction de planification et de l'Aménagement de territoire.

DSA : Direction des Services Agricole

EG : Equivalant Grain

ELF : Equivalant Lait Frais

FAO: Food and agricultural organization (organisation des nation unis pour l'alimentation et l'agriculture).

FMI: Fond Monétaire Internationale

G : Gramme

HA : Hectare

HAB: Habitant

IAA : Industrie Agro-alimentaire

INA : Institut National Agronomique

INA: Institut National d'Agronomie

J : jour

Kg : Kilogramme

Kg/an : kilogramme par ans

MAA : Maitre Assistant Classe A

MAB : Maitre Assistant Classe B

MC : Mode de Consommation

MCA: Modèle de Consommation Alimentaire

MCAO : Modèle de Consommation Occidentale

Mg : Milligramme

MP : Mode de Production

MPA : Mode de Production Agricole

O.M.S : Organisation Mondiale de la Santé

O.N.S : Office National Des Statistiques

OMC: Organisation Mondiale de Commerce

PAN : Planification Alimentaire et Nutritionnelle

PAS: Programme d'Ajustement Structurel

PC : Partie Comestible

PIB: Produit Intérieur Brut

PNUD : Programme des Nation Unis pour le Développement

Qx : Quintaux

R.A.T.S: Ration Alimentaire type Souhaitable

SAT : surface agricole total

SAU : surface agricole utile.

TA : Tel qu'acheté

TVA: Taxe de la Valeur Ajoutée

ug : microgramme

USDB : Université Saad Dahleb Blida.

Vit A : vitamine Rétinol

Vit B1 : Thiamine

Vit B2 : Riboplavine

Vit B3 : Niacine

Vit C : Ascorbique

La liste des tableaux

Tableau 01 : les Besoins nutritionnelles journaliers.....	13
Tableau 02: Les catégories socio- professionnelle	24
Tableau03: Les importations de l'Algérie en denrées alimentaires en 2007.....	35
Tableau 04: Évolution de l'autosuffisance.....	35
Tableau 05 : L'évolution des prix à la consommation.....	36
Tableau 06: Population en chômage par groupe d'âge (2003-2006).....	37
Tableau 07 : Évolution du taux de chômage 1999-2007de ménage.....	38
Tableau 08 : répartition de la population et la densité par commune.....	46
Tableau 09: Répartition de la population par sexe et par âge.....	47
Tableau 10 : État des demandes d'emploi enregistrées par groupe d'âge.....	47
Tableau 11 : Demande d'emplois enregistrés par sexe.....	47
Tableau 12 : Offre d'emploi par secteur juridique.....	47
Tableau 13: La répartition générale des terres agricoles de la wilaya de Blida.....	48
Tableau 14 : La superficie agricole et la production réalisée dans la wilaya.....	49
Tableau 15 : Elevages dominants.....	49
Tableau 16: Production animale de la wilaya de Blida.....	50
Tableau 17 : Situation des hôtels existants en 2008.....	51
Tableau 18: Répartition des ménages en fonction du type de ménages.....	55
Tableau 19: Répartition des ménages en fonction de la Taille des ménages.....	55
Tableau 20: Répartition des ménages en fonction d l'âge du chef de ménage.....	56
Tableau 21:Répartition des ménages en fonction du niveau d'instruction de chef de ménage.....	56
Tableau 22: Répartition des ménages en fonction de la CSP.....	57
Tableau 23: Évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles (annexe)	

Tableau 24: Évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 25 : Évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 26 : Évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 27: Évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles	
Tableau 28 : Évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles	
Tableau 29 : Évolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 30 : Évolution de la consommation des cors gras en fonction des Déciles (annexe)	
Tableau 31: Évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 32 : Évolution de la consommation tubercules en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 33 : Évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 34: Évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 35: Évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 36: Évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 37: Évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 38 Évolution de la consommation des autres en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 39: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des viandes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	71
Tableau 40: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des œufs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	71
Tableau 41 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des poissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	72
Tableau 42 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes secs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	72
Tableau 43 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire de lait et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	72

Tableau 44 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des céréales et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	73
Tableau 45: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des sucres et produits sucrés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	73
Tableau 46: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des corps gras entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	74
Tableau 47: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des fruits entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	74
Tableau 48: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des tubercules entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	75
Tableau 49: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes frais entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	75
Tableau 45: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des excitants et tisanes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	76
Tableau 51 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des boissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	76
Tableau N°52: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des épices et condiments entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	77
Tableau 53: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des additifs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	77
Tableau 54::Apport et structure de la ration journalière en calories en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 55:Apport et structure de la ration journalière en protéines en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 56 :Apport et structure de la ration journalière en lipides en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 57 :Apport et structure de la ration journalière en calcium en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 58 :Apport et structure de la ration journalière en phosphore en fonction des décile dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 59:Apport et structure de la ration journalière en fer en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 60:Apport et structure de la ration journalière en vitamine A (rétinol) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 61:Apport et structure de la ration journalière en vitamineB1 (thiamine) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 62:Apport et structure de la ration journalière en vitamine B2 (riboflavine) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	

Tableau 63:Apport et structure de la ration journalière en vitamine pp (niacine) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 64:Apport et structure de la ration journalière en vitamine C (acide ascorbique) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida (annexe)	
Tableau 65: Rapports d'équilibres et origines des calories dans la wilaya de Blida en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 66: Rapports d'équilibres et origines des protéines en fonction des déciles dans la région de l'Ouest (annexe)	
Tableau 67: Rapports d'équilibres calcico-phosphoriques (Ca/P) dans la wilaya de Blida en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 68: Rapports d'équilibres entre niveaux énergétiques (pour 1000 calories) et apports en vitamines B1 et B2 dans la wilaya de Blida en fonction des déciles (annexe)	
Tableau 69. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calories entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	88
Tableau 70. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en protéines entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	89
Tableau 71. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en lipides entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	90
Tableau72 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calcium entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	90
Tableau 73 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en phosphore entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	91
Tableau 74 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en fer entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	91
Tableau75 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine A– Rétinol entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	92
Tableau76 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B1 thiamine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	93
Tableau 77 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B2 – Riboflavine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	94
Tableau78 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine pp – Niacine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	95
Tableau 79 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en Vitamine C entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	95

LISTE DES GRAPHES

Graphe 01 :De l'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles.....	59
Graphe 02: De l'évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles.....	59
Graphe 03 : De l'évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles.....	60
Graphe 04: De l'évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles.....	61
Graphe 05: De l'évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles.....	62
Graphe 06:De l'évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles.....	63
Graphe 07 : De l'évolution de la consommation du sucre et produits sucrés.....	64
Graphe 08 : De l'évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles.....	65
Graphe 09 : De l'évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles.....	66
Graphe 10 : De l'évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles.....	66
Graphe 11 : De l'évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles.....	67
Graphe 12 : De l'évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles.....	68
Graphe 13 : De l'évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles.....	68
Graphe 14 : De l'évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles.....	69
Graphe 15 : De l'évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles.....	69
Graphe 16 : De l'évolution de la consommation des autres produits en fonction des déciles.....	69
Graphe 16: l'évolution de niveau énergétique en fonction des déciles.....	80
Graphe 17: l'évolution de niveau protéique en fonction des déciles.....	81
Graphe 18: l'évolution d'apport lipidique en fonction des déciles.....	81
Graphe 19: l'évolution d'apport minéral en fonction des déciles.....	82
Graphe 20: l'évolution d'apport en phosphore en fonction des déciles.....	83
Graphe21: l'évolution d'apport en fer en fonction des déciles.....	83
Graphe 22: l'évolution d'apport en Rétinol en fonction des déciles.....	84
Graphe 23: l'évolution d'apport en thiamine en fonction des déciles.....	85
Graphe 24: l'évolution d'apport en Riboflavine en fonction des déciles.....	85
Graphe 25: l'évolution d'apport en Niacine en fonction des déciles.....	86
Graphe 26: l'évolution d'apport en vitamine C en fonction des déciles.....	86

LISTE DES FIGURES

Figure 01 le rôle des aliments par l'utilisation.....	09
Figure 02 : Notion de modèle de consommation alimentaire.....	14
Figure 03: Facteurs déterminant les MCA	16
Figure 04: De l'évolution de taux de chômage.....	38
Figure 05 : De l'évolution du PIB (en \$us) par habitant en Algérie, 1960-2004.....	39
Figure 06 : coefficient alimentaire dans les budgets des ménages algériens, 1967/2000.....	39
Figure 07: Diagramme de l'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles.....	59
Figure 08 : Diagramme de l'évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles.....	59
Figure 09 : Diagramme de l'évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles.....	60
Figure 10 : Diagramme de l'évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles.....	61
Figure 11 : Diagramme de l'évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles.....	62
Figure 12 : Diagramme de l'évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles.....	63
Figure 13 : Diagramme de l'évolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles.....	64
Figure 14 : Diagramme de l'évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles.....	65
Figure 15 : Diagramme de l'évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles.....	66
Figure 16 : Diagramme de l'évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles.....	66
Figure 17 : Diagramme de l'évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles.....	67
Figure 18 : Diagramme des apports en calories par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	80
Figure 19 : Diagramme des apports en protéines par rapport à la norme recommandée a en fonction des déciles	81
Figure 20 : Diagramme des apports en lipides par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	81
Figure 21: Diagramme des apports en calcium par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	82
Figure 22 : Diagramme des apports en phosphore par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	83
Figure 23 : Diagramme des apports en fer par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	83
Figure 24 : Diagramme des apports en Retinol par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	84
Figure 25 : Diagramme des apports en Thiamine par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	85
Figure 26 : Diagramme des apports en Riboflavine par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	85
Figure 27 : Diagramme des apports en Niacine par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	86
Figure 28 : Diagramme des apports en vitamine C par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles	86

INTRODUCTION

METHODOLOGIE

ET

PROBLEMATIQUE

Introduction

Nous mangeons chaque jour dès notre naissance et même avant et durant toute notre vie, mais nous posons nous jamais la question pourquoi mangeons nous ? La réponse est évidemment : parce que notre corps a besoin d'être nourri, ce que nous mangeons assure la croissance de notre corps ; les aliments que nous mangeons nous donnent la force de travail au champ, à la maison...etc. Et nous fournissent l'énergie nécessaire pour étudier et même jouer.

L'alimentation est un élément constitutif de la consommation de l'individu et du groupe, qui doit être d'abord appréhendé au niveau sociologique ; c'est un acte social, permettent la survie de l'espèce humaine. Elle reflète le développement historique de la société, et de sa civilisation. Parfois, il est possible de le redessiner à grands traits, cette histoire à partir de l'alimentation, elle-même liée à des rites, des croyances, des mœurs et à des habitudes propres aux groupes sociaux. (RAMDANE S., 1992).

Elle a le privilège d'être à la fois un des plus grands plaisirs de la vie et l'un de nos sujets de conversation favoris, surtout dans un pays comme l'Algérie. Cette science gastronomique ne veut pas dire que nous soyons forcément de bons diététiciens. Pour la plupart d'entre nous, nous avons une vision erronée ou fantaisiste de la nutrition : nous connaissons ce qui est bon pour le goût, mais nous ne savons pas ce qui est bon pour l'organisme. et pour l'individu lui-même. Elle peut avoir un intérêt pratique et psychologique (manger pour calmer sa faim), mais elle peut aussi avoir plusieurs significations économiques, sociales...

La fonction de consommation est donc vitale pour l'organisme et pour l'individu lui-même. Elle peut avoir un intérêt pratique et psychologique (manger pour calmer sa faim), mais elle peut aussi avoir plusieurs significations économiques, sociales...etc.

Si le changement alimentaire s'est fait et se fait toujours sur la base d'un processus de diffusion imitation, qui touche à l'ensemble des populations d'un pays à leur degré de la relation avec le marché des produits alimentaires, et à leur capacité d'acquérir ces produits selon la configuration géographique d'un pays.

Pour entamer cette étude, nous avons posé pour notre problématique les questions principales et secondaires suivantes :

-Comment évolue la consommation alimentaire à travers les déciles (tranches de dépenses) ?

-Quelle est la situation alimentaire de la population algérienne le cas de la wilaya de Blida ?

-Quelle sont les différences de consommation entre 1988 (ONS) et celle en 2009 (notre propre enquête) ?

- Comment évolue la situation nutritionnelle à travers les déciles dans la wilaya de BLIDA?
 - Comment évolue la situation nutritionnelle dans cette zone d'enquête en deux décennies (entre enquête ONS 1988 et notre propre enquête en 2009) ?
- Nous avons retenu les hypothèses suivantes :

-Vu l'importance des revenus, la consommation alimentaire et la situation nutritionnelle sont proportionnelles aux dépenses, la tendance de la consommation et l'apport calorique et la situation nutritionnelle sont à la hausse à chaque fois que les dépenses augmentent.

-Vu les changements socio- économiques de la population algérienne, en particulier la suppression partielle ou totale des subventions des marchandises, surtout pour les denrées alimentaires et la libéralisation de l'économie nationale d'un coté, de l'autre une légère augmentation des revenus laisse penser une dégradation de pouvoir d'achat des citoyens; ce qui aura automatiquement une conséquence sur le niveau de consommation alimentaire et la situation nutritionnelle entre 1988-2009 à la baisse.

Pour répondre aux questions posées et vérifier les hypothèses établies, nous proposons la démarche méthodologique, qui consiste à présenter à la première partie une recherche bibliographique, constituée de trois principaux chapitres, dans le premier chapitre nous présentons l'approche théorique de la consommation d'une façon générale et quelques définitions, le second chapitre est consacré pour la consommation alimentaire, tel que la dynamique de la consommation, le troisième chapitre est consacré pour les changements socio-économiques en Algérie tel que l'historique de la consommation en Algérie, le régime et les modèles de consommation alimentaire en Algérie, et quelques indicateurs.

La 2^{ème} partie : Etude de cas, analyse des résultats de l'enquête de terrain sur un échantillon de population de la wilaya de Blida, précédé par une présentation monographique de la zone d'enquête (wilaya de Blida), suivi par des caractéristiques de la population enquêtée.

L'analyse de notre enquête est répartie en deux sous chapitres, en premier lieu, nous avons analysé la situation alimentaire de la wilaya de Blida à partir de notre enquête 2009, suivi par l'analyse comparatives entre la moyenne de consommation de cette enquête et celle de l'O.N.S pour la région du centre (enquête ONS 1988).

Dans cette enquête nous essayons d'analyser les quantités physique ingérées par notre échantillon, l'investigation sur le terrain a duré une année (une semaine pour chaque saison), notre échantillon est constitué de 200 ménages, l'enquête s'est basé sur un questionnaire établi au préalable, divisé en 2 parties, la première partie considérer comme un diagnostique des ménages, représente les caractéristiques socioéconomiques tel que :

- Le type de ménages,
- La taille de ménages,

- L'âge de chef de ménage,
- Le niveau d'instruction de chef de ménages,
- Catégorie socioprofessionnelle de chef de ménage,
- Le type des dépenses,
- La classe de la répartition de dépenses.

La deuxième partie comporte les quantités consommées pour 162 produits alimentaires), nous avons extrapolé les données pour faire sortir les quantités consommées en kilogramme par tête et par an, ce qui nous permet de classer les ménages en ordre croissant des dépenses. Nous avons divisé notre échantillon en dix tranches (déciles) en fonction des dépenses, chaque décile comporte 10 ménages. Les produits alimentaires sont groupés par catégorie (viandes, légumes secs, légumes frais, lait et dérivés...), après une série de calcul en utilisant une table de conversion de tel qu'acheté à la partie comestible et une table de composition des aliments, nous avons pu dresser des tableaux des apports totaux en calories et métabolites, confrontés aux normes recommandées, tout en mettant en relief les principaux fournisseurs, ceci suivi d'une analyse de l'équilibre nutritionnelle

Pour illustrer les données obtenues par notre enquête, nous avons dressé des tableaux et tracé des graphes (diagrammes et histogrammes), l'analyse des données de cette enquête est suivi d'une analyse comparative entre la moyenne de consommation de notre échantillon et celle de l'ONS 1988 pour la région du Centre, afin d'apprécier les changements des situations alimentaire et nutritionnelle en deux décennies (1988-2009).

Notre travail s'achèvera par une conclusion générale, en répondant aux questions présentées en problématique et affirmé ou infirmé les hypothèses avancées.

PREMIERE PARTIE
BIBLIOGRAPHIE

Introduction

Dès la naissance, la consommation alimentaire devient, pour tout être humain, un acte fondamentale de survie. Durant des centaines de milliers d'années, elle a occupé l'essentiel de la temps veillé des Hommes. Après avoir presque résolu le terrible problème des famines en temps de paix, l'humanité s'est attachée à diversifier et « à sécuriser » son alimentation .En premier lieu les produits alimentaires tel que le blé, les oléagineux, la betterave à sucre, les fruits et les légumes frais les légumes sec, la viande et les produits laitiers sont considérés comme des produits de première nécessité et leur exportation n'est autorisé que s'il y a des excédants **(PADILLA, 1998)**.

Cette dynamique est née d'une subtile dialectique entre l'expression des besoins des consommateurs et le développement progressif du « système alimentaire » vaste et complexe ensemble d'acteurs producteurs agriculteurs et industriels, de distributeurs -d'entreprise périphériques, telles que les fournisseurs d'équipement et des services, d'administrations publiques et d'associations.

Aujourd'hui la démographie reste un des paramètres essentiels pour expliquer tout simplement la dimension de la demande alimentaire.

De nombreux autres facteurs (biologique, économique, psychologique, sociaux, cultures) interviennent pour expliquer la dynamique de la consommation alimentaire.

Pendant des siècles, un difficile équilibre entre la population et les ressources alimentaires a été recherché souvent. Rompu il a épouvantables famines dont les plus récentes ont concerné certains pays d'Afrique ou d'Asie. Cependant le ralentissement de la croissance démographique conjugué avec le développement économique et les progrès scientifiques permettent aujourd'hui d'entrevoir un possible ajustement global entre l'offre et la demande alimentaire mondiale. Cet équilibre va toutefois masquer la permanence de fortes disparités entre pays et au sein de chaque nation. On peut considérer aujourd'hui que les pays à hauts revenus ont atteint le stade de la satiété et certain même un état de surnutrition tandis que de nombreux pays du sud souffrent encore de déficit alimentaire. Dans pratiquement tous les pays du monde, à des degrés divers, on retrouve des écarts considérables entre des groupes qui sont situés au dessous du seuil de pauvreté subissent encore l'épreuve de la faim. **(PADILLA, 1998)**.

L'histoire de l'alimentation montre que notre type alimentaire actuel est l'aboutissement d'une longue évolution technique, économique, sociale et psychologique des peuples.

CHAPITRE 1
APPROCHES THEORIQUES
DE LA CONSOMMATION
ALIMENTAIRE

L'Homme a besoin d'aliments pour la construction, l'entretien, la réparation des structures cellulaires de son organisme, pour l'apport d'énergie et pour les substances de protection, d'autre part, l'alimentation remplit un rôle physiologique et également une fonction psycho-sociale. Il s'agit, en effet, de l'un des piliers sur lesquels reposent la société et la civilisation, l'alimentation a comme mission primordiale d'apporter au corps des nutriments en suffisance. Elle fournit les composants indispensables: les matériaux de construction, les substances protectrices et les combustibles ou carburants du corps humain.

La satisfaction des besoins alimentaires et nutritionnels a d'ailleurs toujours été classée comme prioritaire dans toutes les échelles hiérarchique des besoins car elle constitue l'un des facteurs les plus importants de tout équilibre social.

1. Qu'est ce qu'un aliment ? « Simonet avance et J. Trémolière »

(Simonet avance) définissent l'aliment comme suite : "un aliment est une substance, en général naturelle et de composition complexe, qui associée à d'autres aliments en proportions convenables, est capable d'assurer le cycle régulier de la vie d'un individu et la persistance de l'espèce à laquelle il appartient.

Mais (J. Trémolière) montre l'insuffisance de cette définition "car elle méconnaît les qualités émotionnelles (sensation agréable, symbolisme et rôle social) que tout aliment doit avoir pour être désiré et accepté par l'homme, et il donne cette définition "une denrée comportant des nutriments, donc nourrissante, susceptible de satisfaire l'appétit, donc appétissante et acceptée comme aliment dans la société considérée, donc coutumière".

Donc, un aliment se caractérise par son rôle nourrissant puisqu'il contient des métabolites, d'autre part, l'aliment est appétissant vu qu'il excite l'appétit et se caractérise enfin du caractère coutumier (en fonction des habitudes alimentaires de la société). **(RAMDANE, 2008)**

2. La ration alimentaire équilibrée

C'est la quantité d'alimentation nécessaire à un individu, Pendant 24 heures pour couvrir tous ses besoins (croissance, entretien, activité, etc....) Et le maintenir en bon état de santé.

La ration alimentaire est composée d'aliments dont les principes actifs sont les nutriments (protéines, lipides, glucides). Ces derniers ont un rôle spécifique dans l'organisme d'où la ration alimentaire doit fournir un ensemble nutritionnel équilibré.

- Equilibre calorique : C'est la participation relative des trois nutriments fournisseurs d'énergie (glucides, lipides et protides) dans la couverture du taux calorique de la ration.

En général l'équilibre sera obtenu si :

- 10 à 12% environ des calories proviennent des protides.
- 25 à 35% environ des calories proviennent des lipides.
- 50 à 65% environ des calories provisionnent des glucides.
- Equilibre entre protéine : Il faut que les protéines animales représentent au moins le tiers de l'apport total en protéine.

Chez les enfants, l'apport en protéine d'origine animale doit être plus élevé. Un bon équilibre entre les protéines assure un bon apport en acides aminés indispensables.

- Equilibres entre les lipides : Il faut que les lipides d'origine végétale (huile) représentent les deux tiers de l'apport en matière grasse.

En doit réduire autant que possible les graisses ainsi qu'éviter les modes de cuisson qui dénature les lipides (cuisson a haute température telle que les fritures).

Les lipides végétaux apportent les acides gras essentiels et les lipides animaux des vitamines liposolubles.

- Equilibres glucides/vitamines du groupe B : Plus une ration comprend de glucide, plus elle doit apporter de vitamine de groupe B, par ailleurs plus une ration est riche en aliment énergétique, plus elle doit être riche en aliment non énergétique.

3. Classification des aliments:

Les aliments, selon leur intérêt nutritionnel de plus important, sont classés en groupes. Le classement des aliments de base en quelques groupes présente une signification nutritionnelle particulière, en sorte que la place accordée à chacun de ces groupes dans l'alimentation conditionne l'équilibre de cette dernière (**CAUSERET 1980**).

La classification algérienne distingue cinq groupes d'aliments (Ministère de la santé publique).Anonyme.

- Premier groupe : Ce groupe comprend des produits animaux ou d'origine animale. L'intérêt principal des aliments de ce groupe est d'apporter des protéines de haute valeur biologique, dont le rôle est très important dans la construction et l'entretien de nos tissus, ce groupe comprend (les produits laitiers, les viandes, poissons, œufs, etc.....).
- Deuxième groupe : Les aliments de ce groupe sont essentiellement représentés par les légumes secs (pois-chiches, lentille, haricot sec, pois cassés).

La richesse des aliments de ce groupe en fer et en vitamines justifie leur place dans l'art culinaire traditionnel algérien et mérite d'être réhabilités.

Ils sont servis en plat chaud, en salades, en purée, en potage ou inclus dans le couscous.

- Troisième groupe : Les aliments de ce groupe sont constitué en majeure partie par des glucides à absorption lente donc leur rôle principal est fournir l'énergie tel que les céréales, les tubercules et les fruits secs.
- Quatrième groupe : L'intérêt principal des aliments de ce groupe est de fournir de l'énergie telle que les huiles végétales, le beurre et les margarines.
- Cinquième groupe : Les aliments de ce groupe apportent des sels minéraux, des vitamines hydrosolubles (B et C), des provitamines A (Carotènes), de la cellulose (régulateur de transit intestinal) et de l'eau.

4. Qu'est ce qu'un nutriment ?

Au point de vue nutritionnel l'Homme satisfait ses besoins de croissance, d'entretien d'activité en consommant les aliments. Ces derniers sont constitués essentiellement de nutriments qui sont des substances les plus élémentaires capables d'être assimilées directement et entièrement sans avoir à subir des

transformations digestives. « L'homme consomme des aliments pour se nourrir : ceux-ci, digérés dans le tube digestif, donnent des nutriments, qui franchissent la barrière intestinale et parviennent aux cellules pour couvrir les besoins nutritionnels de l'Homme. (RAMDANE, 2008)

5. Classification des Nutriment : (RAMDANE 1998).

La valeur nutritionnelle de notre alimentation est déterminée par les nutriments qu'elle contient, .ces derniers sont des composants chimiques naturels spécifiques qui jouent un rôle essentiel dans la construction, la croissance, la réparation et la régénération de nos cellules et de nos tissus, et assurent en même temps le maintien de nos fonctions vitales.

Nous pouvons classer les nutriments en deux catégories :

- Les nutriments énergétiques (les protéines, les glucides et les lipides).
- Les nutriments non énergétiques (les fibres alimentaires, l'eau et les sels minéraux).

Au point de vue nutritionnel l'homme satisfait ses besoins de croissance, d'entretien d'activité en consommant les aliments. Ces derniers sont constitués essentiellement de nutriments qui sont des substances les plus élémentaires capables d'être assimilées directement et entièrement sans avoir à subir des transformations digestives. « L'homme consomme des aliments pour se nourrir : ceux-ci, digérés dans le tube digestif, donnent des nutriments, qui franchissent la barrière intestinale et parviennent aux cellules pour couvrir les besoins nutritionnels de l'homme. Ces besoins sont de deux types:

- Des besoins en matériaux de construction des cellules et des tissus : on les appelle des besoins plastiques ;

- Des besoins en (combustible) pour effectuer du travail, essentiellement musculaire ; On parlera de nutriments énergétiques. ». On peut schématiser le rôle des aliments par l'utilisation nutritionnelle de la manière suivante:

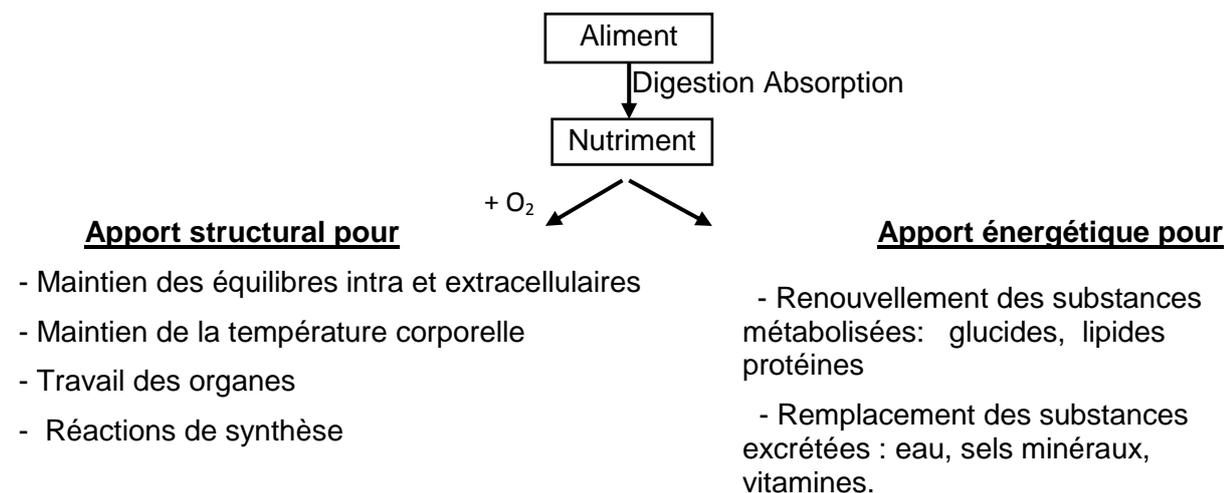


Figure N°1 : le rôle des aliments par l'utilisation

Source :(RAMDANE, 1998)

6- Qu'est ce qu'une calorie ?

On utilise fréquemment le terme de calorie, qui est une unité de mesure de la quantité de chaleur nécessaire pour élever de 1°C la température (de 14,5 à 15,5°C) de 1 g d'un corps ayant une chaleur identique à celle de l'eau à 15°C sous pression atmosphérique normale et valant 4,1855 joules. « De nombreuses organisations internationales ont recommandé d'exprimer l'énergie en joule, le joule est l'énergie dépensée pour déplacer un corps de 1 kg de 1 mètre par une force de 1 Newton » (RAMDANE, 2008). Les nutriments en se dégradant dégagent de l'énergie dans les proportions suivantes:

- 4 calories par gramme de protéines ;
- 9 calories par gramme de lipides ;
- 4 calories par gramme de glucides ;
- 7 calories par gramme d'alcool éthylique.

Ces calories fournissent l'énergie nécessaire :

- au métabolisme basal ;
- à la thermorégulation ;
- à l'activité physique ;
- à la construction des tissus.

7- Notion d'équilibre

« Protéines, lipides et glucides sont à la base de notre alimentation. Mais les matières azotées, les corps gras et les sucres n'ont pas, selon leur origine, les mêmes qualités nutritionnelles. Une ration équilibrée ne se conçoit pas sans l'association de plusieurs groupes d'aliments dont l'apport en vitamines, en sels minéraux, ... est indispensable à l'organisme. Diversité vaut mieux que quantité.» (RAMDANE, 2008)

La notion d'équilibre repose sur un certain nombre de rapports qui présentent des éléments précieux et qui font appel aux mécanismes digestifs métaboliques afin de faire ressortir les rapports d'équilibre concernant la structure de la ration par rapport aux différents rapports nutritionnels. Pour qu'une ration alimentaire arrive à son but qui consiste par exemple en la croissance de l'enfant et de l'adolescent ou l'entretien de l'adulte, elle doit fournir toutes les classes de nutriments dans un certain équilibre. L'équilibre fondamental à respecter entre les groupes de métabolites est le suivant ; pour l'apport calorique il faut que :

- 55 à 65% des calories soient assurées par les glucides ;
- 20 à 30% des calories soient assurées par les lipides ;
- 15% des calories soient assurées par les protéines.

« La formule d'équilibre est celle du rapport le plus appropriée entre les protéines, les lipides, les glucides et est de 1:2:3, quant à l'apport énergétique, c'est-à-dire que pour une calorie fournie par les protéines deux calories doivent l'être par les lipides et trois par les glucides ». (RAMDANE, 1998)

Par ailleurs, l'utilisation protéique augmente avec la prise calorique, de sorte que lors de l'établissement de la ration, il faut tenir compte simultanément de la valeur nutritionnelle de la protéine et de la prise calorique.

« Cependant, la teneur en protéine doit être proportionnelle à la valeur calorique totale, et les calories des protéines doivent représenter au minimum 12% des calories. En revanche, il est inutile qu'elles dépassent les 20% des calories totales ».

L'expérience a montré qu'il existe un rapport relativement constant entre la consommation énergétique et protéique. Le taux calori-protéique est une constante :

$$(\text{Protéine (g) / calories totales}) * 4 = 12 \pm 1 (\%)$$

La proportion de protéines est inconsciemment contrôlée par l'organisme. L'homme ajuste sa consommation de protéines à l'apport calorique. Tout apport calorique qui dépasserait le niveau de 13% entraîne une saturation de l'appétit. Si l'apport azoté est insuffisant c'est l'apport calorique qui serait réduit.

D'autre part, il faut que les protéines fournissent les acides aminés dans un rapport équilibré, car il ne suffit pas d'assurer un apport quantitatif en protéines, toutes ne sont pas équivalentes, et leur valeur alimentaire dépend de leur teneur en acides aminés, surtout les acides aminés essentiels, non synthétisés par l'organisme humain.

La constitution en acides aminés des protéines animales et végétales étant différente, il est bon d'équilibrer leurs apports réciproques afin de couvrir les besoins de l'organisme en acides aminés essentiels, d'avoir un apport équilibré entre les acides aminés essentiels et non-essentiels afin d'éviter toute carence ou déséquilibre entre eux.

De même que les acides aminés et les vitamines ne sont indépendants les uns des autres et l'observation des équilibres en vitamines causés par excès ou par carence de ces éléments. Ainsi une hypervitaminose A provoque une perte de vitamine C, un excès de la thiamine provoque une ariboflaminose et l'addition de la thiamine à un régime polycarencé accentue ces carences, une hypervitaminose D nécessite un apport accru des vitamines A, B, C et E

De leur côté, les minéraux doivent respecter un certain équilibre entre eux. Ainsi l'absorption du calcium dans la muqueuse intestinale dépend de la valeur du rapport Ca/P, un rapport de 0.5 favorise cette dernière. Cette absorption dépend également de la présence de la vitamine D, nécessaire à la synthèse d'une protéine facilitant l'absorption du calcium.

On observe également une relation entre le calcium et le magnésium, une déficience en Mg entraîne une chute de la calcémie tandis qu'une augmentation de cette dernière augmente les besoins en Mg, besoin également augmenté par le phosphore.

Par contre, le phosphore et le fer sont deux éléments antagonistes. Tout excès du premier ralentit l'utilisation de l'autre, vu qu'ils forment à un taux précis des sels insolubles qui ne peuvent pas être absorbés.

Alors qu'une «ration alimentaire équilibrée, c'est la quantité d'aliment nécessaire à un individu... pour couvrir ses besoins en (croissance, entretien, activités...) et le maintenir en bon état de santé »

En fin M^r A. Bencharif montre les intérêts de ces équilibres pour la planification :

* Ils permettent de porter un jugement de valeur sur la consommation alimentaire à l'échelle nationale et faire ressortir les différences de caractéristiques nutritionnelles entre des régions différentes ou des pays.

* Ils permettent d'effectuer des tests de cohérence et de vraisemblance aux rations étudiées.

* Au cours de l'élaboration des projections d'une ration, ils permettent d'indiquer les tendances de la conservation.

8- Les besoins nutritionnels

L'histoire du besoin alimentaire remonte plus loin dans le temps. Parmi les tablettes d'argile découvertes à Sumer, et qui datent de 5000 ans avant nos jours, on indiquait les rations données aux travailleurs, Puis viendront les travaux de Lavoisier (18^{ème} siècle) qui montrent que toute vie exige un apport énergétique fourni par la combustion des aliments, en combinaison avec l'oxygène apporté par la respiration. Les travaux fondamentaux sur les standards nutritionnels ont débuté par les études de VOIT en Allemagne (1875) et ceux d'ATWATER aux Etats-unis puis il y a eu la publication en 1935 de ce qui fut appelé «les normes de Genève » par des experts internationaux, et les efforts ont suivi jusqu'à nos jours dans ce domaine-là, on emploie certains termes tels que l'expression «besoin nutritionnel » en l'accompagnant d'évaluations chiffrées, car ces besoins sont relatifs au niveau d'activité, au climat, à l'état de santé et aux conditions d'existence.

« Le mot (standard) est préférable au mot (besoin), car il évoque simplement une quantité choisie par convention pour servir de référence. Les expressions (taux recommandés) ou (allocation recommandée) ou (apports recommandés) sont les plus utilisées, car elles tiennent compte des connaissances actuelles c'est à dire en confrontant la situation de fait et les résultats des travaux expérimentaux. ». «Ces apports recommandés sont des «quantités considérées comme suffisantes pour le maintien de la santé de la quasi-totalité de la population ».

Les besoins nutritionnels sont fonction de plusieurs facteurs qui sont liés aux individus, à leurs activités, au climat et à certains cas particuliers tels que la grossesse ou l'allaitement... « Certes, la mise au point d'un barème précis de calories et de nutriments utiles à l'organisme n'est pas aisée, les normes varient avec l'âge, le sexe, la taille, le poids, le climat, le genre et la durée du travail... ».

Des organisations internationales ont élaboré des standards utilisés par la majorité des pays (en particulier ceux en voie de développement) telles que la F.A.O (Food Agricultural Organisation) ou des comités mixtes F.A.O / O.M.S et l'O.M.S (Organisation Mondiale de la Santé) ; alors que d'autres pays ont conçu leurs propres standards tels que les Etats Unis d'Amérique.(RAMDANE,1998)

« Le niveau nutritionnel d'une population peut se définir par le degré de satisfaction des besoins physiologiques en calories, protéines, lipides, sels minéraux et vitamines qui peuvent remplir deux fonctions importantes en fournissant à l'organisme :

* l'énergie dont il a besoin ;

* les minéraux de la construction et de réparation nécessaire à la croissance, l'entretien et la protection ».

On parle souvent de la ration alimentaire qui «est la quantité d'aliment plus ou moins variée dont l'homme dispose chaque jour. Elle est souvent exprimée en calories et en grammes de protéines et de lipides. Mais pour juger si une alimentation est suffisante en quantité et en qualité, on compare par rapport à une ration préalablement établie qu'on appellera (ration théorique)». « Cette ration alimentaire est telle que si chaque individu moyen en disposait chaque jour, au long de l'année, ses besoins nutritionnels seraient couverts en quantité et en qualité.

Tableau 1 : les Besoins nutritionnelles journaliers (RAMDANE, 1998)

Calorie ou Nutriment	Besoin journalier
Calorique	2600.00 calories
Protéine alimentaire	60.00 g
Lipides	40,60 g
Calcium	500.00 mg
Fer	12.00 mg
Phosphore	1000.00 mg
Magnésium	350.00 mg
Vit B1 (La thiamine)	0.40 mg/1000 calories = 1,04 mg
Vit B2	0.55 mg/1000 calories = 1,43 mg
Vit PP	6.60 mg/1000 calories = 17,16 mg
Vit A	750.00 µg
Vit C	80.0 g

9-Définition de la consommation par l'économie alimentaire :

L'économie alimentaire constitue un nouveau champ de recherche et de Formation, elle s'intéresse à plusieurs spécialités (Economie, Sociologie, Agronomie, Médecine, Nutrition...) en s'adressant ainsi à plusieurs disciplines.

En effet, les approches de l'économie alimentaire sont différentes, selon qu'on est dans une société ou dans une autre (Capitaliste, Socialiste,....) mais malgré cette diversité, elle repose sur une définition élargie du système « agro-alimentaire »

10-Définition du modèle de consommation alimentaire :

Le concept « modèle » utilisé par les différents spécialistes se prête à certaines confusions dont la principale provient du fait que certains techniciens de la planification et beaucoup de sociologues attribuent au terme « modèle » son sens restrictif et limité, son « sens éthologique » « propre à être imité ». (BENCHARIF, 1988).

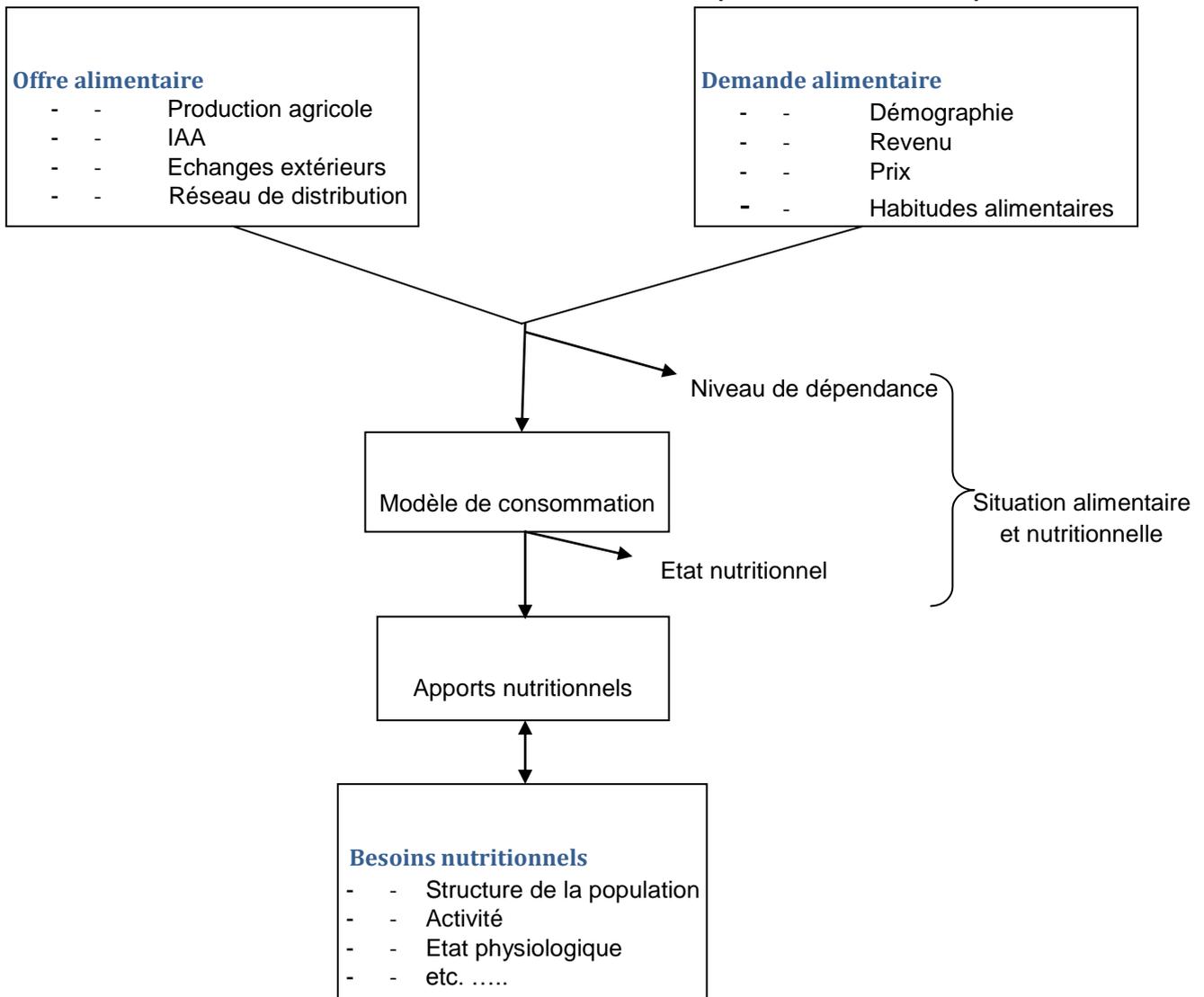
Mais l'économie alimentaire retient la définition économique du terme « modèle » toute représentation symbolique, chiffrée ou purement conceptuelle des relations de deux ou plusieurs variables caractéristiques d'un ensemble donné ».

La notion du modèle de consommation alimentaire est défini donc par la relation d'équilibre entre les trois variables suivantes :

- La demande alimentaire
- Les besoins alimentaires
- L'offre alimentaire

Figure N° 02 : Notion de modèle de consommation alimentaire

Source : (BENCHARIF, 1988) -



Ainsi définit, le modèle de consommation occupe une place fondamentale dans l'économie alimentaire pour au moins trois raisons essentielles.

1) Le « MCA » reflète l'état d'équilibre de l'ensemble des produits alimentaires à travers l'ajustement entre l'offre et la demande et traduit ainsi la façon et la manière dont une population se nourrit.

2) Le « MCA » représente un maillon de base et de départ de tout processus de la planification alimentaire et nutritionnelle (PAN) .En effet, la PAN doit viser en outre l'ajustement entre l'offre et la demande à un niveau souhaitable compatible avec les objectifs nationaux.

3) Le « MCA » détermine le niveau de dépendance alimentaire et le niveau de satisfaction des besoins ; l'identification du MCA à l'année de base permet une évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle a travers la mesure de la dépendance alimentaire (écart entre l'offre et la demande). Ainsi l'identification de la malnutrition et la sous-alimentation de la population (écart entre les apports et les besoins).

11-Les facteurs déterminants la consommation alimentaire

Variation du changement alimentaire dans une société donnée, à un moment donné, existent des forces sociales convergentes qui conduisent à la formation d'un MCA dominant. Par exemple, dans la société industrielle, le MCA dit « agro-industriel ». Tous les MCA de cette société ont à des degrés divers, des caractères agro-industriels. Mais dans cette société, existent aussi des forces divergentes qui conduisent à la différenciation des MCA.

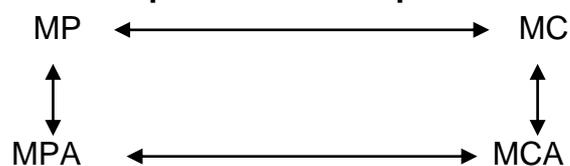
La société industrielle, comme toute autre société, n'est pas un ensemble homogène. En son sein, où « domine » le MCA agro-industriel, coexistent des MCA différenciés.

Forces convergentes et divergentes sont contenues dans les modes de production (MP) qui sous-tendent les Modèles de Production Agricole (MPA) et les Modèles de Consommation Alimentaire (MCA).

Le mode de consommation est en effet relié au mode de production par trois variables :

- Le développement des forces productives qui détermine la capacité de production et l'infrastructure productive (importance relative des secteurs primaire, secondaire, tertiaire ; société rurale ou urbaine, etc.).
- Les rapports de production qui déterminent la position sociale de chacun et par voie de conséquence sa capacité de consommation.
- Les modèles institutionnels (Etat, système socio-économique, droit, etc.) et culturels qui conditionnent la répartition des ressources et les comportements.

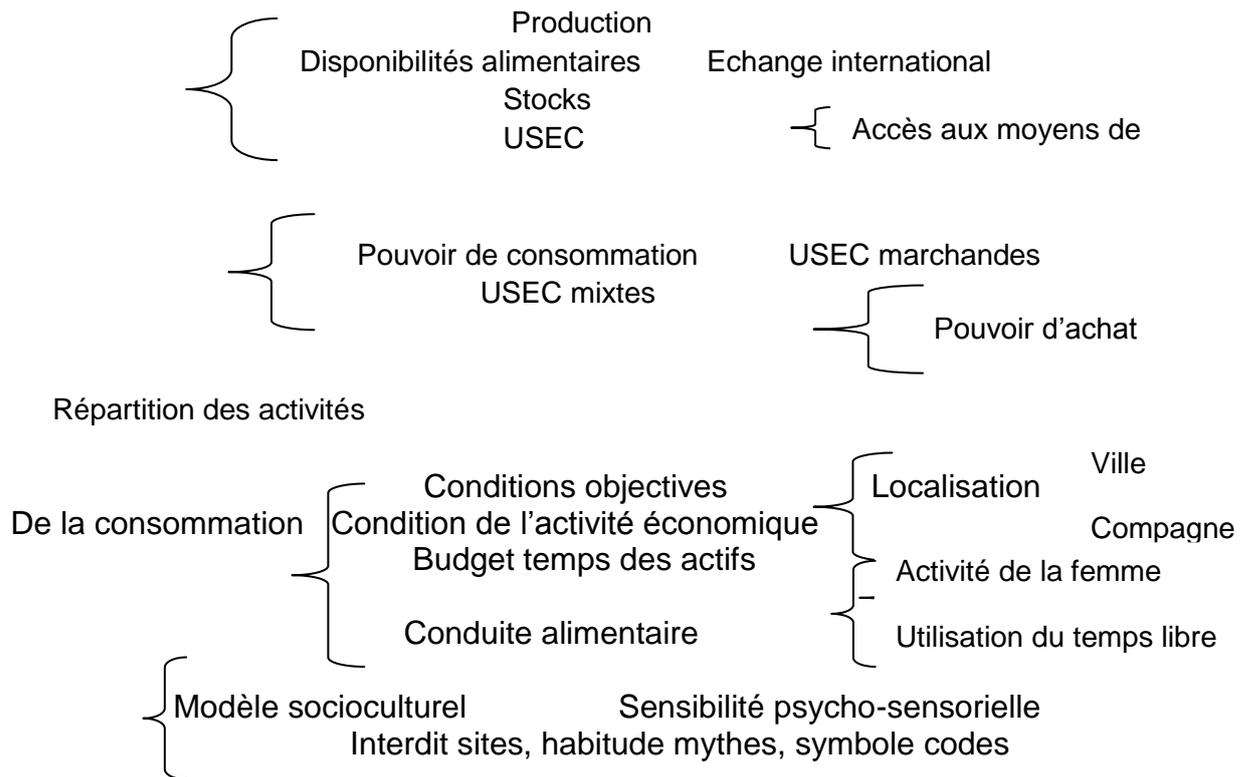
Le schéma général marquant les interdépendances est le suivant :



En s'inspirant de cette approche, il est commode de regrouper les facteurs qui déterminent les MCA en quatre composantes ou variables principales :

- La capacité d'approvisionnement alimentaire qui dépend de la capacité de production et d'importation (capacité d'achat international). Cette capacité détermine, pour une population donnée, les disponibilités moyennes par habitant (MAN) ou champ du possible alimentaire :
- Pouvoir de consommation qui dépend des rapports de production, et dont la distribution sociale aux disponibilités alimentaires.
- Les conditions objectives de la consommation alimentaire déterminée par l'infrastructure productive.
- Le modèle culturel qui conditionne les comportements alimentaires

Figure N°03: Facteurs déterminant les MCA :



Source : (MALASSIS, 1979)

Mais ces variables de détermination des MCA sont elles mêmes dépendantes des variables rencontrées dans l'interprétation des MPA et que nous avons appelées variables peuplement, sociale, développement et internationale.

Ces variables ont une double signification statique et dynamique : elles permettent à la fois d'interpréter le MCA dominant et, autour de celui-ci, la différenciation sociale des MCA, dans une société donnée à un moment donné et leur changement dans le temps. Les variables du changement alimentaire (disponibilités alimentaires, pouvoir de consommation, conditions objectives de la consommation, modèle socioculturel) déterminent directement les changements des MCA, alors que les variables du changement social (peuplement, développement, ...) influent sur les variables du changement alimentaire.

On s'en tient ici aux variables fondamentales d'intérêt général. L'analyse de situation concrète implique de recourir à des analyses plus fines de type « analyse factorielle ». En France, peu d'études sont disponibles sur cette base. Citons : Cl. Et Ch. GRIGNON, 1978 ; D. BOULET et J.-P. LAPORTE, 1983 ; J.-L. LAMBERT, 1984.

I-LES DIFFERENTES APPROCHES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE

I-1 Les écoles de pensée :

La consommation alimentaire est depuis longtemps étudiée par les sciences sociales, mais depuis peu par l'économie et la sociologie rurale.

Il apparaît de plus en plus nécessaire de prendre en compte les principales idées et courants de pensées sur la consommation, de ce fait l'approche des économistes, des sociologues et des nutritionnistes est évidemment différente, mais complémentaire.

Alors que les économistes s'appuient surtout sur le facteur revenu, la question posée est : dans quelle mesure le niveau de revenu détermine le niveau global de la consommation pour un individu ?

Les sociologues, ils vont donc poser la question autrement en insistant sur les données sociales est-ce que la nature de la consommation pour un niveau de revenu est marquée par les données culturelle et psychologique ?

Les nutritionnistes insistent sur le fait que dans quelle mesure l'évolution calorique ?

I-1-1. La démarche des économistes :

I-1-1-1. La loi d'Engel :

Ernst Engel, statisticien allemand à été l'un des premiers à étudier, dès la second moitié du XIX, la consommation à partir des enquêtes sur les budget familiaux (en Belgique en 1853 et 1891), il à d'ailleurs formulé la loi, devenue célèbre, qui stipule que : le coefficient budgétaire mesurant la part de l'alimentation dans le budget décroît lorsque les revenus augmentent.

Cela veut dire que plus une famille est pauvre, plus la part des dépenses affectées à l'alimentation dans le budget totale décroît, lorsque le revenu augmentent. **(MALASSIS, 1986).**

Selon cette loi, les dépenses de consommation augmentent à mesure que le revenu croit en restant inférieur à la croissance de revenu. La consommation reste dépendante du niveau de revenu est inférieure à l'unité, elle se situé entre 0,8 et 0,6 le flux de consommation ne dépasse guerre le $8/10^{\text{ième}}$ du flux de revenu.

I-1-2. L'analyse des sociologues :

I-1-2-1. La Théorie de Duesenberry

C'est une analyse sociologique qui repose sur le modèle des A et des non A. Les A constituent le groupe leader de référence (cadre, professions libérales...)

Ces derniers tracent la voie et créent les nouveaux modèles de consommation.

Les non A constitués des autres groupes essayeront d'y arriver et copieront leurs dépenses des qu'ils le peuvent, quand ils y arrivent, les A adaptent de nouveaux signes distinctifs, retraçant désormais de nouveaux comportements, c'est à dire que chaque classe donnerait à celle qui la suit (à part le revenu, statut) un modèle de consommation à reproduire. **(BREMONT GELDEN, 1964).**

I-1-2-2. Analyse de Boude lot Establet et Toiser

Les sociologues marxistes parlent de l'analyse de l'appareil de production, et afin de pouvoir consommer, il faut d'abord produire, par conséquent toute mutation au niveau de la consommation implique une mutation de la nature des emplois et qualification : A partir des études statistiques ; ils ont constaté que les différences de consommation s'expliquent en premier lieu par des écarts de revenus, en plus il existe « des marges » de libertés différentes entre les groupes sociaux.

Ainsi les niveaux de ressources globales apposent ceux qui ont une marge de liberté importante dans l'affectation de leurs dépenses (vacances) manœuvre : les ouvrier qui consacrant l'essentielle de leurs revenu aux dépenses quotidienne (alimentation, santé...).

I-1-3. L'approche des nutritionnistes

Les connaissances actuelles sur la nutrition ont été acquises après de longs tâtonnements, la biologie ne s'est pas limitée à la conception d'un minimum indispensable pour chacun des principes nutritifs mais la notion d'équilibre

alimentaire a pris une importance plus grande, en raison de sa signification physiologique. (CEPED, LENGELLE, 1964).

Cela veut dire que plus une famille est pauvre, plus la part des dépenses affectées à l'alimentation dans le budget totale décroît tandis que les autres dépenses augmentent (habitat, voiture, les articles de luxe).

A –Approches traditionnelles

1-Approche classique et néo-classique : « Algalarrondo., Briere, et Picheau ».

Dans l'analyse classique et néo-classique, c'est le comportement du consommateur qui tient une place essentielle. Le consommateur est censé être rationnel et cherche toujours à optimiser son revenu donc à maximiser, en quelque sorte, sa situation.

Alors, les classiques et néo-classiques voient dans toute politique de relance de la consommation une source potentielle d'inflation et de déséquilibre extérieure.

Les néo-classiques (Walras, Jevons, Engel) ont tenté de répondre à la question de savoir comment, pour un niveau donné, le consommateur arbitre entre les différents biens offerts sur le marché. Ce courant de pensée a été connu sous le nom d' « école marginaliste ».

Le point de départ de l'analyse des marginalistes est la fonction d'utilité. Pour eux, la valeur des choses ne dépend pas de leurs coûts de production mais de leur utilité. Utilité considérée n'est pas l'utilité totale de la quantité mais l'utilité de la dernière dose de ce bien qu'il est possible d'acquérir dans un monde où les ressources économiques sont rares.

Pour eux, la valeur d'un bien dépend, d'une part, de son utilité pour le sujet économique, et d'autre part, de la quantité exemplaires du bien qu'il est possible de se procurer (cette quantité est limitée par le degré de rareté du bien qui dépend lui-même de la capacité de l'appareil productif à la produire) dans un monde où les ressources économiques sont rares.

L'utilité marginale dépend de la rareté relative des biens – c'est donc elle qui fonde la valeur.

En d'autre terme, plus l'utilité totale est faible (c'est le cas des produits très rares) plus l'utilité marginale est forte et plus le produit sera cher. Inversement, plus l'utilité totale est forte (c'est le cas des produits abondants) plus l'utilité marginale est faible le produit sera cher.

Cette analyse repose sur un certain nombre d'hypothèses qui ont souvent été contestées. Entre autres, l'information sur l'utilité des produits est supposée parfaite ce qui ne correspond pas à la situation réelle. Par ailleurs, les décisions d'achats sont souvent impulsives. Enfin, l'analyse marginaliste suppose des possibilités de choix très larges alors que l'essentiel de la consommation subit des contraintes (de revenu notamment).

2- L'approche Keynésienne

Pour Keynes, le niveau de consommation dépend essentiellement du revenu. La propension à consommer se définit comme le rapport consommation/revenu (C/R). Ce rapport représente la fonction du revenu consacré à la consommation.

Pour Keynes, les facteurs qui déterminent la propension à consommer sont souvent très subjectifs. Dans « théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », Keynes parle de l'importance de la précaution, du calcul, de l'ambition, de l'indépendance, de l'initiative, et même de l'orgueil et de l'avarice. Pour lui, ces différents facteurs subjectifs peuvent être considérés comme stables à court terme.

Une relance artificielle de la consommation par l'état au moyen d'une injection de revenu dans l'économie est donc forcément efficace à court terme (avec toutefois le risque, à long terme, que l'augmentation du revenu national généré par l'effet multiplicateur entraîne un surcroît d'épargne par rapport à la consommation).

B- Les nouvelles théories de la consommation

L'hypothèse de Duesenberry : Pour Duesenberry, la consommation, à une période donnée dépend non seulement du revenu de cette période mais aussi des habitudes de consommation acquises antérieurement. Duesenberry évoque également l'effet d'imitation « tout citoyen d'une classe sociale donnée tend à acquérir le comportement de la classe immédiatement au-dessous. ». De ce point de vue, le club des « privilégiés » serait de modèle de référence aux autres catégories sociales qui tentent de survivre ses dépenses lorsque leurs revenus augmentent ou lorsque la production de masse banalise les objets. Pour Duesenberry il s'agit donc d'une course poursuite au modèle supérieur.

La théorie du revenu permanent de Milton Friedmann : En tant que chef de file des monétaristes. Milton Friedmann est l'économiste le plus opposé qui soit au modèle Keynésien. Friedman pense que le comportement du consommateur n'est pas lié au revenu qu'il prévoit. Le consommateur anticipe donc ses gains et prend ses décisions d'épargne ou de consommation en tenant compte non seulement de son revenu actuel mais surtout de ses revenus futurs. La propension à consommer n'est donc absolument pas proportionnelle au niveau de revenu présent-les erreurs d'anticipation se traduisent à court terme par une variation de l'épargne.

L'effet de cliquet : certains économistes pensent qu'en matière de consommation il existe un effet de « cliquet ». Cet effet de cliquet peut se définir comme la tendance du consommateur à maintenir son niveau de consommation antérieure même en cas de baisse de son revenu. De point de vue, le consommateur peut même être amené à prélever sur son épargne.

La théorie du cycle de vie de Modigliani : Pour lui, un ménage a un cycle de vie et à chaque âge du cycle de vie correspond certains besoins spécifiques et un certain niveau de revenu. De ce point de vue, les individus sont prévoyants et organisent leur consommation et leur épargne sur la durée de leur vie.

II- Les approches d'appréhension de la consommation utilisées par l'économie alimentaire :

Le MCA en économie alimentaire est caractérisé par toute une série de paramètres qui permettent de décrire quantitativement et qualitativement la structure et l'évolution de la consommation alimentaire.

II-1. Les approches quantitatives :

Les régimes alimentaires : ces derniers caractérisent les compositions de la ration en ces divers constituants, c'est ainsi que les quantités consommées sont traduites :

- En valeurs nutritionnelles (calories) et en nutriments (protides, lipides, glucides) ce qui suppose des tables de conversion propres et adaptées aux caractéristiques du pays.

D'une manière générale, on prend souvent comme indice la qualité des rations, la qualité des protéines animales, et il est que certaines protéines peuvent se compléter comme c'est le cas des céréales et légumineuses.

Cette approche est inspirée sans aucun doute des acquis des sciences de la nutrition.

- En quantités physiques kg/personne/an cette approche consiste à identifier

en premier lieu la base de la ration alimentaire qui approche l'essentiel des calories.

Ensuite l'analyse est complétée par un autre produit en faisant de la structure alimentaire avec les caractéristiques agro nutritionnels et socio-historiques.

Les budgets alimentaires : Ils apparaissent la valeur des dépenses de consommation dans les budgets des ménages, de ce fait la consommation alimentaire est considérée comme étant une part de la consommation total au niveau de dépense et le résultat du choix de consommateur dans l'affectation de leurs budgets. Elle s'articule donc sur les acquis de l'analyse néo-classique du choix des consommations.

II-2. Les approches qualitatives

Ces approches sont le résultat d'un ensemble de motivations et de facteurs socio-culturels c'est ainsi que la consommation peut être complétée par analyse :

- Des modalités de consommation conduisant à répondre à des questions du type ou consomme-t-on, Avec qui et quelles sont les règles ?
- En terme des styles alimentaires

II-3. Style alimentaire :

La conception des « styles alimentaires » repose sur une définition pluridimensionnelle de la consommation alimentaire , en intégrant tous les comportements .En effet l'analyse des comportements a été limitée aux choix des produits par le consommateur (préférences individuelles, en fonction des disponibilités , en fonction des habitudes socio-historique ou en fonction des revenus ...) cette conception est apparue petit à petit , et au fur et à mesure que les économistes se sont intéressés à l'existence du travail domestique et d'une manière plus globale aux phénomènes non marchands , même dans le cadre d'une approche économique. Dans cette approche « socioculturelles » la consommation alimentaire est définie comme un ensemble de pratiques sociales liées aux produits consommés .ces pratiques sont associées à des représentations sociales et acquièrent de ce fait une dimension symbolique .cette approche relève trois observations :

- La consommation alimentaire est considérée comme une consommation de plat (L'ensemble des produits transformés par la préparation alimentaire domestique) et non une consommation de produits isolés. Cette consommation mérite d'être appréhendée et évaluée suivant les différents aspects (techniques et économiques) de la population (modes de préparation, main d'œuvre utilisée, moyens techniques employés) et compte tenu des aspects sociaux (rapport de parenté)
- La consommation alimentaire ou acte de l'alimentation est un acte social et non industriel, il se fait en groupe tout en respectant une gamme de règles propres à la population.
- Sur le plan économique, il est important de connaître les règles de constitution de ces groupes dans le but de préciser les disparités sociales,

c'est-à-dire qui mange quoi « mais cette identification n'est pas séparée de toute une série de constitution de groupes de commensabilités par sexe et par âge, distinction des rapports alimentaires selon leur origine, dimension spécifique de la consommation extérieure par rapport à ces règles ».

III- Caractéristiques des modèles de consommation alimentaire :

III-1. Présentation des principaux modèles de consommation dans le monde :

Selon L. Mallassis on distingue 05 modèles théoriques définis comme suit :

- Rurale traditionnelle forte auto-consommation un troc traditionnel.
- Rural diversifié (auto- consommation).
- Urbain privilégié (occidental)
- Urbain marginalisé (bidonville)
- Urbain moyen.

III-2 La consommation dans les pays à économie planifiée :

Dans une économie socialiste, la consommation est considérée à la fois comme un phénomène social et individuel, elle a pour objectif la satisfaction maximum des besoins sociaux et concerne aussi bien les activités courantes que futures. De ce fait, elle devient un objet de la politique de développement économique et culturel, elle constitue le point de départ des plans de croissance économique. Elle est conçue également comme un moyen d'affirmation et d'épanouissement de la personnalité sur le plan individuel, et un élément moteur du développement économique et social. En effet, ce n'est que dans la mesure où les besoins de l'individu sont satisfaits que celui-ci s'intéresse à la croissance économique nationale.

La nécessité de planifier la consommation dans une économie socialiste découle de l'impératif national de satisfaire les besoins physiologiques, esthétiques et de qualité d'une part et d'autre part du système de gestion de l'économie socialiste. Ces fins sont garanties par le plan de la consommation, ou l'Etat garantit une entière satisfaction dans les domaines de la consommation collective.

Le plan de la consommation concerne toute la population, de manière à répondre à l'ensemble de leurs besoins ; ce qui induit l'obligation d'établir le taux de croissance de la consommation à long et à court terme, ce taux est établi à partir du niveau déjà atteint du développement de la production et la possibilité de la croissance. Le plan doit être en adéquation avec le niveau de développement de la société, des moyens à mettre en œuvre et la nature des besoins à satisfaire en outre il doit refléter la préoccupation du consommateur. En économie sociale il faut coordonner entre la production et la consommation du fait de l'inexistence de rapports directs entre ces deux grandeurs, il est aussi à noter que le plan de consommation est intégré dans le plan économique national. Pour ce qui est du contenu du plan E.WISZNIEWSKI écrit « le plan de consommation détermine le volume et la structure de la demande effective à l'échelle macro-économique, en établissant les prix et les revenus de la population, ayant égard à ses goûts, ses traditions, ses coutumes et ses comportements ».

Mais cette demande n'est déterminée qu'avec la fixation des prix et des revenus E.WISZNIEWSKI « il, faut souligner que les organisations centrales de la planification en fixant les prix et les revenus, déterminent une certaine demande de la population, de cette façon elles établissent le volume et la structure de la consommation ».

III-3 Caractéristique de modèle de consommation occidentale

Suite au développement industriel et au développement sociale, il s'est formé un MCA qualifié d'agro-industriel marqué d'un certain nombre de caractères :

- MCAO est un modèle à consommation marchande réalisé à haut niveau énergétique dont il présente une forte portion de calories animales.
- MCAO est un modèle de consommation de masse qui s'insère dans une société de consommation de production et de distribution de masse, cela n'exclut pas l'existence des disparités entre les couches sociales.
- MCAO est un modèle de consommation de masse de produits de forte valeur ajoutée et de plats préparés (services et servis) simplifiant ainsi considérablement les tâches domestiques.
- MCAO est un modèle internationalisé qui fait appel aux produits des différentes régions du monde résultants de la croissance des échanges alimentaires.
- MCAO est un modèle à coût sociale élevé pour les raisons déjà citées.

III-4 Le MCA des pays en développement

Les MCA des pays en développement sont qualifiés de traditionnels agricoles à base d'un nombre de plantes généralement à base de céréales de racines ou les deux à la fois et de traditionnels mixtes à base de produits végétaux et animaux.

Ces derniers sont plus rares, caractérisant des conditions agro écologiques spécifiques (c'est les MCA intermédiaires).

Les MCA des pays en développement sont le reflet des modes de production agricole (MPA) à faible productivité de la terre et du travail. Ces MCA sont fermés donc sous-développés et des sociétés de pauvreté, où les disparités entre les catégories sociales sont plus marquées.

Le MCA traditionnel est influencé par l'accélération de l'urbanisation à des systèmes élevés ou apparaissent de nouveaux MCA urbains. Dans les pays en développement la production agricole croît à un rythme très inférieur à celle de la croissance démographique, le déficit enregistré est compensé par des importations notamment les produits de base. **(DJERMOUNE, 1990)**

III-5 Le modèle de consommation méditerranéen

L'Homme ne consomme pas séparément des aliments isolés, mais il les associe en fonction de ses habitudes alimentaires, lorsqu'il s'agit de régime méditerranéen, selon le constat établi par les épidémiologistes et spécialistes du comportement alimentaire, ces habitudes sont saines. C'est la raison pour laquelle les recommandations nutritionnelles, au lieu de fixer les quantités de chaque nutriment devraient s'attarder à définir un régime sain, équilibré et proposer des méthodes pour déterminer la qualité globale du régime dans son ensemble.

C'est ce que propose l'approche dite de "pyramide guide de l'alimentation " qui recommande l'équilibre convenable entre les groupes d'aliments à consommer, recommandés selon une certaine fréquence, définis pour le modèle méditerranéen qui sont :

- Le premier groupe : les céréales et féculents (base de pyramide), les fruits et légumes, l'huile d'olive et les fromages frais ou yaourts qui doivent être consommés quotidiennement.

- Le deuxième groupe : le poisson, la volaille, les œufs, les sucreries
- Le troisième groupe : les viandes, (quelques fois par mois ou quelques fois par semaine en petite quantité).

IV- Principales définitions retenues par l'enquête : (ONS, 1992)

IV-1- Consommation :

Il existe plusieurs définitions de la consommation des ménages. Elles diffèrent selon l'objectif visé pour l'estimation et l'analyse de cette consommation et selon les sources d'information.

La première considère la consommation des ménages comme un ensemble de produits et de services acquis par les ménages à partir de revenu.

Par contre, la deuxième comprend d'autres définition plus larges qui prennent en considération, en plus des produits et services, tous les produits et services fournis aux ménages par l'état et les institutions à but non lucratif, à titre gratuit ou à des prix symboliques, tels que les, soins gratuits en Algérie, l'enseignement ...etc.

Dans cette approche, les services gratuits ou à des prix symboliques sont estimés.

La définition la plus répandue de la consommation des ménages est celle qui est résultat des enquête sur le budget des ménages e »t qui appelées ainsi consommation finale des ménages. (ONS,1992)

IV-2-Ménage ordinaire :

Est généralement composé de personnes vivantes ensemble sous le même toit, sous la même responsabilité d'un chef de ménage, préparant en général ensemble les principaux repas.

Les personnes sont liées entre elles par le sang, le mariage ou par alliance. Une personne vivante seule dans un logement peut constituer un ménage.

IV-3-Chef de ménage :

C'est une personne, l'homme ou la femme, résidante qui décide en générale de l'utilisation de l'argent du ménage, ou qui est reconnue comme étant chef par les membres de ménage.

IV-4-Décile population :

Une tranche contenant 10% de la population totale après classement des ménages selon la dépense moyenne par personne. Le résultat obtenu est 10 tranches de dépenses population/Déciles

Le premier décile est constitué de la population dont la dépense annuelle par tête est la plus faible. La deuxième tranche est constitué par les 10% dont la dépense moyenne est immédiatement supérieure, et ainsi de suite jusqu'aux dixième déciles. Les déciles extrêmes constituent des ensembles très hétérogènes, et de ce fait, la consommation moyenne dans ces déciles peut s'avérer très éloigné de certains ménages proches des bornes de ces déciles.

IV-5- La taille du ménage :

C'est le nombre de personnes par ménage. Il y eu un regroupement des ménages selon des tranches de taille tels que :

- ❖ Ménages de taille inférieure ou égale à 3 personnes

- ❖ Ménages de taille comprise entre 4 et 6 personnes
- ❖ Ménages de taille comprise entre 7 et 8 personnes
- ❖ Ménages de taille supérieure ou égale à 9 personnes

IV-6-Catégorie socio-professionnelle (CSP) :

La CSP est déterminée à partir de la profession, de la situation individuelle du chef de ménage.

Tableau N° 2: catégorie socio-professionnelle (CSP) :(ONS, 1992)

CODE	INTITULE
CSP 1	Employeurs
CSP 2	Indépendants
CSP 3	Cadre supérieure et professions libérales
CSP 4	Cadre moyens
CSP 5	Ouvriers
CSP 6	Employés
CSP7	Manœuvres et saisonniers
CSP 8	Personnels en transition
CSP 9	Inactifs, inoccupés
CSP 10	Non déclarés

V-Les déterminants sociaux de la consommation :

La classe sociale : la consommation d'un individu varie en fonction des habitudes qu'il a acquises de par son éducation. La production de mode de vie de classe sociale d'origine influence donc la consommation.

- **La CSP** : dans le même ordre d'idée, la consommation peut-être influencée par la catégorie socioprofessionnelle à laquelle appartient l'individu. Ceci s'explique en partie par un besoin de mimétisme et d'identification.
- **L'âge** : un individu âgé consomme par exemple plus de service de santé qu'un adolescent...
- **Le comportement ostentatoire** : le fait de consommer correspond ici à un besoin d'être reconnu par la société comme appartenant à un groupe social particulier.
- **Le mode de vie** : la consommation est en partie influencée par le mode de vie de l'individu.
- **L'effet d'imitation** : la consommation répond au besoin de copier la consommation de la classe supérieure.
- **La publicité** : l'acte de consommer est en partie influencée par la publicité produite par les entreprises. La consommation est donc provoquée par le producteur. On parle alors de « filière inversée ».

Lorsqu'un individu parvient à satisfaire ses besoins primaires, son surplus de consommation sera influencé par ces facteurs non-économiques. De nombreux actes de consommation répondent alors à des phénomènes de mode. Les périodes de ralentissements économiques par contre donnent aux facteurs économiques une place plus importante dans le processus de consommation. (RAMDANE, 1992).

CHAPITRE 2 :
LA CONSOMMATION
ALIMENTAIRE EN ALGERIE

I- Dynamique de la consommation alimentaire et son évolution de 1967 à 1988

Le problème de connaissance de la dynamique de la consommation alimentaire reste fondamental, mais difficile à cerner.

En fait la multiplicité et la diversité des rations de base disponible laisse l'évolution de la situation alimentaire imprécise et douteuse.

En Algérie le niveau de consommation est souvent déterminée pour le niveau des approvisionnements notamment la production.

II- Place de la consommation alimentaire dans les textes doctrinaux en Algérie

“ Les projets de politique agricole et alimentaire adoptés en Algérie ont longtemps avancé comme préoccupation centrale, la nécessité de définir une stratégie alimentaire dont l'objectif premier consistait à produire, par une série de mesures techniques, économiques et sociales, de façon à réduire la dépendance au marché mondial. Cette option était conforme à la démarche globale du développement économique et social qui affichait d'emblée, par un programme ambitieux dont le noyau était l'industrialisation, une volonté d'indépendance et de sécurité alimentaire du pays ” (Tounsi, 1995) et “ depuis l'indépendance, de très nombreux textes législatifs et politiques ont toujours souligné la volonté des différents gouvernements et du parti au pouvoir jusqu' en 1989, de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale (**Bedrani. et Assami, 1995**)

Il apparaît clairement dans les plans de développement et de la charte nationale une volonté de satisfaire l'ensemble des besoins, du fait que l'amélioration de la ration alimentaire moyenne sur le plan quantitatif et qualitatif a constamment été considérée par les autorités comme un objectif nutritionnel important.

Le premier plan quadriennal fixe comme objectif de “ nourrir et mieux nourrir une population en croissance rapide ” quant au second plan quadriennal, les objectifs recherchés veillent à atténuer les écarts entre les villes et les campagnes et une diversification de la consommation.

L'idée se poursuit dans le premier plan quinquennal par une “ amélioration quantitative et qualitative ” de la ration alimentaire. Enfin, le second plan quinquennal affirme une amélioration de la ration journalière dans le sens d'un meilleur équilibre nutritionnel

Il est important d'esquisser avec plus de détails les différents objectifs retenus dans la stratégie explicite en matière de consommation.

III- Dans les plans de développement : (Anonyme, 1970)

III-1. Le premier plan quadriennal (1970-1973)

Dans son préambule précis que la révolution agricole vise à la satisfaction de l'ensemble des besoins par les ressources nationales " cette révolution agricole vise la restauration complète de la production dont l'objectif est de nourrir et mieux nourrir une population en croissance rapide ".

Cette affirmation renferme un aspect global " satisfaction des besoins " et un aspect qualitatif "mieux nourrir "; cependant pour atteindre ces objectifs, il apparaît que les potentialités nationales ne sont pas maîtrisées. La hiérarchisation des besoins alimentaires n'est pas maîtrisée. La hiérarchisation des besoins alimentaires n'est pas indiquée, de même que les facteurs déterminants la consommation alimentaire (prix, revenu) n'ont pas été pris en compte. Le plan prévoit en outre une évolution de la consommation alimentaire avec la mise en place des conditions propices au développement agricole, ainsi que de favoriser les spéculations les plus rentables et adapter la production à l'évolution du modèle de consommation.

III-2- Le second plan quadriennal (1974-1977)

Les recherches de consommation alimentaire visent d'une part à atténuer les écarts entre les villes et les campagnes et à l'amélioration de la consommation pour les catégories sociales les plus pauvres, par l'élimination de toute forme de sous-alimentation, et d'autre part une diversification de la consommation par la substitution progressive de produits riches aux produits de base.

Le plan souligne que " malgré le retard de la satisfaction de l'alimentation de base des plus pauvres, les besoins alimentaires se diversifient et la prochaine période devra être caractérisée par une nouvelle phase où commence la substitution progressive des produits riches en protéines et légumes frais aux produits de base telles les céréales et les huiles ".

Désormais, les axes d'action de la politique agricole à long terme seront exclusivement guidés par la recherche de la satisfaction des besoins alimentaires nationaux...

L'action future tendra vers. L'adaptation des objectifs de production aux besoins de consommation....

Il préconise également " un changement important du marché interne des biens de consommation " pour garantir aux pauvres la satisfaction des besoins en matière d'alimentation de base.

La classification des besoins est introduite, de même que la notion de " produits de base ". Dans cette optique, le plan prévoit un accroissement des produits agricoles et alimentaires. Il affirme que cette couverture des besoins est atteinte par l'application de l'intensification pour les cinq principales productions (céréales, légumes secs, maraîchages, lait, viandes).

Il en résulte ainsi que les potentialités réelles en matière d'offre et les moyens de l'accroître ne sont pas précis.

III-3-Le premier plan quinquennal (1980-1984)

L'objet de ce plan est la concrétisation des objectifs retenus, l'amélioration de la consommation des catégories les plus pauvres et la diversification de la ration alimentaire en prévoyant " une amélioration quantitative et qualitative importante à partir d'une augmentation annuelle de la consommation de 5 % par habitant ". Mais ceci reste tributaire de la politique des revenus et des prix pour l'amélioration de la consommation des couches les plus pauvres et des capacités de production à s'adapter à l'évolution de la demande " afin d'éviter les distorsions entre le pouvoir d'achat et les potentialités ".

Il préconise une réduction progressive des dépenses d'alimentation des ménages de 52 % à 46 % en reconnaissant que le déficit alimentaire va être encore comblé par le recours, de façon importante au marché extérieur.

Ainsi le planificateur affine les instruments d'évaluation des besoins alimentaires et donc, apporte un éclaircissement aux possibilités de la production nationale. (Anonyme, 1980/1984).

IV-historique des enquêtes alimentaires

Les enquêtes de consommation ont pour objet l'observation directe du comportement économique des ménages de condition économique et sociale différentes.

L'histoire de ce genre d'enquêtes remonte au début du XIXème siècle. Depuis, une multitude d'enquêtes ont été réalisées dans différents pays, dont les contenus différaient d'une enquête à l'autre dans presque tous les aspects.

IV-1- Les enquêtes alimentaires

Les enquêtes sont des méthodes précises et directes pour apprécier le niveau Alimentaire. Donc, elles permettent de calculer et de quantifier les aliments réellement consommés et dont la population enquêtée est parfaitement connue : âge, sexe... (**Badillo., 1980**)

Trois techniques principales sont généralement utilisées pour évaluer la consommation des familles (**Toury J., Sankale M., 1974**).

1- La méthode de l'interview qui consiste à interroger les intéressés sur les quantités des denrées consommées et sur les dépenses alimentaires effectuées au cours d'une période déterminée.

2- La méthode de l'inventaire ou du carnet dans laquelle les quantités et la valeur monétaire des aliments achetés ou obtenus d'une autre manière par les personnes enquêtées ; il faut dans ce cas procéder également à l'inventaire des denrées existant à la maison à la fin et au début de l'enquête et noter les quantités non consommées.

3- La méthode par pesée des aliments (préférable dans les pays à faible taux d'alphabétisation des populations et où il est observé de l'importance de l'autoconsommation, surtout en milieu rural). Elle exige des enquêteurs conscients qui soient présents au moment de la préparation du repas, afin de procéder aux pesées, elle nécessite malgré tout quelques interviews concernant le prix des denrées achetées et les aliments éventuellement consommés en dehors des repas.

V- Les enquêtes déjà effectuée en Algérie :

En Algérie quatre enquêtes ont été effectuées ; à plus ou moins grande échelle depuis l'indépendance et deux autres lors de la colonisation, dont une à la fin des années cinquante. En plus d'un certain nombre de micro - enquête tel que celle effectué " en milieu scolaire en 1990 " .

VI- La situation alimentaire des Algériens en 1937 :

C'est une constatation de l'alimentation des indigènes de l'Algérie (les populations musulmanes) en 1937 dont les données ont été réunies par ordre de Mr GEORGE LE BEAU gouverneur général de l'Algérie de l'époque.

VI- 1.Enquête de 1959 : (DJELLATOU. 1987)

La première enquête a été réalisée en 1959 par les services des statistiques générales de l'Algérie, auprès des ménages musulmans. La taille de l'échantillon s'élevait à 2100 familles rurales et urbaines, réparties en 10 strates. L'enquête a duré de juillet à décembre 1959. Chaque famille a été visitée une fois par jour pendant cinq jours consécutifs.

Il a été procédé à une stratification avant le tirage de l'échantillon. Trois critères ont été retenus pour la stratification :

- Le degré d'urbanisation.
- Le critère ethnique (arabophone, berbérophone).
- Le critère régional (distinction entre le nord et le Sud de l'Algérie)

VI- 2- Enquête de 1966/1969

Il s'agit de la première enquête réalisée en Algérie indépendante, en débutant par le grand Alger entre août 1966 et septembre 1967 après environ un mois elle s'est étendue à toute l'Algérie jusqu'à mars 1969.

Le but de cette enquête a été décrit par A.AIT YOUNES a nos yeux, et en dépit de l'importance de ce type d'analyse, l'enquête devait aussi fournir l'image de l'état de l'alimentation du pays au moment où d'énormes efforts sont investis pour améliorer les condition de vie des masses laborieuses et dont la méthode s'est inspirée des enquête de Tunisie et du Maroc et fut une utilisation de la méthode de l'interview pour le côté budgétaire et la méthode par pesée pour ce qui est de l'alimentation (en quantité) et en cernant non seulement les achats ; mais aussi l'autoconsommation et le non monétaire l'enquête portait sur toute l'Algérie sauf pour les ménages collectifs tel que les internats, les casernes, les hôpitaux et les ménages inaccessibles (montagnards).

Le dépouillement consiste à classer les 222 articles et établir une table de conversion en quantités pondérales tel que « acheté » (TA) et partie comestible aussi qu'établir une table de composition des aliment Algériennes en donnant : les calories, protéines, lipides, les sels minéraux, vitamines et les acides aminés. Après le dépouillement on a obtenu :

- ✓ Présentation des denrées, pour chacune d'elles par groupe d'aliment et par sous groupes d'aliments.
- ✓ Présentation de la composition de chaque ration moyenne en éléments nutritifs et quelques ratios d'équilibre.

L'enquête a donné les moyennes en quantités physiques et nutritionnelles en fonction des zones sociogéographiques et pour les catégories socioprofessionnelles.

VI.3. Enquête de 1976

C'est une enquête réalisée par le ministère de l'agriculture et de la réforme agraire direction des études de la planification au long de l'année 1976 et qui a porté sur la consommation alimentaire des ménages dans les exploitations agricoles du secteur privé au nord de l'Algérie.

Le champ de l'enquête était de 2250 ménages tiré au sort parmi 25000 ménages soumis à une enquête approfondie sur la structure agricole ; ces ménages sont eux-mêmes représentatifs de quelques 857000 exploitations du nord Algérien.

On procéda par la méthode des pesées des produits consommés sans oublier de peser le stock au début et à la fin de l'enquête qui a duré une semaine complète deux fois à six mois d'intervalle afin de saisir les variations saisonnières.

Cette enquête est venue pour combler des informations sur l'alimentation en milieu rural et permettre une mesure de l'autoconsommation et voir les niveaux et qualités de tous ces ménages à l'égard de leurs besoins ainsi des renseignements sur les variations saisonnières, zone écologique, taille de ménages et le coût de l'alimentation en regard du budget familial.

VI.4. Enquête sur la consommation des ménages Algériens 1979/80:

L'enquête nationale sur la consommation des ménages Algériens a débuté le 6 mars 1979 sous l'égide de la direction des statistiques et comptabilité nationale au ministère de la planification et de l'aménagement du territoire.

Elle avait comme échantillon initial de 8.208 ménages au niveau national mais le nombre effectivement intégré est de 8.098 pour un taux de sondage de 3.3% le nombre de non réponses a été de 1.3 % en se basant sur la collecte des données concernant (O.N.S dépense de consommation des ménages algériens : premier résultat et analyse globale issus de l'enquête menée des ménages 1979/80 » séries statistiques sociales, Juillet 1983).

La consommation effective (en quantité et en valeur) des ménages Algériens, de toutes tailles reportées sur l'ensemble du territoire Algérien. Cela en fonction des tranches des revenus ou de dépenses et par catégories socioprofessionnelles (C.S.P) du chef de ménage.

1. L'autoconsommation évaluée au prix du marché.
2. Au la dépense des ménages non destinés à la consommation.
3. Aux revenus des salariés et non salariés.
4. Aux caractéristiques socio-économiques du ménage (C.S.P, sexe, âge.....).

La base du sondage a été fournie par le recensement de la population réalisé en février 1977 puis il y eut le tirage des unités primaires (districts du recensement) et les unités secondaires (ménages).

Par la suite il sera tiré 36 ménages, on a un échantillon de 228 districts, dans chaque strate le tirage de l'échantillon se fait en deux phases :

- a. Dans la première phase on tire au hasard les districts avec probabilité inégales.
- b. à la deuxième phase, on tire systématiquement les résidents dans les districts tirés dans la première phase.

Pour ce qui est de la répartition de l'échantillon des districts et des ménages, on a choisi six secteurs d'habitat, selon cinq zones économique, et selon 22 sous strates.

VI.5. Enquête sur la consommation des ménages O.N.S 1988, (source ONS(1988))

L'enquête nationale sur la consommation des ménages ordinaire a été réalisée en 1988, par l'office national des statistiques (O.N.S). Les objectifs qui lui ont été assignés sont multiples : revenus de ménages, structure des dépenses de consommation, niveau des dépenses globales situation alimentaire, état nutritionnel, analyse de la demande par produit.....

Il s'agit d'une enquête par sondage aléatoire auprès d'un échantillon de 10618 ménages représentant environ 77200 individus, de plusieurs niveaux sociaux et répartis sur l'ensemble du pays, tels que les strates géographiques et les tranches de dépenses. Cette enquête est représentative de quelque 3213118 ménages en Algérie pour population à l'époque de 23375000 Person.

Les objectifs tracés pour cette enquête sont :

- Fournir les données de base nécessaires à l'élaboration de politiques en matière de planification économique et sociale, et faciliter la détermination des besoins ou la fixation d'objectifs.
- Etablir la structure du budget des ménages selon les différentes fonctions de consommation, selon les différents groupes, sous-groupes ou produits de consommation.
- Permettre l'évaluation de l'incidence de mesures économiques ou sociales existantes ou prévues sur les conditions de vie des ménages en ce qui concerne les changements dans la structure des dépenses et la consommation des ménages (par exemple : quel est l'impact d'une hausse des revenu sur la structure des dépenses pour les ménages à faible revenu.
- Fournir des données de base nécessaires à l'établissement du budget du ménage type.
- Fournir des renseignements sur les aspects particuliers des conditions de vie des ménages, tels que la consommation alimentaire, logement, santé.....
- Etudier les structures de consommation par catégories socioprofessionnelles, classes de dépenses, le secteur d'habitat.....
- Mettre sur pieds une politique des prix.
- Analyse de la demande : calculer les différents coefficients d'élasticité de la demande de certains produits par rapport à la dépense totale.
- Mesurer l'incidence des mouvements démographiques (exode rurale, migration,....) sur la consommation.
- Fournir des pondérations plus récentes pour le calcul des indices des prix à la consommation.
- Permettre l'élaboration des comptes des ménages par la comptabilité nationale.
- Analyse nutritionnelle et évaluation de la situation alimentaire.
- Distribution des revenus des ménages Algériens.

Mais il y a deux autres enquêtes celles de 1995 et 2000, mais ils n'ont pas était publier suffisamment et convenablement, parce que les dernières données officielles pour la consommation des ménages Algériennes est du à l'enquête de ONS (1988) ; donc se sont des données très anciennes c'est pour cela nous avons choisi de faire cette enquête pour voir les changements socioéconomiques pour

notre population enquêtée (Wilaya de Djelfa) et pour avoir des données nouvelles pour cette société.

VI.6.ENQUETE DE 1988/1989

Il s'agit de l'enquête dont les résultats font l'objet de la présente étude. Elle est réalisée à mi-janvier 1988 à la mi-janvier 1989, établie par l'Office National des Statistiques-ONS-.

L'enquête de 1988 en Algérie a été réalisée sous le titre « Enquête sur les dépenses de consommation des ménages ».

Les dépenses de consommation prises en considération comprennent toutes les dépenses monétaires effectuées par les ménages ainsi que les acquisitions et services reçus sans contre partie monétaire, tels que l'autoconsommation, les dons, les trocs, la rétribution en nature... pour ses besoins en tant quantité ou séparément, par chaque membre du ménage, tel que :

- Toutes les dépenses pour l'acquisition des produits alimentaires à la fin de consommation collective à la maison, ou la consommation individuelle à l'extérieur du domicile, et ce que soit la provenance.
- Toutes les dépenses d'acquisition de vêtement, de meuble, d'équipements ménagères, de moyens de transport...destines à l'utilisation du ménage, quelle qu'en soit la provenance.

CHAPITRE 3
LES CHANGEMENTS SOCIO –
ECONOMIQUES EN ALGERIE

I- Régimes et modèles de consommation alimentaire en Algérie :

Le changement alimentaire se fait sur la base d'un processus de "diffusion imitation" en Algérie les modèles de consommation sont diversifiés qu'il y a de catégories sociales ; modèle urbain de la bourgeoisie rurale et citadine au modèle rural dit traditionnel par les différentes enquêtes on peut distinguer trois types de modèles de consommation:

- Un modèle rural "traditionnel" : qui concerne la moitié des habitats de la campagne algérienne.
- Un modèle semi rural: concerne les "paysans moyens" et toutes les couches moyennes de villes et villages secondaires, l'autoconsommation alimentaire des produits des exportations agricoles.
- Un modèle urbain à semi urbain: évoluant sans cesse, notamment en zones agglomère; l'exode rural; l'urbanisation ; le choc des idées et la proximité d'Alger et des villes Européennes ont fait l'algérien moyen habitant les villes a eu tendance à voir évoluer ses habitudes alimentaires.

En Algérie comme partout ailleurs au Maghreb l'évolution des modèles de consommation s'est fait lentement lorsque les conditions démographiques et socio-économiques de la période précoloniale permettaient que soit assuré un certain équilibre entre les populations et les ressources.

- Passage net de l'économie de subsistance à l'économie moderne (monétarisation des transactions; pouvoir d'achat)
- Extension du réseau de transformation et de distribution des produits de consommation.
- Généralement des processus de substitution entre produits alimentaires et entre aliments.
- Création, diffusion et vulgarisation de nouveaux besoins mais aussi, une certaine déconnexion de l'offre et de la demande alimentaire.(RAMDANE,1992).

II- La stratégie algérienne pour assurer la sécurité alimentaire

La stratégie Algérienne vise à assurer l'indépendance économique et de permettre à l'ensemble de la population d'avoir accès à l'éducation ,à la santé et à l'état nutritionnel satisfaisants .les ressources disponibles pour atteindre ces objectifs provenaient essentiellement des bénéfices tirés de l'exportation du pays (Jean .Paul GRANGUD 1995) l'augmentation des prix de pétrole les dernières années fait augmenter le PIB(production interne brut) à 131,2 milliard \$ en 2007 (4 ,8% de2003à2007) ce qui améliore le niveau de vie et diminue le taux de chômage en2007 à 12,3% cette amélioration de revenu favorise l'importation surtout de type alimentaire pour satisfaire les besoins de 33millions d'habitants.

II-1 Relèvement de secteur agricole :

Le secteur agricole en Algérie reste très loin de satisfaire les besoins alimentaires de la population ; Mr : Omar Aït Amar chargé des études au ministère de l'agriculture à indiquer que sur les 238millions hectares de terres, il n'y a que 8,5 millions d'hectares de terres cultivables soit 3 ,5%.

D'autre part l'avancée anarchique va à contre sens de la politique de l'Etat pour lutter contre la dépendance alimentaire de l'Algérie ; donc les terres agricoles doivent être soigneusement gardées si l'on veut relancer sérieusement ce secteur (Lyés menacer).

Le secteur de l'agriculture enregistre un taux de croissance de 5,9% en 2007(rapport sur l'Algérie).

L'Algérie dépense beaucoup d'argent pour encourager les agricultures en vue d'améliorer le rendement à l'hectare et lutter contre la désertification, la salinisation ,et la pollution des nappes pour soigner la production qui amène à une autosuffisance en légumes et fruits (sauf les fruits exotiques) mais toujours l'Algérie est loin de l'autosuffisance en terme générale pour des raisons climatiques (climat semi-aride ,de faible possibilité actuelle d'irrigation) de relief 84% de désert (Anonyme ,2008A) .

II-2-les importations:

Malgré tout le volontarisme qui à empreint la politique économique, suivi jusque là par l'Etat, cela n'a pas empêché le développement de l'importation alimentaire au détriment de la production qui pouvait être fourni par le marché local.

La facture d'importation des produits alimentaires passés de 2,6 milliards de Dollars en 2003 à presque 5 milliard \$ en 2007 (Lyés menacer –Alger, le soir). L'Algérie est le plus grand importateur des produits agricoles de l'Afrique.

Tableau N° 3 : les importations de l'Algérie en denrées alimentaires en 2007

Denrée	Coût de l'importation en milliard	%
Céréales	1,8	38
Produit laitiers	1,1	22
Sucres	34,8	8

Source : (Anonyme, 2008 A)

En Algérie il y a actuellement 22000 importateurs. Parmi les moyennes d'intervention utilisées de l'Etat contre les fraudeurs l'interdiction de domiciliation et suspension de l'activité.

Tableau N° 4: Evolution de l'autosuffisance

Denrée	1988	1989	1990
Céréales et dérivés	24	51	33
légumes verts	95	91	89
Vian de rouges	71	75	74
œufs consommée	111	119	110

Source :(Anonyme, 2008B)

II.3. Subvention de l'Etat pour maintenir la sécurité alimentaire

La subvention est à l'heure actuelle une fatalité, c'est pour ça l'Algérie débourse 2,5 milliards de dollars au titres des subventions ; prenant de mesures peuvent intervenir par exemple par l'octroi d'une allocation alimentaire, une défiscalisation du produit comme l'exonération de la TVA ou de droit de douane d'un produit pour réduire son prix à la consommation.

L'Algérie et depuis 1996 a opté pour le soutien du prix du pain, si l'Etat venait abandonner ce soutien, le prix de la baguette coûterait 25DA. L'Etat assure donc le différentiel entre le prix au vent de 8,5 DA et le prix réel de 25DA.

D'autre part l'Etat achète le blé à 400 dollars le quintal et le cède à un prix réduit, l'office nationale du lait achète la poudre du lait à 360DA /Kg et le revend aux transformateurs à 159 DA/Kg. Le recoure aux subventions est une solution à

l'immédiat mais ne cache –t-il pas l'échec des politiques de développement de certains secteurs de production ou l'agro-alimentaire. **(Anonyme, 2008B).**

III- Les changements socioéconomiques

Le changement alimentaire se fait sur la base d'un processus de « diffusion-imitation », en Algérie ce dernier se fait grâce à des facteurs connu sous l'appellation : « les changements socioéconomiques».

On peut définir l'évolution générale des prix à la consommation, la pauvreté et le chômage comme des facteurs principales qui ont des effets sur la population algérienne notamment sur la situation alimentaire actuelle.

Le niveau de consommation alimentaire des ménages est conditionné par le niveau de l'offre du produits .il est aussi par le niveau des revenu et celui des prix des produit alimentaires, l'évolution de ce dernier facteur provoque généralement des changements dans les comportements de la population en matière d'alimentation.

Ainsi que la pauvreté et le chômage constituent le cadre d'appréciation de l'évolution des indicateurs sociaux de la conjoncture alimentaire actuelle de l'Algérie.

III.1. L'évolution des prix à la consommation

Tableau N°5 : Evolution des prix à la consommation

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999
Indice	120.2	150.8	197.5	240.2	316.3	406.2	488.8	518.4	550.7	562,2

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Indice	558.7	578.2	591.29	611.8	639.8	652.1	663.9	689.81	720.3

Source :(Anonyme, 2009)

La série de hausses importantes dans l'indice des prix à la consommation notamment, en 1994 et en 1995 a érodé de manière significative, le pouvoir d'achat de la majorité de la population et a aggravé le phénomène de la paupérisation accentué, depuis la chute des prix de pétrole en 1986

En fait l'indice des prix à la consommation sur la base duquel est établi le taux d'inflation date de plusieurs années et ne reflète pas l'augmentation de la proportion "alimentation" dans la consommation des ménages de la majorité de la population. Les hausses des revenus ainsi que le filet social ne compensent pas de telle augmentation.

L'abandon progressif du soutien des prix depuis l'accord élargi avec le FMI qui a prévu la poursuite de la libération des prix, a induit une augmentation significative des prix des biens alimentaires de large consommation (lait, semoule, farine, huiles alimentaires, sucres).

L'indice des prix à la consommation à base 100 (1989) montre un accroissement des prix avec des adéquations plus de 20,2 % à l'année suivante 1990 double en 1992 quadruple en 1995 et arrive au de la de 6 fois en 2004, alors en 2008 cet indice enregistre 207,3 % ceci montre les changements des prix à la consommation d'une manière spectaculaire en une période de deux décennies.

III.2. L'emploi en Algérie :

Au lendemain de l'indépendance, la situation sociale de peuple algérien était dramatique en raison des conséquences de la période coloniale et des dommages subis au cours de la guerre de libéralisation nationale. Le recensement de la population de 1966 constatait un taux de chômage de 32,9 %.

Actuellement, l'économie algérienne, comme les autres économies sous développées, reste caractérisée par son extravasation, sa désarticulation et, enfin, sa domination par les pays à économie plus avancée (dépendance financière et commerciale, retard technologique, etc.). Cette situation a été une des causes de la dégradation des conditions de vie des populations.

Depuis 1986, la faiblesse du niveau général de l'activité économique, conséquence de la baisse des revenus pétroliers et des restrictions budgétaires qui s'en sont suivies, s'est traduite par la diminution des créations d'emplois et l'apparition des compressions d'effectifs pour des raisons économiques. Ceci a réduit de façon très importante les capacités d'accumulation du pays. Les conséquences sociales ont été l'augmentation du nombre de chômage, l'apparition du sous emploi, de la sous alimentation et l'aggravation de la pauvreté.

La période actuelle, caractérisée par une situation de transition vers un nouveau type d'organisation économique (économie de marché), est marquée par des fortes contraintes macro-économiques s'accompagnant de vives tensions sur le marché de l'emploi. **(Ahmed MOKADDEM,)**

❖ Le chômage

L'Algérie a la population de jeunes la plus importante et celle qui augmente le plus rapidement. Au dernier recensement (Avril 2008), la population algérienne était estimée à 34.8 millions. Les jeunes sont les plus touchés par le chômage; en effet les moins de 30 ans représentent 75% des chômeurs et les moins de 35 ans , 87,8% , selon ces données , les femmes représentent 25.8% de l'ensemble de la population active en chômage. Les salariés permanents représentent 35% du total des actifs contre 36% pour les salariés non permanents, les apprentis et les aides familiaux tandis les employeurs et indépendants représentent 29% du total de la population active.

Une enquête de l'O.N.S a relevé que le chômage chez les 16-29 ans a atteint 28,7% en 2006 (26,6% chez les jeunes hommes et 38,6% chez les jeunes femmes). Et lorsque les jeunes ont un travail, près de 77% d'entre eux n'ont pas de numéro de sécurité sociale bien que ce soit obligatoire lorsqu'on travaille en Algérie .Le nombre total des chômeurs en âge de travail avoisine les 3 millions de personnes.

Tableau N° 6 : Population en chômage par groupe d'âge (2003-2007)

	2003	%	2007	%
-de30ans	1.505.297	72,4	869.879	70,1
+de30ans	572.973	27,6	370.962	29,9
Total	2.078.270	100	1.240.841	100

Source : (Anonyme, 2008 F)

Le taux de chômage a amorcé une baisse continue passant de 29,3% en 1999 à 17,7% en 2004 et à 11,8 en 2007

Tableau N° 7 : Evolution du taux de chômage 1999-2007

Années	Taux de chômage (%)
1999	29,3
2001	27,3
2004	17,7
2005	15,3
2006	12,3
2007	11,8

Source : (Anonyme, 2008 F)

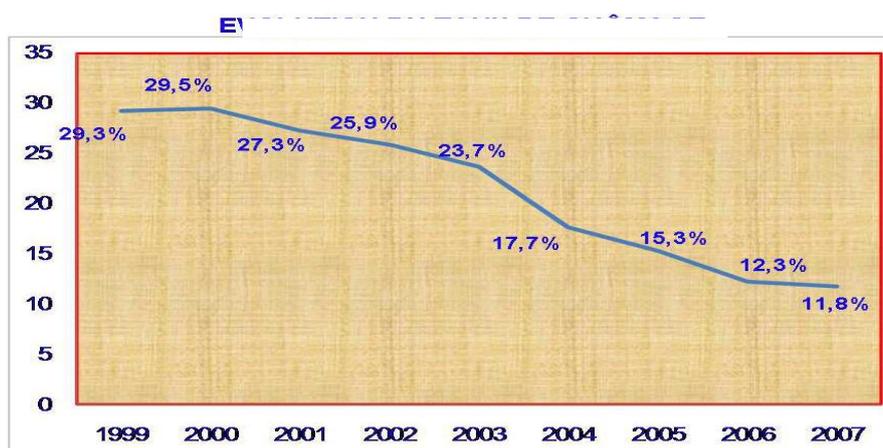


Figure N°04: Evolution de taux de chômage

Le chômage touche particulièrement les jeunes, ainsi en 2006, 70% des demandeurs d'emplois étaient âgés de moins de 30 ans. Le taux de chômage en Algérie a atteint 11,3% en 2008, contre 13,8% durant l'année 2007, (l'Office national des statistiques (ONS)).

La population active en chômage où à la recherche d'un emploi est ainsi estimée à 1.169.000 personnes sur une population active de 10.315.000 personnes en décembre 2008, soit un taux d'occupation en légère augmentation (41,7%), contre 40,9 en 2007, selon les données statistiques d'une enquête réalisée par les services de l'ONS.

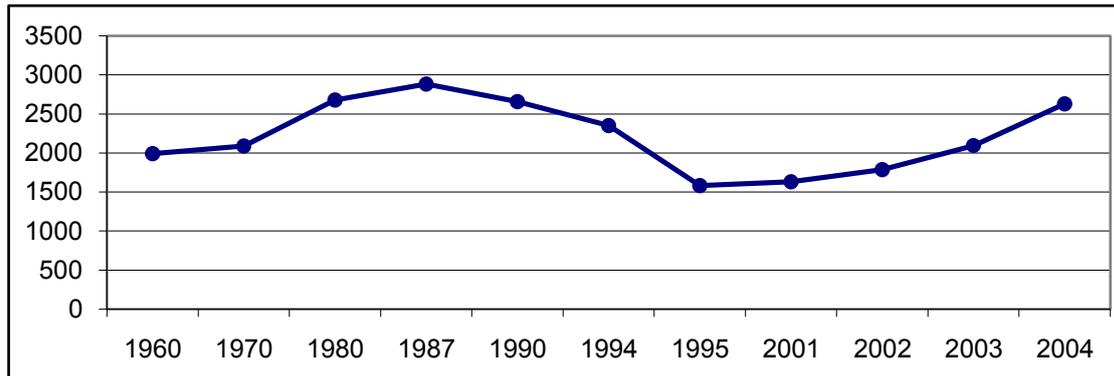
III-3 La pauvreté

La dégradation de l'emploi, l'absence d'amélioration significative des conditions de vie, l'accroissement des inégalités qui se sont accumulées durant ces dernières années, ont en effet favorisé l'apparition et l'élargissement du phénomène de pauvreté. Celui-ci se caractérise principalement par la dégradation, la perte ou l'absence de revenus, ainsi que l'impossibilité grandissante d'accès à des services sociaux minima.

❖ Evolution historique

La littérature sur la pauvreté en Algérie prend souvent comme point de départ l'année 1988, date du programme d'ajustement structurel (PAS). Pourtant le phénomène de la pauvreté n'est pas nouveau en Algérie.

Figure N° 05: Evolution du PIB en US par habitant en Algérie (1960-2004)



Source : (Anonyme, 2007)

L'Algérie indépendante a connu 3 phases assez différenciées, si l'on compare les st habitant a fluctué entre 1.500 et 3.000 \$ US, ce qui ne classe pas l'Algérie parmi les pays les plus pauvres ni parmi les plus riches.

Jusqu'en 1980, on observe une croissance du PIB, de 1980 à 1995, une baisse du PIB, et de 1995-2004 une hausse du PIB qui reste pourtant inférieur à son niveau de 1987.

❖ Seuils de pauvreté et proportions de pauvres en Algérie

Depuis 1967, la tendance à l'appauvrissement est confirmée et il serait erroné de lier la détérioration des budgets des ménages exclusivement au PAS, bien que ce programme ait eu des effets négatifs sur la consommation et le niveau de vie des ménages tel que le montre la figure n° 5.

La pauvreté, dans l'Algérie indépendante, semble être devenue un sujet préoccupant vers 1988, lorsque les recettes des hydrocarbures ont fortement diminué. Si nous examinons les structures des budgets des ménages algériens depuis l'indépendance, nous constatons que ceux-ci ont consacré une part de plus en plus importante de leur budget à l'alimentation, ce qui est un signe d'appauvrissement des ménages.

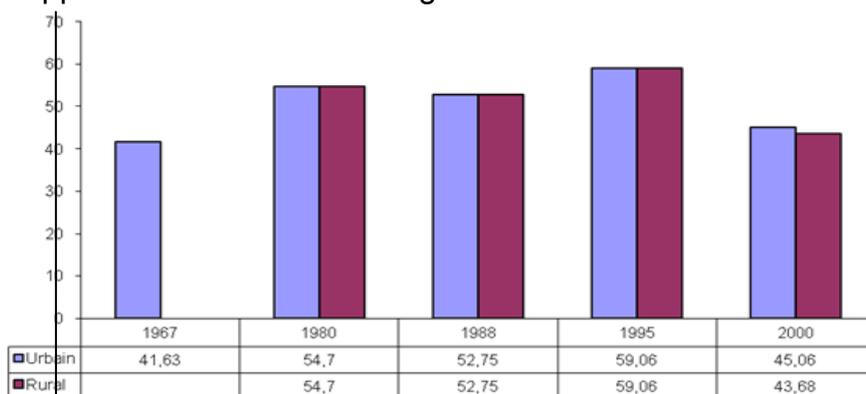


Figure N° 06: Coefficient alimentaire dans les budgets des ménages algériens (1967-2000)

Source : (Anonyme, 2008 G)

Le taux de pauvreté en Algérie est tombé à moins de six pour cent, selon une étude réalisée par le Centre d'étude et d'analyse de la population et du développement (CNEAP). Ces données ont été rassemblées entre 2004 et cette année auprès de 5 000 familles algériennes originaires de 43 wilayas dans

l'ensemble du pays, à la demande du ministère algérien de l'Emploi et de la Solidarité nationale.

La baisse de la pauvreté en Algérie a résulté en grande partie de l'augmentation des prix du pétrole, qui a permis au gouvernement d'engager de grands projets dans les secteurs des services et de l'agriculture. Cette tendance peut également être attribuée à un meilleur taux d'alphabétisation et d'éducation, à la baisse des taux de fertilité, à un meilleur accès aux systèmes d'assainissement et à l'eau potable, à l'électricité, et à un transfert des populations des zones rurales vers les zones urbaines, selon une étude réalisée en 2001 par l'Institut arabe de prévision, basé au Koweït, qui étudie les niveaux de pauvreté en Algérie depuis 1966, en tenant compte de tendances à long terme.

Le nombre de pauvres dépasse les 10 millions d'algériens, un chiffre qui tranche avec les 72 302 personnes démunies recensées par le ministère de la solidarité et des affaires sociales. Des Algériens vivant avec moins d'un dollar par jour, l'Algérie en compte de larges pans. La pauvreté touche deux fois plus les zones rurales que les zones urbaines et plus de femmes chefs de ménage et les personnes sans instruction. L'Algérie fait face à un problème de répartition inégale du revenu national. La richesse nationale est mal répartie. Par les chiffres, moins de 20% des habitants détiennent un peu plus de 50% des richesses du pays », l'Algérie a été classée, en 2003, à la 107^e place sur 173 pays par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

Le taux de pauvreté en Algérie est de 2,5% (contre 1,1% au Maroc, 2,5% en Jordanie, 3,9% en Tunisie et 7,6% en Egypte). Mais à 2 dollars, par jour et par personne, la pauvreté augmente considérablement en passant à : 17,6% en Algérie, 19,6% au Maroc, 22,7% en Tunisie, 23,5% en Jordanie et plus de la moitié de la population (51,9%) en Egypte. Dans le domaine de l'Education, l'Algérie se tient en 2^e place avec 95% de « ratio net de la population scolarisée dans le primaire » juste derrière la Tunisie (97%). Par contre, lorsqu'il s'agit du ratio net de la population scolarisée dans le secondaire, l'Algérie passe à l'avant-dernière place avec 62% (ce qui explique la déperdition scolaire), devant le Maroc (31%). En matière de « croissance annuelle moyenne du PIB », pour la période 1990-2002, le classement par niveau de croissance (du plus élevé au plus faible) donne la configuration suivante : Liban, Jordanie, Syrie, Tunisie, Egypte, Turquie, Maroc, Algérie, Palestine. Dans le chapitre de « l'exclusion sociale », l'étude révèle que « la part de la population dont l'espérance de vie est de moins de 40 ans est la plus haute au Maroc (9,4%), en Algérie (9,3%), en Egypte (8%), en Turquie (8%) et en Jordanie (6,6%) ». Quant aux taux d'analphabétisme chez les adultes, les plus forts « se rencontrent au Maroc (50,2%), en Egypte (43,9%), en Algérie (32,3%), en Tunisie (27,9%) et en Syrie (24,7%) ».

IV- Le programme d'ajustement structurel en Algérie (P.A.S) : (Anonyme, 2000).

Les plans d'ajustement structurel (P.A.S) sont la base : des recettes d'experts des institutions financières internationales en vue de permettre aux pays qui connaissent des difficultés de paiement de restructurer leurs économies, les principaux déséquilibres, macro-économique et financières de fin des années 1970

tiennent à la combinaison des politiques internes inadaptées et d'un environnement international instable et défavorable.

L'utilisation du P.A.S présenté comme un traitement indispensable pour une sortie de crise, l'ajustement devient un enjeu politique important, le P.A.S a suscité des débats importants menés par deux grandes tendances. L'une pour laquelle l'ajustement baisse des salaires réels.

Dans le cadre contraignantes accords avec la FMI et la banque Mondiale ; il est en effet de contester les coûts sociaux du P.A.S.

Dans notre pays, les décennies 1980 et 1990 ont été marquées par l'apparition de la crise économique et sociale due à la persistance des caractéristiques de l'état de sous-développement du pays. Certes, d'énormes progrès ont été réalisés depuis l'indépendance, mais l'état des relations internationales les faibles capacités technologiques et les défaillances en matière de gestion de l'économie nationale ont joué un rôle défavorable dans la poursuite des efforts dans la voie de l'émancipation économique et sociale. Ceci a créé une situation de dépense structurelle qui s'est traduite notamment par un état d'endettement important. Aussi, l'Algérie s'est-elle vue contrainte d'opter pour la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel de son économie (P.A.S.) en contrepartie d'un rééchelonnement de sa dette et d'une aide financière des instances financières internationales ; Fonds monétaire International(FMI) et Banque Mondiale(BM).

L'étude est divisée en deux parties :

- **Une première partie** : Relative aux finalités, et objectif du P.A.S , et aux instruments des politiques économiques nécessaires à sa mise en œuvre (politique du taux de change,....).

Cette analyse sera précédée par l'étude du contexte économique qui a prévalu avant le P.A.S, et qui a imposé d'aller vers le rééchelonnement.

- **Une deuxième partie** : Consacrée à l'étude des répercussions économiques et sociales du P.A.S, en tentant de mettre en évidences :

- ✓ Un plan économique, les incidences sur les entreprises et certain secteurs d'activité économique, en notant, particulièrement la baisse de la production industrielle, la déstructuration d'entre elles, ainsi que le recul du secteur public qui ne s'est pas réalisé en faveur du secteur privé productif et structuré, mais en faveur de l'information de l'économie.
- ✓ Un plan social, les incidences en matière de chômage, et de conditions de vie des populations, en revenant sur l'efficacité des dispositifs de prise en charge sociale mis en place. Cette partie tentera de mettre en relief le désengagement relativement brutal de l'Etat des services sociaux et des services publics qui remet en cause certains acquis fondamentaux dans les domaines sensibles, tel que l'éducation, la santé, le logement,...

IV.1 .La politique du P.A.S et ses objectifs :

Les programmes d'ajustement structurel, en cours un peu partout dans les pays en voie de développement, ont été rendue nécessaires, principalement, par la crise de l'endettement. Ils ont pour finalité le rétablissement des grands équilibres macro-économiques, ainsi que la transformation des structures économiques. La lutte contre les déséquilibres et les dysfonctionnements de l'économie, est l'objectif

assigné à ces programmes, dans la mesure où l'on cherche à stabiliser le cadre macro-économique.

Les institutions internationales et particulièrement le Fonds Monétaire international (FMI) sont alors intervenus pour proposer des solutions, en contrepartie d'une aide financière les programmes de stabilisation visaient le découragement de la demande intérieure dans les pays en voie de développement jugée alors excessive et étant la cause, par conséquent, du déséquilibre de la balance des paiements. Les mesures généralement préconisées étaient surtout d'ordre monétaire et consistaient à un resserrement du crédit. Les institutions financières internationales visaient notamment des objectifs globaux à savoir :

- La réduction du déficit des comptes courants de la balance des paiements.
- La réalisation d'un équilibre entre les dépenses et les recettes publiques, implique

Par la suite, la Banque Mondiale a octroyé des prêts pour les objectifs spécifiques tels que :

- La réduction de la taille du secteur public et amélioration de sa gestion.
- L'élimination des distorsions de prix dans les divers secteurs de l'économie.
- La libéralisation accrue des échanges.
- La promotion de l'épargne intérieure dans le secteur public et privé.
- Ces actions se sont accompagnées de mesures en direction des secteurs jugés importants comme l'agriculture, le secteur manufacturier, l'énergie et la mise en valeur des ressources humaines, les instruments privilégiés mis en œuvre dans le cadre de ces programmes de stabilisation et d'ajustement étaient notamment.
- L'ajustement des taux de changes ; principalement au moyen d'une dévaluation de la monnaie nationale
- L'augmentation des taux d'intérêt afin qu'ils soient supérieurs aux taux de l'inflation pour encourager l'épargne intérieure et l'allocation judicieuse des ressources
- Le contrôle de la masse monétaire et du crédit.

Les importations ; quant à elles ont une structure très rigide et sont constituées de biens non substituables à cause ; soit de la dépense alimentaire soit de l'absence de maîtrise de la technologie. Concernant la libéralisation des échanges extérieurs ; sa justification découle essentiellement de la théorie classique des avantages comparatifs, qui n'est pas compatible avec des situations où l'élasticité des importations dépasse de celles des exportations. De plus, les barrières douanières et le protectionnisme des pays industrialisés à l'encontre des exportations des pays en voie de développement sont un facteur d'échec de cette libéralisation attendue.(Anonyme,2000).

Dans la politique de privatisation, le secteur privé autochtone s'est révélé insuffisamment structuré, inorganisé et pas solide financièrement et humainement pour prendre en charge les entreprises publiques à céder. Autant la privatisation est rentable pour des secteurs en adéquation avec les capacités financières et technologiques des entrepreneurs privés, autant elle n'est pas évidente pour les secteurs stratégiques mais peu rentables financièrement ainsi que pour les secteurs demandant des capitaux très importants et utilisant des technologies à risques dont la maîtrise exige une aide conséquente de la part de l'Etat.

Par ailleurs, le mécanisme des prix est efficient dans des marchés en concurrence parfaite et homogène. Mais des situations d'imperfections des marchés, parfois de monopole et souvent de pénuries, ôtent à ce mécanisme une grande part de son efficience. Pour que les règles de concurrence parfaite fonctionnent, il est nécessaire que les autorités économiques mettent en place des institutions publiques puissantes et efficaces afin d'assurer les conditions de cette concurrence sur les différents marchés ; ce qui n'est pas toujours le cas pour les pays en voie de développement.

En outre, l'impact a eu des implications sociales négatives sur des services publics importants tels que l'enseignement, la santé, la protection sociale et également sur la sauvegarde et la création de l'emploi. Des confusions ont été faites sur le rôle de l'administration en tant que puissance publique et ses activités sociales, culturelles, d'éducation, de formation, de protection sociale et santé prises en généralement par le budget de l'Etat.

De même que, répondant à des situations de crise financière, les programmes de stabilisation fragilisent en fait davantage les économies nationales déjà fortement endettées et parfois déstructurées. En outre, l'absence d'une liberté de manœuvre n'a pas permis à ces pays de choisir les composantes de programme de stabilisation.

IV.2. Les objectifs du programme d'ajustement structurel (P.A.S)

Les objectifs à atteindre convergeaient principalement vers la stabilisation progressive de l'économie et le retour vers la croissance et les grands équilibres notamment :

- La relance de l'économie (économie) ;
- La recherche de la stabilité financière ;
- Le soutien aux catégories sociales les plus démunies ;
- La réduction de l'inflation ;
- L'équilibre de la balance des paiements ;
- Le renforcement de l'épargne nationale pour le financement de l'investissement ;
- La maîtrise de la croissance des dépenses ;
- L'encouragement du secteur productif ;
- La croissance de la consommation des ménages.

Ainsi le P.A.S a au pour objectif d'atteindre un taux de croissance économique satisfaisant et durable, de réduire l'inflation et d'assurer la viabilité à moyen terme de la balance des paiements. Cependant, ce programme doit être adapté à la situation et aux caractéristiques propres du pays. (**Anonyme, 2000**).

DEUXIEME PARTIE :

PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS D'ENQUETE

CHAPITRE 1 :

PRESENTATION DE LIEU DE

L'ENQUETE

« LA WILAYA DE BLIDA »

I. LA MONOGRAPHIE DE LA WILAYA DE BLIDA

1- La présentation générale de la wilaya :

Blida est l'une des wilayas les plus anciennes d'Algérie. Son chef lieu est connue sous l'appellation : **ville des roses**.

Elle se situe au centre nord du pays, est délimité :

- *Au nord par la wilaya de Tipaza et d'Alger.
- *Au sud par la wilaya de Médéa.
- *A l'est par les wilayas de Boumerdes et Bouira
- *A l'Ouest par la wilaya d'Ain Defla.

- Superficie :

Elle s'étend sur 147862 hectares (1478,62Km²).

2- Le milieu physique :

2-1 Les relief

La wilaya de Blida est caractérisée par deux types de reliefs :

- la plain de la Mitidja avec ses terres fertiles et ses pentes très faibles.
- la zone de l'atlas blidéen avec des pentes très fortes situe à une altitude de 1600 m

2-2 Le climat

La température annuelle moyenne est assez stable : elle varie entre 11,5°C en Hiver et 33°C en Eté

La pluviométrie annuelle moyenne est de l'ordre de 600 mm, elle est plus importante dans l'Atlas.

Les vents dominants sont le vent d'Est et de l'Ouest et le Sirocco en Eté.

2.3 Les ressources hydrographiques

a/ les eaux souterraines

Une nappe importante couvre le plain de la Mitidja. L'alimentation de la nappe Aquifère se fait à partir des précipitations et des infiltrations des eaux pluviale sur le Versant des montagnes. Les potentialités mobilisables de la nappe sont de l'ordre de 200HM³. Elle est actuellement surexploitée. **(Anonyme, 2008B)**.

b/ les eaux superficielles

- Potentialités mobilisables : 550HM³
- Potentialités réelles : 38,8 HM³

3- Le milieu socio- économique

3-1 La population

Elle est estimée 1002 935 habitants en 2008 .la wilaya compte 25 ACL et 67 Agglomérations secondaires.

La wilaya se compte 10 daïra et de 25 commune dont 18 ont plus de 20 000 habitants.

Tableau N° 8 : répartition de la population et la densité par commune

Nombre d'habitants	Nombre de commune
>10 000	05
10 000 -30 000	05
30 000- 50 000	08
50 000-70 000	03
70 000-90 000	03
>90 000	01

Source : **(Anonyme, 2008B)**.

Tableau N°9: Répartition de la population par sexe et par âge

Groupe d'âge	sexes		Total
	masculin	Féminin	
0 - 14ans	142 333	136 247	278 580
15 -29ans	153 752	149 826	303 578
30 -49ans	137 269	135 363	272 632
50 -64ans	50 894	46 687	97 581
>65ans	25 353	25 211	50 564
Total	509 601	493 334	1002 935

Source : (Anonyme, 2008B).

A l'instar de la population algérienne en générale, la wilaya de Blida se caractérise par sa jeunesse, ainsi 58,03 % ont moins de 30 ans ; ce qui dénote l'existence d'un important réservoir de main d'œuvre qui, dans le futur pourrait concourir au développement de la wilaya .la répartition par sexe indique également un important pourcentage de femme .dans les zones rurales des actions spécifique peuvent être mise en œuvre au profit de cette catégorie importante de la population.

3-2 L'emploi

Tableau N°10: Etat des demandes d'emploi enregistrées par groupe d'âge

Groupes d'âges	16-24 ans	25-29 ans	30 ans et plus	Total
Total	10 689	9 630	16 263	36 582

Source : (Anonyme, 2008B).

D'après ce tableau nous constatons que la catégorie jeune qui ont 30 ans et plus, sont les plus demandeurs d'emploi avec 16 263 personnes, suivie par la classe des gens les plus jeunes âgé de 16 ans à 24 ans

Tableau N°11 : Demandes d'emplois enregistrés par sexe

Sexe	Masculin	Feminin	Total
Total	28 975	7 607	36 582

Source : (Anonyme, 2008B).

La population masculine occupe un taux de 79,20% par rapport au total demande d'emploi, alors que la population féminine ne représente que 20,79% du total.

Tableau N°12 : Offre d'emploi par secteur juridique

Secteur juridique	Public	Prive	Prive étranger	Total
Total	1 215	3 261	1 041	5 517

Source : (Anonyme, 2008B).

Ce tableau montre que le secteur privé offre plus que 59% du total poste d'emploi avec 3267 postes suivis par le secteur public qui enregistre 1215, le secteur privé étranger vient en dernière position avec 1041 postes

3-3 Industrie

Le développement du salariat reste marqué le foisonnement d'industries qui opèrent dans la wilaya, dont elle dispose de 563 entreprises (nationale et privé) tout genre confondu employant 13636 personnes

3-3-1 Zones industrielles et d'activité

La zone industrielle de Blida est composée de 3 sites qui sont :

- Ben Boulaid (site 1), Ben Boulaid extension et Ouled Yaich (site 2).

-3 nouvelles zones d'activités d'une superficie totale de 319 685 m² sont en cours de réalisation

3-4 L'agriculture

La wilaya de Blida est située en plein centre de la Mitidja, qui est considérée comme étant la zone la plus riche d'Algérie selon la valeur de la production de la wilaya de Blida est classée deuxième au niveau national après la wilaya de Biskra.

Tableau N°13 : la répartition générale des terres agricoles de la wilaya de Blida

Terres labourables	Cultures herbacées	19 331
	Jachère	4 565
	Arboriculture	31 009
	Vignoble	1 569
Total S.A.U		56 474
Dont S.A.U irriguée		25 304
Pacages et parcours		9 958
Terre improductives des exploitations		1 042
Total des terres agricoles		67 700

Source : (Anonyme, 2008B).

La répartition générale des terres mises en évidence plus haut montre l'importance de la S.A.U

- ❖ La surface agricole totale (S.A.T) est de 67700 hectares
- ❖ La surface agricole utile SAU occupe 56474 hectares soit environ 83%de la superficie des terres agricoles.

3-4-1 La production végétale (campagne2007/2008)

Tableau N°14 : la superficie agricole et la Production réalisée Dans la wilaya.

Spéculation		SUPERFICIE (ha)	PRODUCTION (qx)
CEREALES	TOTAL	5 830	116 797
	Blé dur	3 149	63 738
LEGUMES SECS		10	110
FOURRAGES		6 168	485 115
CULTURES MARAICHERES	TOTAL	5 493,07	1 141 767
	P.de terre	561	228 580
CULTURES INDUSTRIELLES		10	4 500
ARBORICULTURE	TOTAL	31 065	3 110 215
	Agrumes	17 449	2 273 641
VITICULTURE	TOTAL	1 157	64 905
	Vigne de table	864,4	50 600

Source : (Anonyme, 2008B).

En ce qui concerne la production végétale on constate à partir le tableau qui précède que les capacités réelles de la Mitidja pour plusieurs raison entres autres la réduction des investissements et la cherté des intrants.

Le blé dur avec 3 149 ha occupe une place prépondérante avoisinent le 63738 qx par hectare ce qui est faible comparativement à la valeur agronomique des sols composant la Mitidja.

3-4-2 La production animale

Tableau N°15 : Elevages dominants

ESPECES	CAPACITES INSTALLEES
BOVINS	18 976
DONT VACHES LAITIERES	8 966
OVINS (DE TRANSIT)	37 091
AVICULTURE PONTE	336 890
AVICULTURE CHAIR	1 970 000
RUCHES	51 838

Source : (Anonyme, 2008B).

Le bovin est l'espèce animale la mieux adaptée aux zones de piments, car pour assurer une production maximale en lait ou viande, la vache exige une ration équilibrée dans la quelle figurent les fourrages verts et les concentrés
L'effectif existant est de 18976 tête soit 37091 équivalence ovines.

3-4-3 L'élevage ovin

L'ovin est l'élevage typique de la steppe dans la wilaya de Blida, il existe 37091tete comparativement aux potentialités en pacages et parcours, ainsi qu'aux zones d'élevage

3-4-4 L'aviculture : représentée par le poulet de chair et les poules pondeuse cet élevage se Composent de : 336 890 poules pondeuses et 1970 000 poulets de chairs

❖ **Les viandes rouges :**

La production annuelle de viande rouge est de 40673 Qx (4067 300 kg)

La quantité annuelle pour habitant serait de 4,56kg, ce qui est très insuffisant et nécessite une sérieuse pris en charge, pour une amélioration quantitative et qualitative de la viande rouge

❖ **Les viandes blanches**

La viande blanche est généralement utilisée comme substitue à la viande rouge et c'est en raison de l'écart entre les prix.

La production est de 67075 qx par an, soit une ration de 7,55 kg/an/habitant

❖ **La production d'œufs**

La production d'œufs annuelle est de 107193 000 unités soit une moyenne de 12,38œufs pour un habitant ce qu'est très insuffisant et nécessite par conséquent d'être soutenu en facilitant l'ordre de crédit

❖ **La production laitière**

En complément vitaminique, le recours au lait est indispensable, la production annuelle est de 4431589 litres, soit une dotation de 49,78 litres

❖ **La production de miel**

La production annuelle de miel représente 2 400 qx (240 000 kg) donnant 0,61 kg par ans et par habitant

3-4-5 L'apiculture

L'élevage apicole se compose de seulement 51838 ruches. De par sont importante patrimoine forestier et arboricole et de ses structures de soutien la wilaya de Blida dispose d'immenses possibilités de développent d'élevage apicole.

Tableau N°16: Production animale de la wilaya de Blida

E S P E C E S	PRODUCTIONS
VIANDES ROUGES (Qx)	40 673
VIANDES BLANCHES (Qx)	67 075
OEUFS DE CONSOMMATION (Unités)	107 193 000
LAIT (Litres)	44 313 589
MIEL (Qx)	2 400

Source : (Anonyme, 2008B).

En matière de production animale, les quantités produites sont répertories dans le tableau ci-dessus

4- Education

4-1 Taux de la scolarisation total de la wilaya

- Taux de scolarisation des 6 ans : 98,72% Dont filles : 98,73%
- Taux de scolarisation des 6-15 ans : 75,45%.
- Taux de scolarisation des 16-19 ans : 39,18%.

5- Le tourisme

5-1 Le nombre d'hôtels existants en 2008

Tableau N°17: situation des hôtels existants en 2008

COMMUNES	Hôtels classés		Hôtels non classés		T O T A L	
	Nombr e	Nombre de lits	Nombre	Nomb re de lits	Nombr e	Nombre de lits
BLIDA	2	227	4	164	6	391
OULED YAICH	-	-	1	32	1	32
CHREA	-	-	1	40	1	40
RUISSEAU DES SINGES	-	-	1	24	1	24
T O T A L	2	227	7	260	9	487

Source : (Anonyme, 2008B).

Le tableau montre la situation hôtelière dans la wilaya qui est de 12 hôtels avec une capacité d'accueil de 782 places.

CHAPITRE 2 :

ANALYSE ET INTERPRETATION

DES RESULTATS

SOUS CHAPITRE I :

ANALYSE ET INTERPRETATION

DES RESULTATS D'ENQUETE

2009

Introduction

Dans cette partie nous essayons d'analyser et décrire la situation alimentaire et nutritionnelle en fonction des déciles de la Wilaya de Blida, ceci en se basant sur notre enquête, qui a pour objet l'observation directe du comportement économique, sociologique et culturelle des ménages.

Nous essayons d'estimer et d'analyser les quantités physiques consommées et la situation nutritionnelle et calorique des rationnaires enquêtés, cette enquête a débuté le mois de Mars 2009 jusqu'au mois de Février 2010, elle a été établie sur 200 ménages, en se basant sur un questionnaire, Ce dernier est divisé en deux parties : la première est caractérisée par une présentation des ménages :

- Le type de ménage tels que :
 - ❖ Nucléaire (couple sans enfant)
 - ❖ Simple (couple avec enfants)
 - ❖ Traditionnelle (famille élargie)
- La taille des ménages
- L'âge de chef de ménage
- Le niveau d'instruction de chef de ménage
- Catégorie socioprofessionnelle de chef de ménage
- Le type de dépenses
- La classe et la répartition des dépenses.

La deuxième comporte les quantités consommées pour 162 produits alimentaires, tout en prenant en considération les changements saisonniers durant une semaine (de chaque saison), après nous avons réalisé une extrapolation pour faire sortir les quantités consommées par ménage et par an, suivi du calcul de ce qui a été consommé en moyenne par personne, on divisant la quantité consommée par ménage par le nombre d'individus constituant chaque ménage de notre échantillon, ce qui nous permet de classer les ménages en ordre croissant des dépenses, et regrouper notre échantillon en déciles et tranches de dépenses, on le divisant en dix déciles, chaque décile est composé de 20 ménages.

Les produits alimentaires sont rassemblés en groupes de produits (viandes, légumes frais, lait et dérivés...), tout en dressant des tableaux mettent en relief la consommation totale en groupes de produits, la ration alimentaire type souhaitable (R.A.T.S), le taux de couverture de cette ration, les sous groupes alimentaires (viandes blanches, viandes rouges), ainsi que les principaux produits dans chaque groupe alimentaire, avec leurs parts relatives dans le total de groupe, tout en remarquant que le groupe du lait et dérivés, les céréales et dérivés et les œufs ont nécessité des conversions de tel qu'acheté (TA) en les exprimant en équivalent lait frais (ELF), équivalent grains (EG) et il a fallu également convertir les œufs de pièces en kilogrammes.

Le second volet porté sur l'analyse de la situation énergétique et nutritionnelle de notre population, ceci a nécessité une série de calcul :

- Il a fallu tout d'abord exprimer les quantités physiques de tel qu'acheté (T.A) à la partie comestible (P.C), afin d'apprécier les quantités réellement ingérées, et transformées en énergie et métabolites, Ceci est réalisé pour l'ensemble des denrées alimentaires consommées par les rationnaires enquêtés,
- A l'aide de la table de composition des aliments (établi par M. AUTRET, 1978) nous avons pu convertir ce qui a été consommé en apport calorique et nutritionnelle, tout en unifiant les unités en kilogramme en multipliant ces quantités par 10, car la table de composition des aliments donne des

valeurs pour 100g (0,1kg) pour chaque aliment en question, Ceci est réalisé pour la totalité des aliments consommés par la population de notre enquête.

- La somme des résultantes nous permet d'avoir des valeurs d'apports de chaque aliment durant une année, suivi de la somme de tout ces apports, ce qui nous donne l'apport total de l'ensemble de ce qui a été ingéré pendant l'année, et vue que l'aspect calorique et nutritionnelle est appréciée par jour nous divisant, la résultante finale par 365 jours.
- Les résultats sont rassemblés en dressant des tableaux mettent en relief l'apport total et la norme type souhaitable (norme recommandée), le taux de couverture par rapport à cette norme, l'apport et part relative des principaux groupes alimentaires en tant que pourvoyeurs en énergie et métabolites.
- Une analyse complémentaire sera dédiée à l'équilibre nutritionnelle, tel que

- l'origine caloriques (calories d'origine céréalier, protidique, lipidique, celles provenant de C+T+S –Céréales + tubercules + sucre et produits sucrés-),
- l'origine des protéines, en protéines animale ou végétale,
- le rapport calcico-phosphorique (Ca/P)
- l'apport entre la thiamine et la riboflavine par rapport à l'apport énergétique (pour 1000 calories).

Nous avons illustré les données obtenues par notre enquête en traçant des graphes (diagramme et histogrammes, graphe en radar), l'analyse des données de cette enquête est suivi d'une analyse comparative entre la moyenne de consommation de notre échantillon et celle de l'ONS 1988 pour la région du Centre, afin d'apprécier les changements des situations alimentaires en deux décennies (1988-2009).

I. Les caractéristiques socio-économiques de notre échantillon :

I.1 Tableau 18 : Répartition des ménages en fonction du type de ménages :

	Ménage nucléaire	Ménage simple avec enfants	Ménage traditionnelle
Nombre de ménages	9	169	22
Pourcentage (%)	4,5	84,5	11

Notre échantillon est dominé par le type de ménage simple avec enfants de 84,5%, puis par les ménages traditionnels avec 11% et 4,5% pour les ménages nucléaire.

I.2 Tableau 19 : Répartition des ménages en fonction de la Taille des ménages

	2	3 à 5	6 à 8	9 à 11	+ 12
Nombre de ménages	8	83	92	16	1
Pourcentage (%)	4	41.5	46	8	0.

Les résultats obtenus dans le tableau ci-dessus, notent que 92 ménages de notre population formés de 6 à 8 personnes (46%), suivie par la tranche de 3 à 5

personnes avec 83 têtes (41,5%), les restes se situent entre 2, 9 à 11 et +12 personnes.

La taille moyenne de ménages de cette population se situ à 5,82 personnes.

I.3 Tableau 20 : Répartition des ménages en fonction d l'âge du chef de ménage

	20 à 29	30 à 39	40 à 49	50 à 59	60 à 69	+ 70ans
Nombre des ménages	7	15	38	93	41	6
Pourcentage (%)	3.5	7.5	19	46.5	20.5	3%

La répartition de notre échantillon en fonction de l'âge de chef de ménage, montre que la majorité de cette population soit 93 ménages ayant un chef entre âgé de 50 à 59 ans (46,5%), suivi par la tranche 60 à 69 ans pour la part relative 1/5 avec 41 ménages, alors que 22 ménages ayant moins de 39ans (11%), les restes des ménages enregistrent des taux moindres.

La taille moyenne de l'âge de chef de ménages de cette population se situ à 92.6 personnes.

I.4 Tableau 21 : Répartition des ménages en fonction du niveau d'instruction de chef de ménage

	Non instruit	primaire	Moyenne	Secondaire	Universitaire
Nombre des ménages	28	35	57	41	39
Pourcentage (%)	14	17.5	28.5	20.5	19.5

Concernant le niveau d'instruction des chefs de ménages de notre échantillon, nous avons trouvé que plus du quart de l'échantillon (57 ménages) possédant un niveau moyen avec un pourcentage de 28,5%, les chefs de ménages ayant un niveau secondaire ou universitaires représentent une personne sur 5 pour chaque catégorie, suivie par 35 ménages qui ont un niveau primaire (17,5%) pour le reste 14% sont classés dans la catégorie des non instruits.

I.5 Tableau 22 : Répartition des ménages en fonction de la catégorie socio-professionnelle :

Code	Intitule	Nombre des ménag	Pourcentage (%)
CSP 1	Employeurs	18	09
CSP 2	Indépendants	40	20
CSP 3	Cadre supérieure et professions libéra	24	12
CSP 4	Cadre moyens	15	7.5
CSP 5	Ouvriers	17	8.5
CSP 6	Employés	25	12.25
CSP 7	Manœuvres et saisonniers	10	05
CSP 8	Personnels e transition	00	00
CSP 9	Inactifs-inoccupés	50	25
CSP 10	Non déclarés	01	0.5

La répartition de notre échantillon en fonction de la CSP montre que la majorité de cette population soit 50 ménages qui appartient à la CSP9 (25%), suivi par les indépendants avec 40 ménages, alors que 49 ménages qui englobe les employés (12,5%) et 12% qui représente les cadre supérieure.

Le reste de notre échantillon varié entre 7,5% et 0,5% pour cadre moyen, manœuvre et saisonniers et les non déclarés.

A/ANALYSE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE DANS LA WILAYA DE BLIDADE BLIDA

A-1 Evolution de la consommation des viandes en fonction des déciles :

La consommation des viandes de notre échantillon montre une grande inégalité notamment entre décile 1 et décile 10, vu qu'elle passe de 6.76kg/tête/an pour la 1^{ère} tranche à 32,68 kg/tête/an pour la dernière, soit presque 5 fois plus. La R.A.T.S en Algérie est estimée à 18 kg/tête/an, cette ration n'est pas satisfaite que par les quatre premières classes, en contre partie, les 60% restantes de la population dépassent la ration alimentaire type souhaitable, ceci est valable surtout pour le dernier décile, ou nous remarquons une consommation qui se situe à presque le double de cette ration soit 181,58%, alors qu'elle n'est que de 37,05% pour la première tranche.

Nous remarquons que chaque fois que les dépenses augmentent les quantités et parts relatives dans le groupe total des viandes consommées s'élèvent, elles ne cessent d'accroître d'une classe à une autre en passant de 2,29 kg/tête/an (34,32%) à 17,94kg/tête/an (54,90%) respectivement pour les déciles 1 et 10, sachant que les 40% (décile 1 à 4) de la population a une consommation inférieure à 7 kg ; par contre, les derniers déciles (tranche 9 et 10) arrivent à 16,20 et 17,94 Kg respectivement.

Les viandes bovines sont consommées plus que les viandes ovines à travers toutes les tranches de dépense, avec un pourcentage par apport au total qui s'établit entre 22,49%, 25,35% et augmentant à 33,86% en ordre pour les déciles 1,5 et 7, d'autre part, la consommation des viandes ovines est modérée, elle varie de 3kg/tête/an pour la dixième tranche à 0,20kg/tête/an pour celle de 1^{ère} classe, avec une part par rapport au total 9,18% et 2,92% respectivement pour les deux tranches

Les parts des abats dans le total viandes sont inversement proportionnelles aux dépenses, elles passent de 8,50% à 7,18% et baissent à 5,81% en ordre pour les classes 1,4 et 10 par contre les quantités sont en augmentation chaque fois que les dépenses s'élèvent, allant de 0,75kg/tête/an (classe 1) à 0,90kg (classe4) et atteint 1,90kg/tête/an pour la dernière.

Le prix des viandes joue un rôle dans la détermination du choix du consommateur, ceci s'explique par la présence de grande quantité de viandes blanches sur la table des rationnaires par rapport aux viandes rouges, dont les prix sont très différents, ce qui pousse au phénomène de substitution, car la consommation des viandes blanches dépasse les 50% ce qui est consommé en viandes le cas des six premières classes, alors que les quatre restantes, la consommation varie de 48,07% (le septième décile) à 45,10% (le dixième décile), la tendance des viandes blanches à diminuer chaque fois qu'on passe d'une tranche à une autre supérieure (le cas des abats).

En revanche, les quantités sont en augmentation chaque fois les dépenses sont en hausse, puisqu'elles passent de 4,38kg à 10,65kg/tête/an jusqu'à atteindre les14,74kg respectivement pour les tranches 1, 5, et10.

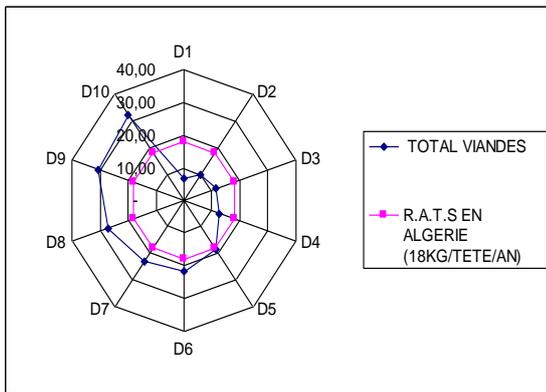
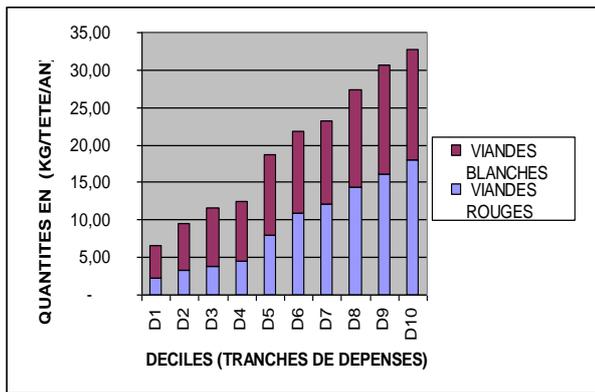


FIGURE 07: Diagramme de l'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles



GRAPHE 01: De l'évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles

A-2 Evolution de la consommation des œufs en fonction des déciles :

Il est souhaitable en Algérie de consommer 3 kg d'œufs (60pièces), cette ration type souhaitable est satisfaite pour toutes les tranches de dépense, c'est ce qui ressort de l'analyse le taux de satisfaction, le plus faible est enregistré par la 1^{ère} tranche avec 121,67% et le plus élevé correspond à la dernière classe avec 250,14% (soit 2,5 fois).

Nous remarquons que les quantités des œufs consommées sont en hausse en fonction des déciles, en passant de 73 œufs (3,65kg) pour le premier décile jusqu'à dépasser les 108 œufs (5,24kg) pour la 5^{ème} tranche en arrivant au –delà des 150 œufs (7,5kg) pour la dixième tranche.

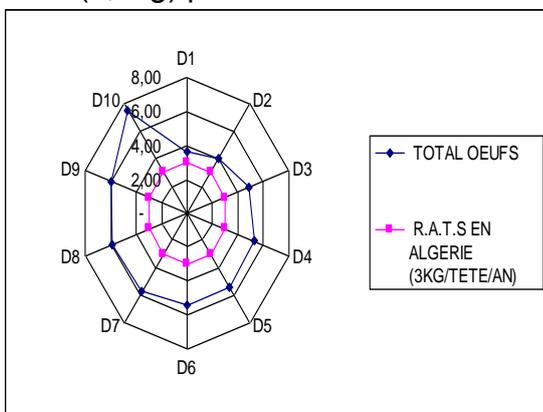
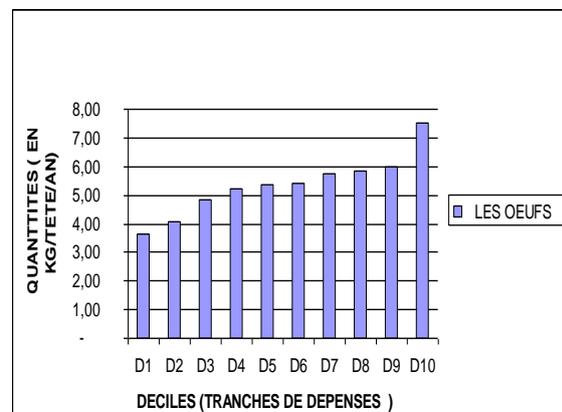


FIGURE 08 : DIAGRAMME DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES OEUFS EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 02: DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES OEUFS EN FONCTION DES DECILES

A-3 Evolution de la consommation des poissons en fonction des déciles :

La ration de référence en poisson est évaluée à 4kg, cette dernière est satisfaite pour 80% de notre échantillon, ce n'est que les deux couches les plus défavorisées qui enregistrent des taux en deçà de ce qui est recommandé à savoir 79% à 86,74%

pour les tranches en ordre 1 et 2, tandis qu'ils sont supérieurs à cette ration de 111,54%, 123,49% et de 186,32% pour les classes 3, 7 et 10.

Nous constatons que la consommation de poisson a la même tendance que les œufs, elle passe de 3,16 kg/tête/an à 4,79 kg jusqu'à 7,45 respectivement pour les déciles 1, 5 et 10.

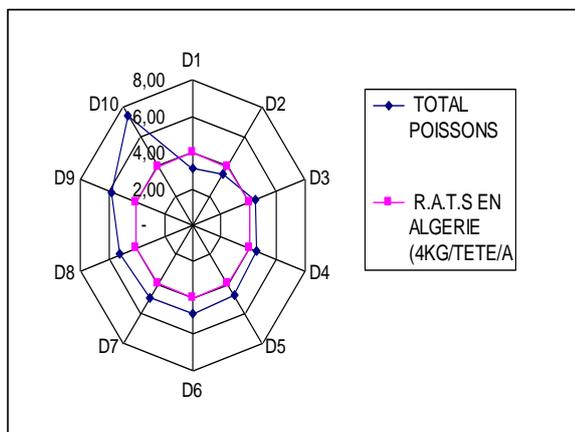
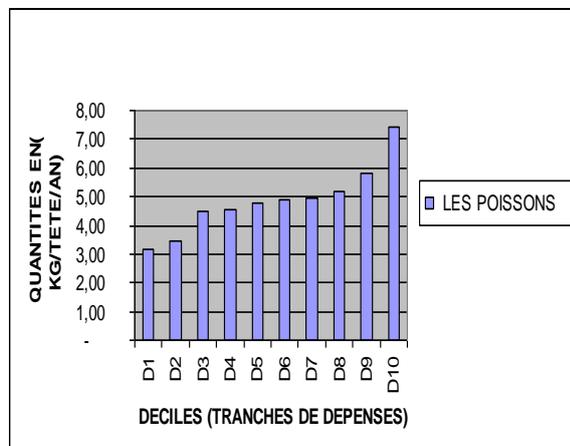


FIGURE 09: DIAGRAMME DE L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES POISSONS EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 03 : DE L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES POISSONS EN FONCTION DES DECILES

A-4 Evolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles :

Nous remarquons que la quasi-totalité des déciles satisfont la ration alimentaire type souhaitable en légumes secs, (La R.A.T.S est estimée à 6,5kg/tête/an) la plus forte quantité consommée est détenue par la dixième classe avec 10,82kg/tête/an, et un taux de satisfaction de 166,46%, la plus faible quantité est détenue par la première tranche avec 7,38kg et un taux de 113,54%, la consommation des autres tranches varie de 7,95kg/tête/an (décile2) à 10,59kg (décile9).

Les lentilles et les haricots secs sont plus consommés par rapport au petit pois, les quantités ingérées de ces deux produits sont en générale très proches en parts relatives à travers les déciles, il en est même pour l'évolution quantitative consommées pour la dixième décile avec 3,90kg et 3,35kg/tête/an respectivement les deux produits à 2,96kg (lentille) et 2,75kg (haricot secs) pour la même tranche (1^{er}).

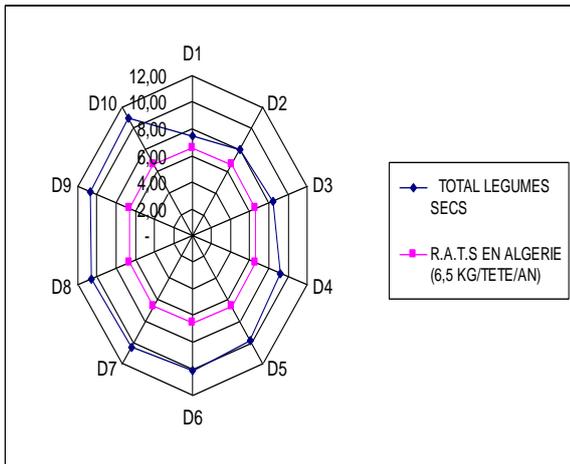
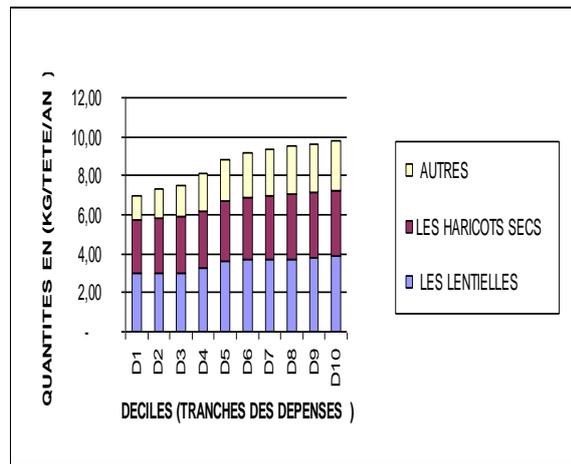


FIGURE 10 : DIAGRAMME DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES LEGUMES SECS EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 04: DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES LEGUMES SECS EN FONCTION DES DECILES

A-5 Evolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles :

L'acquis de lait et dérivés par notre population enquêtée est en accroissement en fonction des tranches de dépenses, de 99,54 kg (en ELF) à 151.37 kg (ELF) jusqu'à atteindre 227,47kg (ELF) pour les tranches 1,6 et 10 dans l'ordre. D'après ces valeurs obtenus nous constatons que toutes les classes sont au dessus de la ration alimentaire type souhaitable qui estimée en Algérie a 80kg.

En passant aux détails : nous retrouvons que la quantité consommée de lait frais occupe une grande place dans le total (en ELF), toutes les couches couvrent ces besoins de lait frais quelque le décile, et les chiffres le prouvent avec 88,58kg/tête/an et 97,35kg/tête/an jusqu' à 104,25 kg/tête/an en ordre pour les déciles 1, 5 et 10.

En revanche, le lait en poudre est moins apprécié, il faut remarquer que ce produit n'est pas consommé par la 1^{ère} classe, pour les autres déciles, nous constatons que chaque fois les dépenses augmentent les quantités de lait en poudre consommées s'élèvent, elles ne cessent d'accroître d'une tranche à une autre, de 0,31kg/tête/an pour le 2^{ème} décile et 0,55kg/tête/an à 0,74kg/tête/an pour les classes 5 et 7. Les tranches ayant une consommation supérieure à 10kg sont les dernières avec 13,65kg/tête/an (décile 8), 19,50kg/tête/an (décile 9) et 29,25kg/tête/an (décile 10).

Le petit lait et lait caillé sont des produits indicateurs, puisqu'ils sont généralement consommés avec d'autres produits, tel que les céréales et dérivés notamment le couscous, cela résulte à notre avis des habitudes alimentaires et aux appréciations culinaires des ménages, la plus grande quantité est consommée par la 10^{ème} tranche avec 8,75kg/tête/an (petit lait) et 7,55kg/tête/an (lait caillé) suivie par 7,50kg/tête/an pour le petit lait et 4,56kg/tête/an pour le lait caillé jusqu'à 4,86kg/tête/an et 2,58kg/tête/an respectivement pour les deux produits .

Les parts relatives des fromages consommés sont faibles pour les tranches défavorisées entre 0,37kg et 0,75 kg (les 2 premiers déciles). Cette quantité augmente en fonction des classes de pouvoir d'achat jusqu'à 20 fois plus pour les 2 classes les plus aisées (6.41kg décile 9 et 7,69 kg décile 10). Pour ce qui est du yaourt, il est relativement bien apprécié par les quatre dernières tranches notamment 9^{ème} et 10^{ème} décile avec 9 kg/tête/an et 11,00 kg/tête/an en ordre pour les deux déciles ; alors que les 6 premières tranches ont une consommation qui varie de 0,38kg/tête/an jusqu'à 3kg/tête/an. Les autres produits ne sont pas très présents sur la table de notre échantillon.

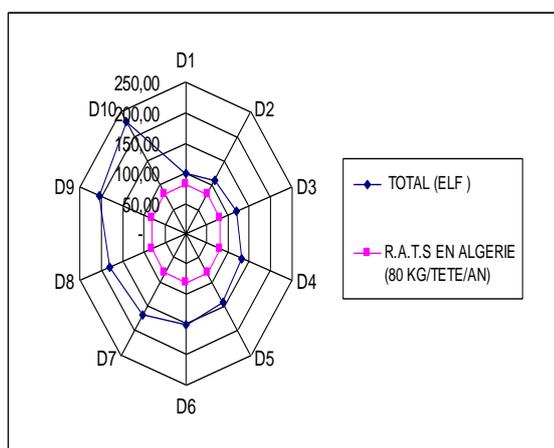
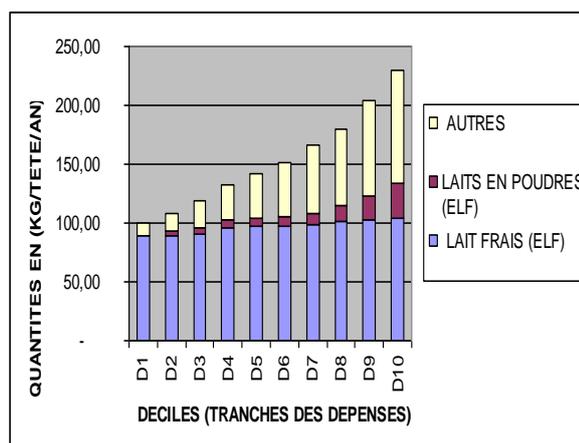


FIGURE 11: DIAGRAMME DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE LAIT ET DERIVES EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 05: DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DE LAIT ET DERIVES EN FONCTION DES DECILES

A-6 Evolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles :

Les céréales et dérivés sont assez importants dans le plat algérien, car leurs quantités sont considérables relativement aux autres aliments. Les quantités consommées sont en augmentation chaque fois que les dépenses sont en hausses, passant de 157,80 kg/tête/an (en E.G), 175,12 kg (en E.G) à 190,75 kg/tête/an (en E.G) respectivement pour les classes 1, 5 et 10. La même tendance est observée pour les taux de couverture de la R.A.T.S montrant ainsi que 20% seulement de la population étudiée est satisfaite, soit les 8 premières tranches dont le taux de satisfaction varie entre 87,67% et 97,88% pour les tranches 1 et 8 ; à partir du 9^{ème} décile les quantités dépassent les 180 kg (R.A.T.S en E.G), jusqu'à un taux qui dépasse 100% (en couverture), soit +10,75% pour les classes les plus riches (10^{ème} décile).

Quant au pain, il occupe une part qui dépasse la moitié du groupe des céréales, avec une consommation qui varie entre 99 kg pour le 4^{ème} décile et 91 kg/tête/an pour la 8^{ème} tranche.

La consommation de semoule vienne en deuxième position dans ce groupe avec une tendance à la hausse chaque fois que les dépenses sont plus importantes, allant de 9.5 kg (7,04%) à 20 kg (12,27%) entre les classes extrêmes (1 et 10). Les pâtes alimentaires sont en évolution inversement proportionnelle aux déciles, vu qu'à chaque fois qu'on passe d'une classe à une autre supérieure, la part de cette denrée diminue, elle passe de 6,50(tranche1) à 6kg/tête/an (décile5) et baissent à 3,00kg (tranche10), cette diminution s'explique par le fait que les classes aisées ont tendance à réduire leurs consommations de pâtes alimentaires, en les substituant par d'autres produits alimentaires.

Les céréales en grain n'occupent pas une grande place dans ce groupe, vu que leur quantité n'excède pas les 7 kg/tête/an et leur part relative sont inférieures à 5%.

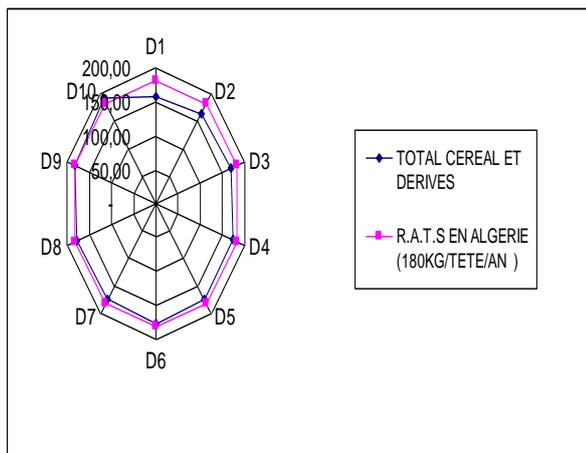
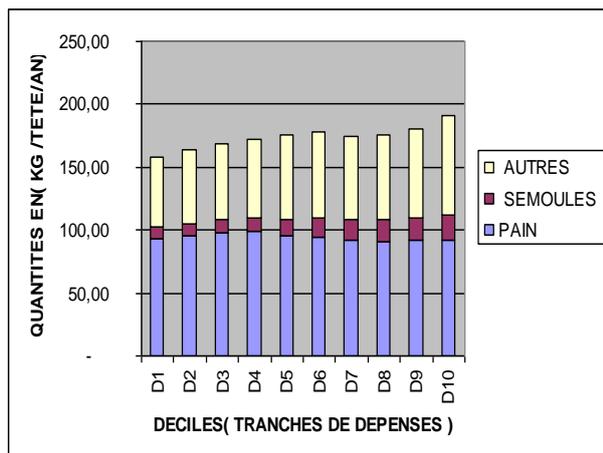


FIGURE 12 : DIAGRAMME DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES CEREALES ET DERIVES EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 06:DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES CEREALES ET DERIVES EN FONCTION DES DECILES

A-7 Evolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles :

Il serait souhaitable de consommer une quantité estimée à 22.5 kg (R.A.T.S) entre sucre et dérivés, cette ration n'est satisfaite que par la plus riche (tranche 10) avec 22,72 kg et un taux de satisfaction de 100,98%. la faible quantité est détenue par la 1^{ère} tranche avec 12,92kg, la consommation des autres déciles varie de 13,30kg (tranche 2) à 21,43kg/tête/an pour la 9^{ème} tranche.

Le sucre est le produit dominant dans ce groupe puisqu'il s'accapare de près de la totalité du groupe pour les classes pauvres, jusqu'à enregistrer un pourcentage de 90,40% de totale groupe pour la 1^{ère} classe; alors que ces proportions relatives tendent à diminuer chaque fois que l'on se dirige vers les tranches supérieures, jusqu'à une représentation de moitié pour la 10^{ème} tranche; cela s'explique par le fait que les tranches ayant des dépenses assez élevées peuvent se permettre d'acquérir des produits sucrés et qui représentent pour les classes pauvres des produits de luxes, tels que confiserie, chocolats,...

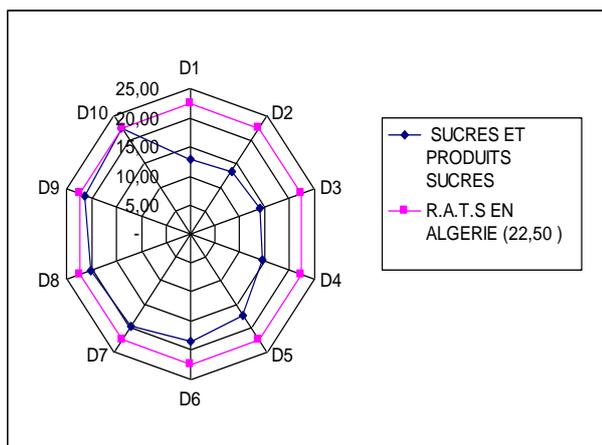
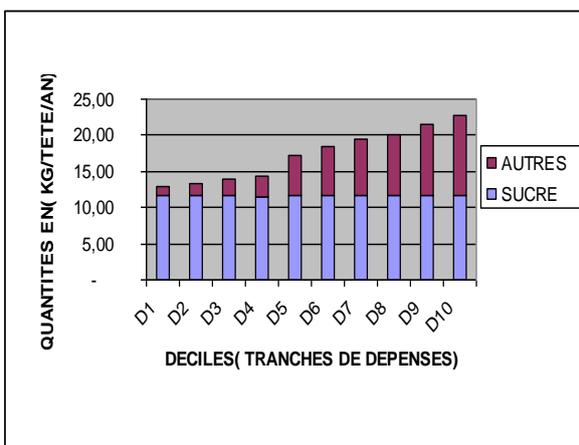


FIGURE 13: DIAGRAMME DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DU SUCRE ET PRODUITS SUCRES EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 07 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DU SUCRE ET PRODUITS SUCRES

A-8 Evolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles :

La R.A.T.S dans notre échantillon est largement couverte par tous les déciles de dépenses avec un taux moyen de satisfaction de 179,14% ; ce taux varie de 222,98% pour la 10^{ème} classe à 128,55% pour la 1^{ère} tranche.

Notons que les quantités sont en hausse, chaque fois que les dépenses sont en croissance de 16,71kg (1^{ère} classe) à 24,67kg (6^{ème} tranche) jusqu'à 28,99kg/tête/an la dernière tranche.

Les huiles s'accaparent la plus grande partie du groupe des corps gras, puisqu'elles représentent plus des 3/5 de la totalité. Avec des proportions relatives dans le groupe, en baissant de 89,76% à 82,22% jusqu'à 79,34% pour les déciles 1, 5, et 10 respectivement, cela veut dire que chaque fois que l'on a tendance à s'orienter vers les riches, ces parts relatives tendent à diminuer.

L'huile d'olive viennent en deuxième place après les huiles sans goût, avec des quantités varie entre 0,75kg (décile1) et 2,28kg pour la dernière classe cette tendance à la hausse en fonction des dépenses.

Les graisses végétales n'occupent pas une grande place dans le régime alimentaire de cette population vu que leur part relative au total des graisses ne dépasse guère les 6,11%, la consommation de graisse végétale varie de 1,77kg/tête/an (10^{ème} décile) à 0,55kg/tête/an (1^{er} décile).

Le beurre classé en dernière position dans ce groupe, il à une tendance à la hausse en quantités et proportions en passant de une (0,41kg) à plus de 4 fois (1,94kg) entre classes extrêmes ; et en portion relative de 2,48% à près de 3 fois.

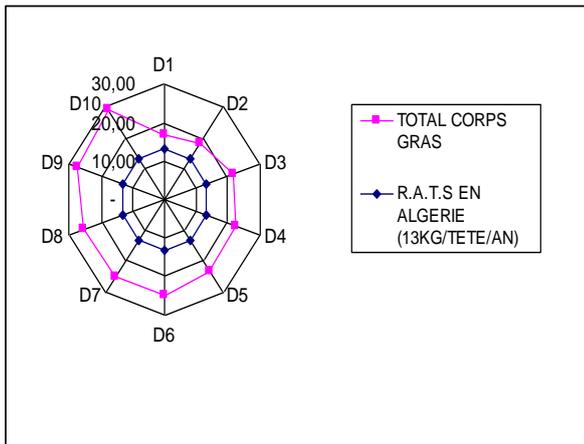
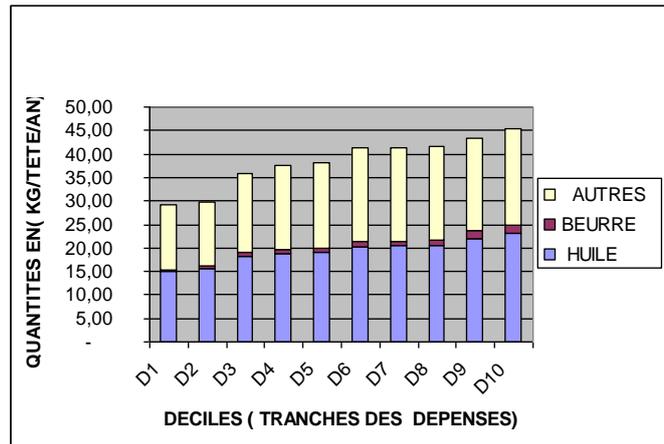


FIGURE 14 : DIAGRAMME DE L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES CORPS GRAS EN FONCTION DES DECILES



GRAPHE 08 : DE L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES CORPS GRAS EN FONCTION DES DECILES

A-9 Evolution de la consommation des fruits en fonction des déciles :

Pour les fruits, Il serait souhaitable en Algérie de consommer 45 kg/tête/an, cette ration de référence n'est pas satisfaite par les quatre premiers déciles. Les 60% restant de la population dépassent la ration type souhaitable, jusqu'à le double pour la dernière tranche, il est évident que chaque fois les dépenses augmentent, les quantités ingérées sont en hausse (cela revient essentiellement au prix) allant de 16,78kg (1^{er} décile) au triple à la 5^{ème} classe et dépassant les 90kg pour la dernière tranche.

Dans notre échantillon, la consommation des oranges et des mandarines est en générale très proche en part relatives à travers les déciles de dépenses, il en est même pour l'évolution quantitatives consommées pour le dixième décile avec 5.50kg et 5.68kg /tête/an respectivement les deux produits à 1,50(orange) et 1,56kg/tête/an (mandrine) pour la même tranche(1^{er}).

Le raisin est un fruit occupant entre 5,96% et 7,78% des totaux fruits ; pour des quantités qui ne cessent de croître d'une tranche à une autre en se multipliant de 5 fois entre tranche 1 et 7 de 1kg à 5,48kg/tête/an et atteint près de 6 kg/tête/an pour la dernière tranche.

La consommation de pastèque et melon enregistre des quantités proportionnelles aux dépenses globales, vu que le premier à des quantités qui passent de 2kg - 2,45kg à 5kg/tête/an, alors que le second, dont les quantités passent de 2kg - 2,50kg à 5kg/tête/an respectivement pour 1,5 et 10.

Les parts relatives des pastèques et melon dans le total du groupe des fruits ne sont pas très régulières, en variant dans un intervalle enregistré entre 4.48% et 11.92%.

La consommation des dattes à une tendance à la hausse par rapport aux tranches de dépenses avec des quantités fluctuantes de 0,29kg à 2 kg/tête/an entre la première et la neuvième classe, alors que le dixième décile grimpe à 3kg/tête/an, ceux-ci montre la grande disparité entre tranches et qui arrive à plus de dix fois entre classes extrême.

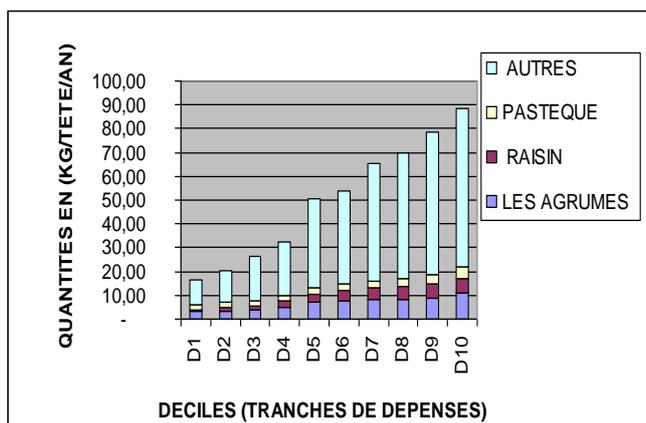
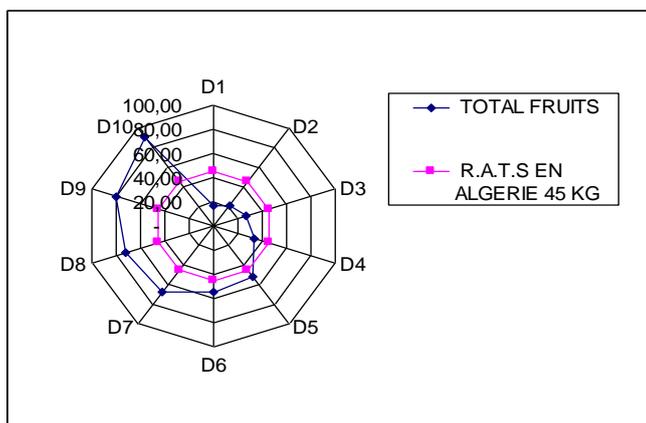


FIGURE 15 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES FRUITS EN FONCTION DES DECILES

GRAPHE 09: DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES FRUITS EN FONCTION DES DECILES

A-10 Evolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles :

Vu l'importance et la place occupée par la pomme de terre en particulier dans le plat de notre échantillon, nous avons préféré la traiter à part; la R.A.T.S de tubercules en Algérie est estimée à 30kg, donc toutes les classes sont au dessus de cette ration, avec un taux de satisfaction respectivement de 155.58% (decile1) et 208.27% (decile10).

La pomme de terre occupe une place très importante dans les plats de notre population. Les quantités consommées ne sont pas très régulières à travers les déciles, tantôt à la hausse, tantôt à la baisse, mais dans un intervalle de 46.53kg à 57.23kg

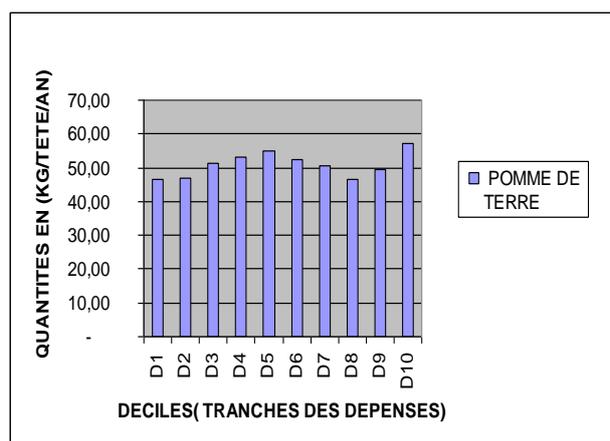
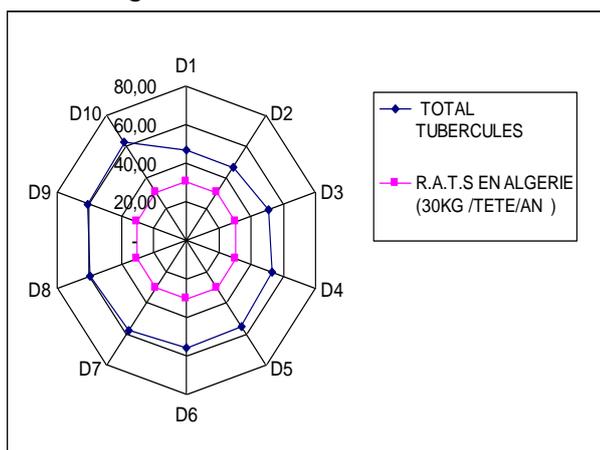


FIGURE 16 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES TUBERCULES EN FONCTION DES DECILES

GRAPHE 10 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES TUBERCULES EN FONCTION DES DECILES

A-11 Evolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles :

La R.A.T.S des légumes frais en Algérie est estimé à 50 Kg/TETE/AN, cette ration n'est pas satisfaites que par 10% de notre population, avec une quantité qui égale à 49,67 kg/tête/an (classe 1).

Les 90% du reste de cette population dépassent de parfois plus du double de cette ration (soit les 4 dernières tranches). Les quantités s'élèvent en fonction des dépenses jusqu'à arrivés à 119.34kg/tête/an.

La quantité de ce qui est consommé en tomate par rapport au total des légumes varie d'un décile à un autre, la plus grande quantité est détenue par la dixième couche avec 20,84kg, la plus faible est disposée par la 1ère classe la plus pauvre avec 6,50 kg/tête/an

Si nous comparant l'oignon à la tomate, nous remarquons nettement que ce dernier est beaucoup plus consommé, en se classant le premier du groupe avec une moyenne de consommation de 15,25 kg/tête/an et des parts relatives qui sont Inversement proportionnelles elles passant de 27,50 % à 17,12 % et baissent à 13,30% en ordre pour les classes 1,5 et10 par contre les quantités sont en accroissements chaque fois que les revenus s'élèvent allant de 13,50kg (déc1) à 15,48kg (déc5) et atteint 15,81kg/tête/an (déc9).

La consommation de salade passe de 1,50kg pour la première tranche et doublé en quatrième classe avec 3kg, grim pant à 11kg pour la dernière tranche.

Le poivron est assez consommé par les classes aisées (3,15kg et 4kg pour les déciles9 et 10), puis il ya une diminution d'une tranches à l'autre inferieure, chaque fois que les dépenses sont à la baisse jusqu'à n'arriver seulement qu'à 1 kg pour la classe la plus pauvre (décile 1).

La carotte occupe la quatrième place après l'oignon, la tomate et la salade avec une consommation moyenne de 4,9kg/tête/an, la plus forte quantité est détenue par la tranche la plus riche avec 7,62kg/tête/an tandis que la plus faible est détenue par la classes défavorisée (décile 1) avec 2,50 kg/tête/an.

Les courgettes, et piments ne sont pas présent en grandes quantités, Nous constatons que leurs portions relatives dans le groupe ne dépassent pas les 5%(courgette) et 2%(piment) du total du groupe.

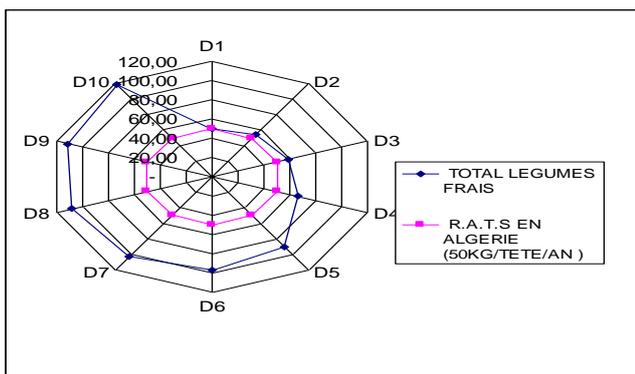
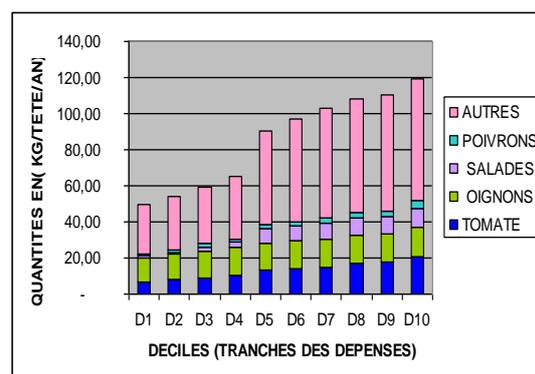


FIGURE 17 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES LEGUMES FRAIS EN FONCTION DES DECILES



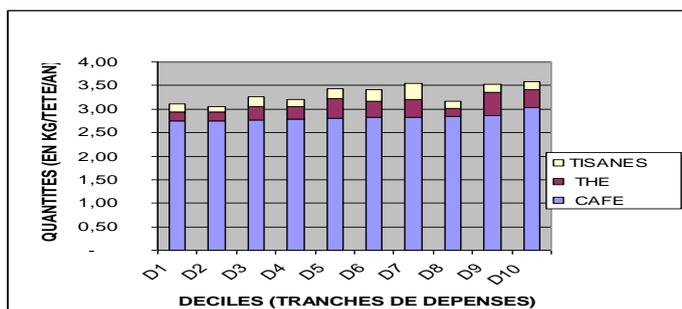
GRAPHE 11: DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES LEGUMES FRAIS EN FONCTION DES DECILES

A-12 Evolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles :

Les excitants et tisanes occupent une place importante dans la ration de cette population, avec des quantités proches entre elles dans l'intervalle de 3.05kg à 3.59 kg.

Il est évident que le café couvre le 4/5 de totalité d'excitants et les résultats trouvés dans notre enquête le prouvent, puisque elle dépasse les 79.61%, cela s'explique par les habitudes culinaires de notre population.

Le thé et les tisanes ne sont pas trop demandé dans cette population par rapport au café, les quantités obtenus pour le thé sont entre 5.78kg et 13.88 kg pour les tisanes se situe dans l'intervalle 3.58kg a 9.91 kg.



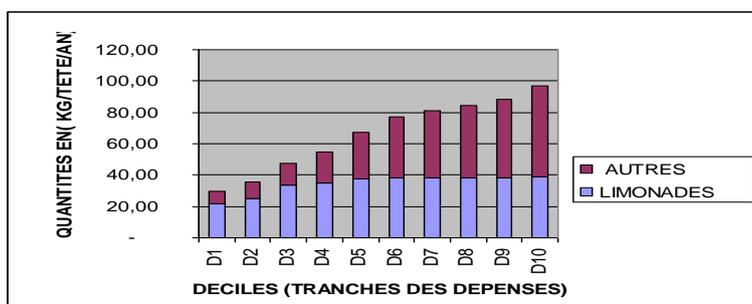
GRAPHE 12: DE L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES EXCITANTS ET TISANES EN FONCTION DES DECILES

A-13 Evolution de la consommation des boissons en fonction des déciles

Les boissons occupent une place très importante sur la table de notre échantillon, avec des quantités qui dépassent le 29.5kg (décile1), cette quantité double à la 5eme tranche à 67.58kg et triplé dans les derniers déciles avec des quantités de 88.04kg (décile9) a 96.8kg (décile10).

La plus grandes parties de boissons est formée des boissons gazeuses, les quantités baissent d'une classe à une autre, a partir de la dixième tranche 38,68litres à 35litres pour la quatrième classe, alors que la tranche la plus pauvre ne consomme que 22 litres.

Le nictare et jus de fruits suit la même tendance avec la limonade, mais avec des grandeurs différentes, de 27,42littres (décile10), à la moitié dans la cinquième classe ; Charbat ne sont pas très présent dans la ration de cette population et cela se remarque par leurs quantités et part relative de totale qui n'excèdent guères le 8.46kg et presque 10%.

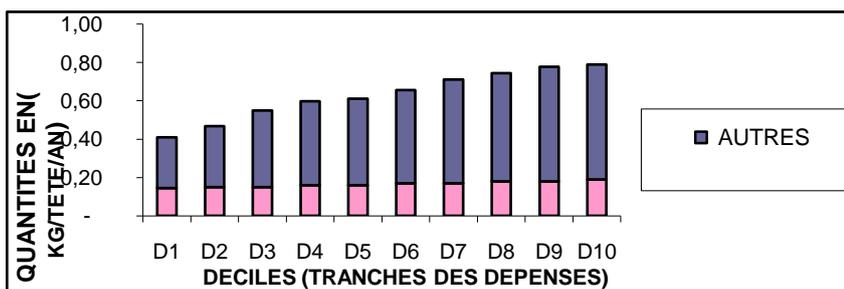


GRAPHE 13 : DE L'ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES BOISSONS EN FONCTION DES DECILES

A-14 Evolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles :

D'après les habitudes culinaires de cette population, les quantités utilisées évoluent par rapport à la consommation des autres produits, elle va de 0.41kg (tranche 1) à 0.79kg (classe 10).

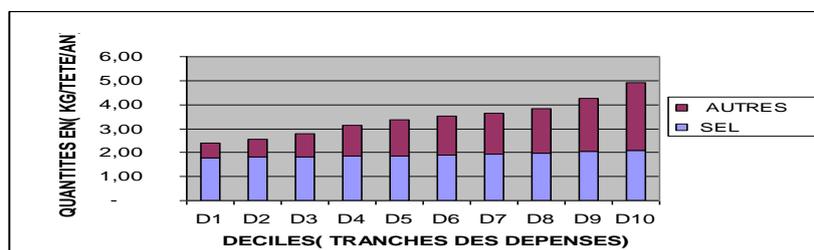
Le poivron noir est le plus consommé, occupant entre le tiers et le quart de ce qui est consommée en épices, nous voyons que la quantité ingérée agrandisse d'une tranche à une autre, chaque fois que les dépenses sont en accroissements (0,15Kg pour 1^{er} décile), jusqu'à arriver à (0,19kg pour le 10^{eme} décile).



GRAPHE 14 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES EPICES ET CONDIMENTS EN FONCTION DES DECILES

A-15 Evolution de la consommation des additifs en fonction des déciles

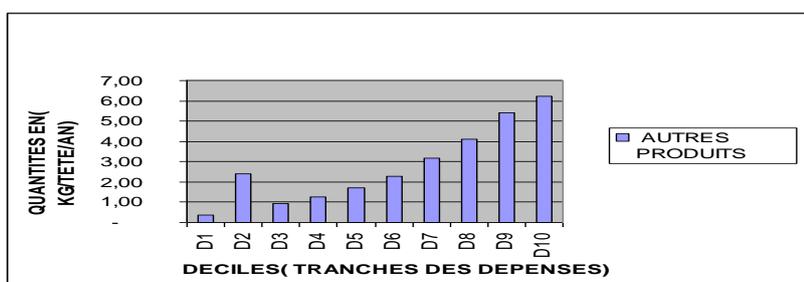
La part relative du sel au total additifs varie entre $\frac{3}{4}$ et $\frac{2}{5}$ suivie par le vinaigre dont la consommation varie de 0,18kg pour la 1^{er} tranche à 0,40 kg /tête/an pour la dernière.



GRAPHE 15 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES ADDITIFS EN FONCTION DES DECILES

A-16 Evolution de la consommation des autres produits en fonction des déciles :

Ces produits non définis n'ont pas une grande importance et présentent des quantités variant de 0.38kg/tête/an pour le 1^{er} décile à 6,23 kg/tête/an pour le dernier décile



GRAPHE 16 : DE L'EVOLUTION DE LA CONSOMMATION DES AUTRES PRODUITS EN FONCTION DES DECILES

SOUS CHAPITRE II :

ETUDE COMPARATIVE DE LA SITUATION ALIMENTAIRE ENTRE LA REGION DE CENTRE (ENQUETE O.N.S 1988) ET LA WILAYA DE BLIDA (NOTRE ENQUETE 2009)

Introduction

Ce chapitre a porté sur une analyse comparative entre la situation alimentaire en moyenne de la population algérienne de la région de centre d'après les résultats de l'enquête de l'O.N.S (1988) comme année de base ou de référence, avec la moyenne de consommation de notre enquête 2009, et essayer d'apprécier l'impact des changements socio-économiques des deux décennies (1988 à 2009), sur la réalité de prise alimentaire actuelle, pour cela nous avons dressé des tableaux par groupes alimentaires, et les donnés de chaque enquête avec une évolution indiciaire (base 100 = année 1988).

I.1. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des viandes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 39: Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des viandes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
A-TOTAL VIANDE (kg)	18,54	19,48	105,09
a- VIANDES ROUGES (kg)	7,92	9,32	117,69
a1 – OVINES (kg)	5,39	1,30	24,20
a2 – BOVINES (kg)	0,37	5,69	1537,19
a3 – ABATS (kg)	2,13	1,16	54,53
b- VIANDES BLANCHES (kg)	10,62	10,16	95,70

D'après le tableau de comparaison ci-dessus, nous constatons que la variation de consommation des viandes entre 1988 et 2009 a augmenté de 5,09 % (1kg).

Pour les sous groupes des viandes, les viandes rouges ont évolué de 7,92kg à 9,32kg, pour les viandes ovines, les quantités ont connu une nette diminution de 5,39kg à 1,30kg, par contre pour les viandes bovines les quantités ingérés ont grimpé de simple a 15 fois plus (de 0,37kg à 5,69kg), ceci est du au prix de ces dernières qui sont moins chère que les viandes ovines (phénomène de substitution).

Quant aux viandes blanches, elles ont connues une très faible diminution qui est de 0,46kg.

I.2. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des œufs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 40 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des œufs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
Œufs (kg)	4,43	5,37	121,26

La consommation des œufs montre un léger accroissement entre 1988 et 2009 avec 0,94kg, soit un taux de croissance de 121,26 %.

I.3. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des poissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 41 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des poissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
C- POISSONS	3,27	4,87	149,05

Les poissons ont suivi la même tendance que les œufs avec une augmentation de 1,6kg, soit un accroissement relatif de 149,12%.

I.4. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes secs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 42 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes secs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
D- LEGUMES SECS	7,22	9,45	130,85
a-PETIT POIS	0,27	0,83	307,04
b- LENTILLES	2,21	3,46	156,56
c- HARICOTS SECS	1,56	3,10	198,97

Pour ce qui est des légumes secs, nous remarquons que les quantités ingérées sont à la hausse entre les deux décennies, elles ont augmenté de 7,22kg à 9,45kg, pour une adéquation de + 30,85%. Il est de même pour les sous groupes de ce produit, les quantités ont passé de simple à 1,5 fois plus pour les lentilles, au double pour les haricots et triplé pour les petit pois.

I.4. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire de lait et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 43 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire de lait et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
A-TOTAL (ELF)	118,47	153,10	129,23
B-LAIT FRAIS	53,05	96,59	182,07
C-LAIT EN Poudre (TA)	4,10	0,80	19,51
D-PETIT LAIT (TA)	5,76	5,77	100,17
E-LAIT CAILLE (TA)	1,94	4,68	241,24
F-FROMAGES (TA)	0,27	3,44	1274,07
G-YAOURT ET AUTRES (TA)	1,09	4,44	407,34

La consommation de lait et dérivés a connu une nette progression entre 1988 et 2009 avec une adéquation de +29,23%, même évolution a été marqué pour le lait frais, les quantités ingérés ont augmenté de +82% (de 53,05kg a 96,59kg), par contre pour le lait en poudre la consommation a diminué de 3,3kg. Pour ce qui

concerne le petit lait la consommation reste stable, contrairement pour le lait caillé qui enregistre une adéquation positive de 141,24%.

Les quantités consommées pour les fromages ont sauté à 12 fois plus pendant cette période, même remarque pour les yaourts et autres avec 4 fois plus (avec un taux 407,34%), nous pouvons dire que cette augmentation est dû au développement du secteur agro-alimentaire du lait et dérivés et la diversification des variétés sur le marché.

I.5. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des céréales et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 44 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des céréales et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
céréales et dérivés en équivalent grains (EG)	188,18	173,73	92,32
F-céréales et dérivés (TA)	161,15	148,48	92,14
a-pain	53,9	94,23	174,82
b-semoules	84,27	14,11	16,74
c-céréales en grains	10,86	5,46	50,28

Les céréales et dérivés ont marqué une régression dans la même période avec une adéquation négative de (-7,68%), même tendance pour la semoule avec -83,26%, et -49,72% pour ce qui est des céréales en grains. Pour le pain l'évolution montre une progression de (+74,82%) de 53,9kg à 94,23kg.

I.6. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire du sucre et produits sucrés 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 45 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des sucres et produits sucrés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	19,24	17,40	90,44
a-SUCRE	15,83	11,66	73,66

L'évolution de sucre et produits sucrés entre 1988 et 2009 a montré une diminution de consommation de 19,24kg à 17,40kg, soit une adéquation de -9,66%, la même tendance est faite pour le sucre avec -26,39%.

I.7. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des corps gras entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 46 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des corps gras entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL CORPS GRAS	19,76	23,29	117,86
a-beurre	1,04	1,03	99,04
b-graisse végétale	1,01	1,19	117,82
d-huile	17,45	19,29	110,54
e-Huile d'olive	0,63	1,76	279,37

Les quantités consommées de corps gras pendant les deux décennies enregistrant un nette agrandissement de +17,86% (3,53kg), ce qui nous montre une adéquation positive de (+10,54%) pour l'huile et (+179,37) pour l'huile d'olive, le beurre et les graisse végétales ont gardé la même tendance.

I.8. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des fruits entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 47 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des fruits entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
I-FRUITES (kg)	37,45	51,42	137,30
a-orange	10,02	2,99	29,84
b-mandarines	2,86	3,62	126,57
c-raisin	5,44	3,70	68,01
d-pastèque	6,74	2,92	43,32
e-melon	2,58	3,18	123,26
f-dattes	1,59	1,14	71,70

La consommation des fruits a noté une évolution remarquable, elle arrive de 37,45kg jusqu'à 51,42kg en 2009 avec une adéquation positive de +37,30% en vingt ans, les oranges montrent une nette régression de plus du tiers (avec -7,03kg), les pastèques, raisin et dattes enregistrent des adéquations négatives en ordre de - 56,68%, 31,99% et 28,30%, alors que la consommation de melon a enregistré un taux de 123,26%.

I.10. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des tubercules entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 48 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des tubercules entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
J:TUBERCULES	50,40	54,92	108,97
a-pomme de terre	50,34	50,90	101,11

A partir des résultats ci-dessus nous distinguons un accroissement de 4,52kg (+8,97%), pour les tubercules en deux décennies, d'autre part la pomme de terre a enregistré une faible augmentation avec +1,11% (0,56kg).

I.11. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 49 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes frais entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
H:Légumes	84,04	85,70	101,98
a-tomates	19,60	13,08	66,73
b-oignons	14,10	15,25	108,16
c-salades	6,71	6,20	92,40
d-poivrons	7,89	2,37	30,04
e-carottes	6,26	4,90	78,27
f-courgettes	4,74	2,98	62,87
h-piments	1,76	0,94	53,41

Les quantités consommées des légumes ont augmentées de 1,66kg entre 1988 et 2009, soit un taux de 101,98% seulement, il est de même pour l'oignons avec une adéquation positive de +8,16%, les autres produits mentionnés dans le tableau ci-dessus ont baissé de 6,52kg avec un taux de 66,73% pour la tomate, suivie par le poivrons avec une diminution de -69,96% (-5,52kg), puis la courgette de -37,13% (-1,76kg) et de -21,73% (-1,36kg) pour les carottes, -46,59% (-0,82kg) de piment et finalement les salades ont enregistré un léger décroissement de -7,6% (-0,51kg).

I.12. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des excitants et tisanes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 50 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des excitants et tisanes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
K:TOTAL EXCITANT ET TISANES	3,24	3,33	102,78
a-café	3,13	2,83	90,42
b-thé	0,09	0,31	344,44
c-tisane	0,02	0,19	950,00

Les quantités consommées des excitants et tisanes entre 1988 et 2009 n'ont pas changé (un accroissement négligeable de 0,09kg), avec une légère régression de café (0,83kg), qui peut être substitué par le thé, ce dernier a augmenté en consommation de 0,22kg en deux décennies.

I.13. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des boissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 51 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des boissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
L:TOTAL BOISSON (LIQUIDE)	25,38	66,23	260,95
a-limonade	24,33	34,42	141,47
b-nectare et jus de fruits	0,18	13,03	7238,89
c-charbate (jus)	0,19	4,79	2521,05

Les boissons exprimées en liquide, ont noté une évolution spectaculaire en 2009 qui dépasse plus de 2 fois et demis de ce qui a été consommé en 1988 (+40,85 litres), cette augmentation s'exprimé par le reflet du secteur qui s'est développé pendant cette période, avec une mise sur le marché de multitudes gamme de boissons.

La consommation de limonade montre une hausse de 24,3kg jusqu'à 34,42kg (+10,09kg) en vingt ans, même remarque faite pour le nectar et jus de fruits avec une augmentation étonnante, plus de 72 fois (12,85littres) et pour le charbat (jus) avec plus de 25 fois plus (4,6 litres).

I.14. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des épices et condiments entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 52 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des épices et condiments entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
M/EPICES ET CONDIMENTS	0,65	0,63	96,92
a-poivron noire	0,14	0,17	121,43

Les épices et condiments suivent une même tendance avec les excitants et tisanes (avec +0,02kg dans la même période), même chose pour le poivron noire avec une faible progression de +0,03kg.

I.15. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des additifs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 53 : Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des additifs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
N / ADDITIFS	6,34	3,44	54,26
a-sel	5,04	1,91	37,90
b-vinaigre	1,02	0,30	29,41

L'acquisition des additifs a noté une régression de -2,9kg pendant les 20ans passés, la quantité ingéré de sel a aussi diminué de 5,04kg à 1,91kg, il est de même pour le vinaigre avec -0,72kg.

Conclusion :

Nous avons traités dans ce chapitre une description et une analyse de la situation alimentaire en fonction des déciles (tranches de dépenses), cette étude nous a permet de dire que la consommation alimentaire de notre échantillon, en générale est proportionnelle aux dépenses, puisque chaque fois que l'on passe d'une tranche de dépense à une autre supérieure, les quantités ingérés augmentent pour l'ensemble des produits alimentaires, surtout pour les produits de luxes et à l'exception des excitants et tisanes les quantités consommées sont presque les même a travers toutes les tranches.

Pour la comparaison des résultats obtenus par notre enquête 2009 de la wilaya de Blida, et celle de 1988 ('O.N.S) pour la région du Centre, nous constatons que la consommation à une tendance a la hausse entre 1988 et 2009 à l'exception de certain groupes de produits comme : les céréales et dérivés, le sucre et produits sucrés et les additifs, qui ont enregistré une diminution, avec aucun changement (ou négligeable) pour les épices et condiments, excitants et tisanes. Donc, nous constatons qu'il y a eu une amélioration de la situation alimentaire au cours des dernières deux décennies (1988-2009).

SOUS CHAPITRE III

**ANALYSE ET INTERPRETATION
DES RESULTATS D'ENQUETE**

2009

**« LA SITUATION
NUTRITIONNELLE »**

I-ANALYSE DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE EN ALGERIE EN FONCTION DES DECILES :

I-1 NIVEAU ENERGETIQUE:

A partir des résultats du tableau de niveaux énergétiques, nous distinguons que l'apport calorique est en augmentation en fonction des tranches de dépenses, ceci s'explique par le fait que l'apport énergétique passe de 2418,23 calories (classe 1) à 2863,06 calories (classe 4) et s'élève à 3799,36 (tranche 10), ce qui montre que l'apport dépasse le double entre les tranches extrêmes. Le taux de couverture est inférieure à 100% sauf pour la première et la deuxième classe avec un taux de 93,01% et 96,49% respectivement, alors que les classes 3, 4 et 5 enregistrent tout juste 102,76 %, 110,12% et 117,57% dans l'ordre, tandis que la dernière tranche la plus aisée (décile 10) dispose d'une adéquation de plus +46,13% par rapport à la norme recommandée.

Les céréales et dérivées occupent une part très importante dans la structure des apports énergétiques et dont leurs parts dans l'apport total sont à la hausse chaque fois que les dépenses augmentent, 1156,19 (décile 1) cette quantité croît jusqu'à 1525,45 (décile 10).

Le second participant est le groupe des corps gras avec des quantités qui varient entre 468,41 et 673,97 calories pour les déciles 1, 10 dans l'ordre, alors que le lait et dérivés viennent en 3ème position.

Il est souhaitable en Algérie d'atteindre un apport calorique d'origine céréalier de 58% du total apport pour assurer un bon équilibre énergétique, cet équilibre n'est pas respecté pour l'ensemble de notre échantillon, avec un pourcentage qui varie entre « 40% et 47,81% »

Il est recommandé que la contribution des calories d'origine protéidique se situe à 11,2%, cette dernière est respectée par toutes les classes, avec un surplus qui varie de « 13,00% et 16,87 ». Les calories lipidiques ont une même tendance avec les calories d'origine protéidique, en balançant dans un intervalle de 12,08% à 19,67%. La norme recommandée des parts des céréales, tubercules, sucres et produits sucrés (C + T + S) se situe à un pourcentage inférieur ou égal à 70 %, cette norme n'est pas respectée par l'ensemble à travers les tranches de dépenses.

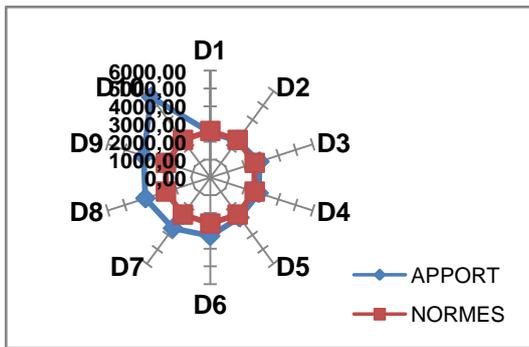
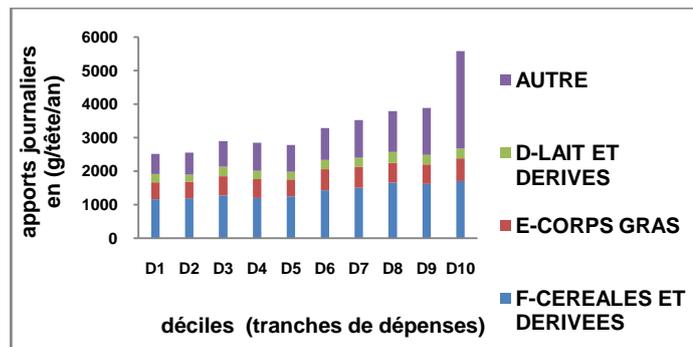


Figure 18 : Diagramme des apports en Calories par rapport à la norme recommandée dans la wilaya de Blida en fonction des déciles



Graphe 16: l'évolution de niveau énergétique en fonction des déciles

I-2 NIVEAU PROTEIQUE:

Il ressort du tableau des niveaux protéique que les apports protéiques sont couverts pour toute la population, c'est ce qui ressort d'analyse le taux de couvertures qui augmentent de 108,13% (59,47g) à 140,70% (77,38g) jusqu'à atteindre 183,03% (100,67g) respectivement pour les classes 1,3 et 10.

Les céréales et dérivés viennent en première position dans l'apport protéique, avec une tendance à la hausse chaque fois que les dépenses sont plus importantes, ceci s'explique par l'importance de ces denrées alimentaires dans le plat des Algériennes.

Le lait et dérivé constitue le deuxième pourvoyeur de l'apport protéique et dont la participation moyenne est de 16.67%, alors que les légumes frais ont un apport relatif en hausse en fonction des tranches de dépenses qui varie entre 6,51et 11,61g Le reste des groupes de produits ont une contribution moindre par rapport à ce qu'en vient de citer.

Pour la part des protéines animales dans le total en protéines croit au fur et à mesure que les dépenses augmentent de 11,10g (classe 1) à 39,88g (tranche 10). Le rapport d'équilibre recommandé adopté dépasse les 22,9 % souhaités, à partir de la troisième classe (26,16%) jusqu'au dernier décile (39,62%), pour les deux autres classes, elles ne sont pas loin de cette norme (décile1 dispose 18,67%, tranche 2 possède 20,29%). En revanche les protéines d'origine végétales ont des parts relatives à tendance inversement proportionnelle aux dépenses en variant de 60,38% à 81,33%.

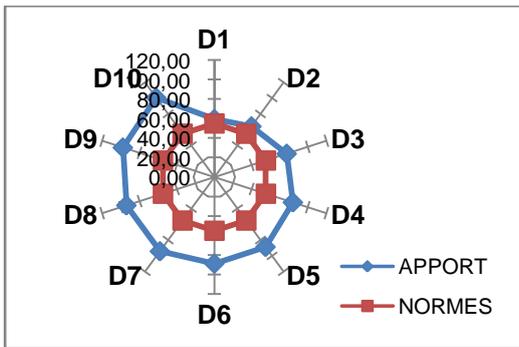
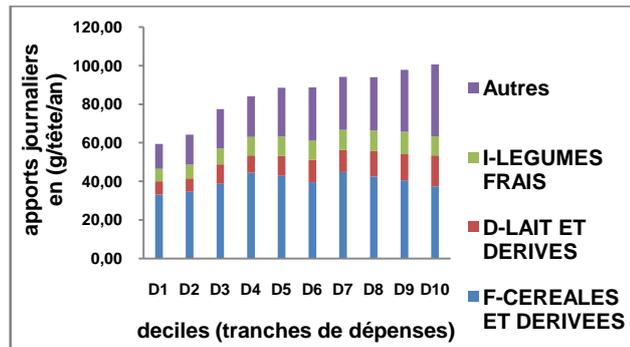


Figure 19: Diagramme des apports en Protéines par rapport à la norme recommandée dans la wilaya de Blida en fonction des déciles



Graphe 17: l'évolution de niveau protéique en fonction des déciles

1-3 APPORT LIPIDIQUE :

L'apport lipidique à une tendance à la hausse en fonction des dépenses, en augmentant de 29,06g (71,56%) à la 1^{er} tranche, à 51,29g (126,34%) jusqu'à 90,93g (223,97%) pour les classes 4 et 10 respectivement pour les deux derniers . D'après les résultats obtenus, nous constatons que 30% de la population enquêté ne satisfaite pas ses besoin en lipides, alors que les 70% restantes dépassent la norme recommandée.

La plus grande portion en lipide dans le total apport tient son origine du groupe des cors gras, notons que les quantités sont à la hausse, chaque fois que les dépenses augmentent de 14.05g (décile1) à 26,86g (décile 4) jusqu'à 53.29g pour la dernière tranche.

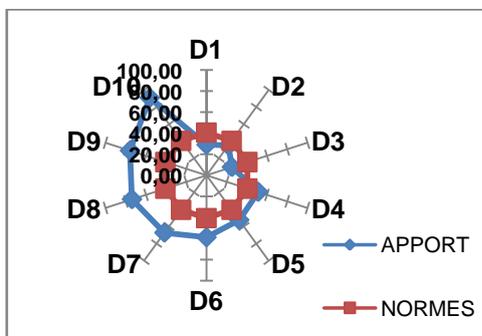
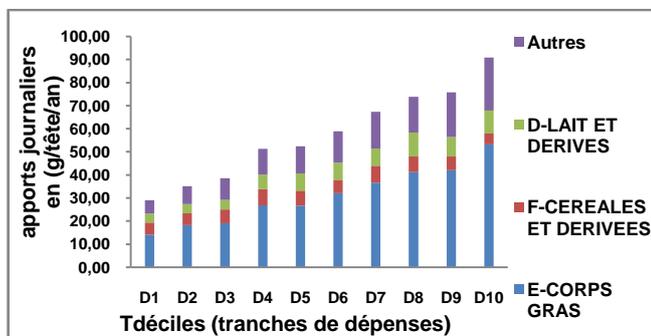


Figure 20 : Diagramme des apports en Lipides par rapport à la norme recommandée dans la wilaya de Blida en fonction des déciles



Graphe 18: l'évolution d'apport lipidique en fonction des déciles

I-4 APPORT MINERAL :

Les besoins en calcium sont largement couverte par toutes les couches, ses besoins sont en accroissement en fonction des tranches de dépenses, de 555 ,96g, 720,69 g à 997,67g pour les classes 1,3 et 10 dans l'ordre; d'où un surplus en ordre +11.19%, +44,14% et +99,53%.

Le premier fournisseur pour les apports minéral est le group de lait et dérivé, avec un taux de couverture de 37,55% (décile 1) jusqu'à 52,10% (décile 10), le second pourvoyeur est le groupe des céréales et dérivés avec un taux variant entre 25.38% et 34,04%.suivie par le group des légumes frais. Les autres groupes alimentaires ont des apports négligeables par rapport à ceux qu'en vient de citer.

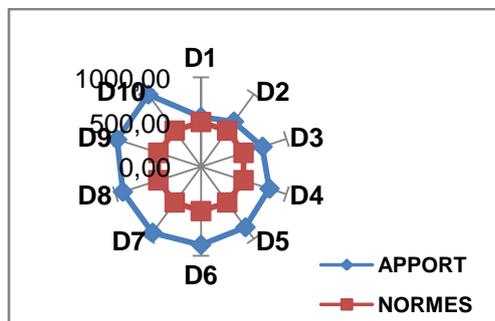
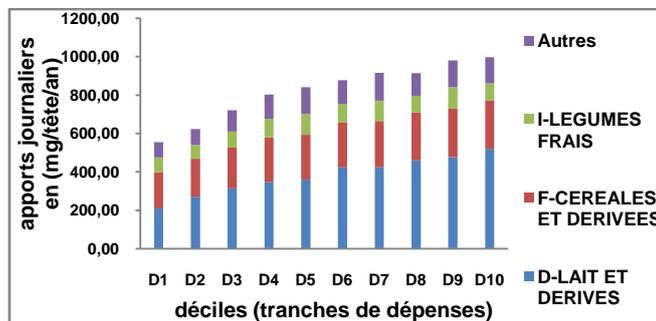


Figure 21 : Diagramme des apports en Calcium par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Grphe 19 L'évolution d'apport minéral en fonction des déciles

La satisfaction besoins en phosphore est généralement satisfaite à travers les déciles à l'exception de 30% de la population enquêtée avec un déficit relatif à la norme recommandée variant de -72,21 % à -91,67% pour des apports en ordre de 722,10mg à 916,74mg respectivement pour les classe 1 et 3, les autres classes ont des apports assez suffisants allant de 1170,89mg (décile 4) à 1430,33mg (décile 10).

Les céréales et dérivées constituent les premiers pourvoyeurs en phosphore avec une participation relative croissante chaque fois que les dépenses sont à la hausse; à l'inverse de leurs apports de près du tiers (292,86 mg) pour le décile le plus pauvre à un peu plus de la moitié (491,67mg) à la 4^{ème} classe, en baissant à 31,69 % (453,27 mg) pour la tranche la plus riche. Le deuxième pourvoyeur en phosphore est le groupe du lait et dérivées dont les portions relatives du total apport oscillent autour de 16,17 % et les légumes frais viennent en troisième position avec des parts relatives variant de 7,52% à 15,36% entre tranches extrêmes.

La bonne assimilation du calcium et du phosphore est conditionnée par le rapport calcium / phosphore (Ca/P); ce dernier est respecté, vue les valeurs à travers les déciles sont au dessus de 0,5 puis qu'un bon rapport doit se situer entre 0,5 et 1,5; Ce qui montre un bon équilibre nutritionnel calcico-phosphorique avec des rapports variant de 0,69 à 0,79 à travers les classes.

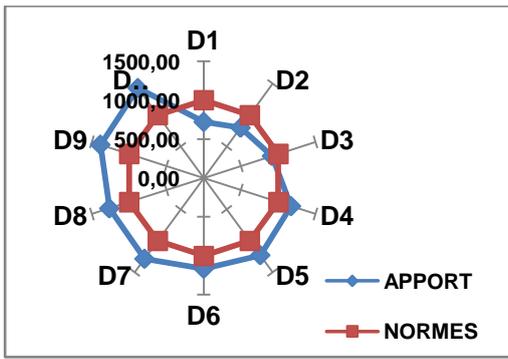
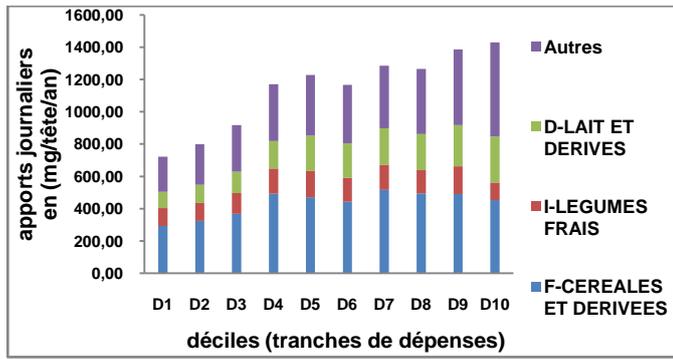


Figure 22 : Diagramme des apports en Phosphore par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Graphe 20: L'évolution d'apport en phosphore en fonction des déciles

La satisfaction du besoin en fer est largement couverte pour 90 % de la population enquêtée à l'exception de premiers déciles le plus pauvre enregistre un déficit relatif à la norme recommandée de moins -6,30 %, alors que les taux de couverture à la même norme pour les autres tranches passent de 101,20 % (décile 2) à plus du double (décile 10), d'où une proportionnalité entre l'apport et les dépenses des ménages allant de 12,14 mg à 18,14mg et arrivant à 24,07 mg respectivement pour les déciles 2, 5 et 10.

Le plus grand apport ferrique trouve sa source dans les céréales et dérivées avec 56,99 % (décile 1) baissant à 41,95 % (décile 5) jusqu'à enregistrer 24,10 % (décile 10), ce qui montre que la contribution relative des céréales est inversement proportionnelle en fonction des dépenses; les légumes frais participent en portion relative du total apport moyenne autour de 23,08%, suivi par les légumes secs; avec des prorata oscillant entre 12,35 % et 13,42 %, le reste des groupes alimentaires ont des contributions moindres que les groupes qu'en vient de citer.

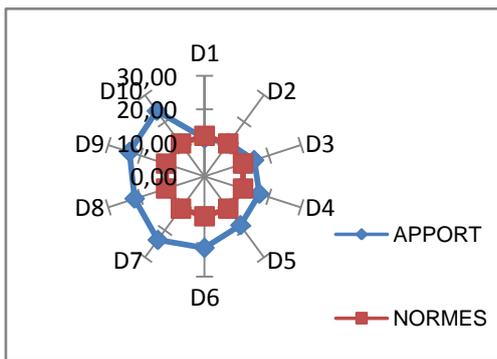
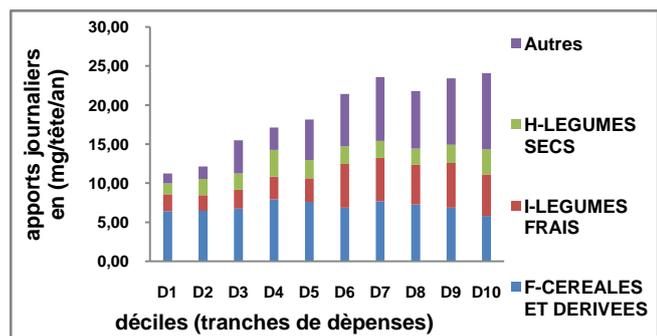


Figure 23 : Diagramme des apports en Fer par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Graphe 21: L'évolution d'apport en fer en fonction des déciles

I-5 APPORT VITAMINIQUE :

La satisfaction du besoin en rétinol n'est réalisée que par 40% de la population enquêtée, les autres déciles dépassent la norme recommandée et ayant des apports qui varient entre 117,97% (décile5), 123,47 % (décile7) jusqu'à 138,45% (tranche 10).

Les taux d'adéquation à la norme proposée montrent un déficit de -76,16% (365,17µg) pour la classe 1 à -51,1% (577,17µg) pour la quatrième tranche. Les légumes frais contribuent à la majeure partie des apports en vitamines A, avec une participation relative variant de 43,58% à 63,88%, suivis par les œufs (de 7,42% à 18,36%), puis les fruits.

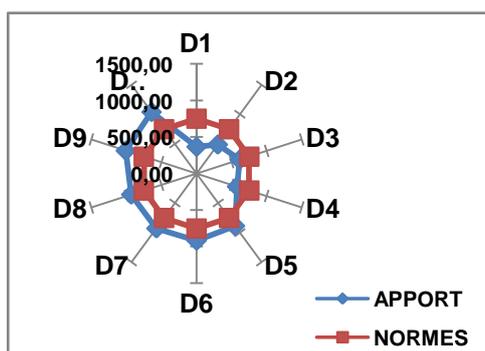
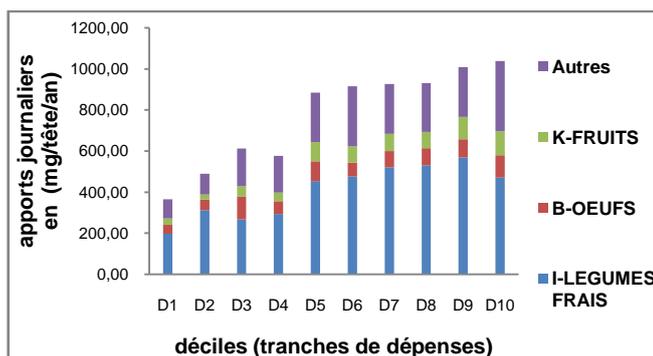


Figure 24: Diagramme des apports en Vitamine A « Retinol » par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Grphe 22: l'évolution d'apport en RETINOL en fonction des déciles

Les consommateurs des plats riches en céréales en particulier le blé dur, ne souffrent guère du manque de la vitamine B1 et ceci est vérifié à travers les données de cette enquête, car tous les déciles couvrent leurs besoins en thiamine (Vit B1) et même plus, avec des taux de couverture à la norme recommandée allant de 130,32% à 181,28% entre tranches extrêmes pour des apports de 1,36 mg à 1,89 mg pour les mêmes classes.

Les céréales s'accaparent de la plus grande part dans l'apport en vitamine B1 avec une contribution inversement proportionnelle aux dépenses variant d'un peu plus de 1/2 (décile 1) à un peu au-dessous des 1/3 pour le décile le plus riche, suivi par les légumes frais et le lait et dérivés, la portion relative dans l'apport total pour les premiers ne dépasse pas les 15,42%, alors que les secondes contribuent à moins de 11,58%. L'apport en thiamine pour 1000 calories est supérieur au rapport d'équilibre (0,4), et varie de 0,47 à 0,63 µg /tête/an, cela est dû à l'apport Excessif de vitamine B1, en particulier celle d'origine céréalière.

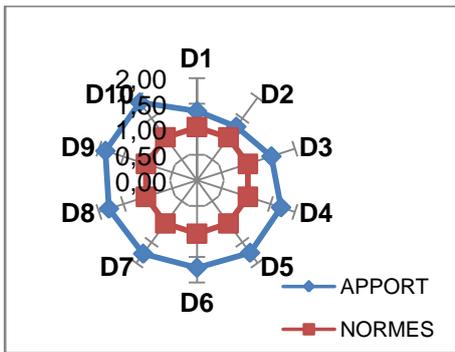
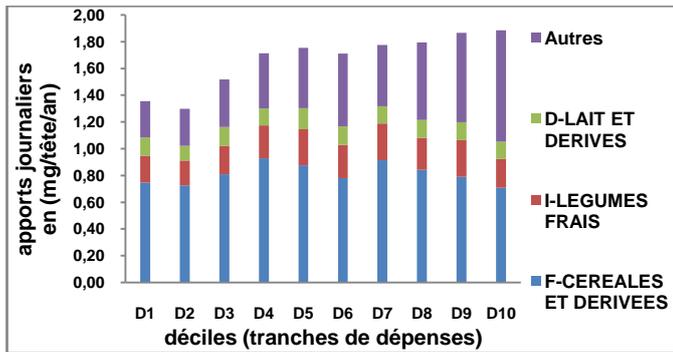


Figure 25 : Diagramme des apports en THIAMINE par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Graphe 23: L'évolution d'apport en THIAMINE en fonction des déciles

La satisfaction du besoin en riboflavine (B2) n'est réalisée que par 20% de la population enquêtée, les autres déciles dépassent la norme recommandée et ayant des apports qui varient entre 109,90% (décile 3), 123,77% (décile 6) jusqu'à 144,55% (classe 10).

Les deux tranches les plus pauvres de cette population enregistrent des adéquations à la norme recommandée comme suit: -11,27% pour la 1^{ère} tranche, -5,34% pour la 2^{ème} classe.

L'apport en vitamine B2 pour 1000 calories à travers les classes de dépenses oscille dans un intervalle de 0,47 à 0,61 d'où une partie des rationnaires dont ce rapport se situe en dessous ou dessus de ce qui est recommandé (0,56). Les céréales et dérivés ainsi que le lait et dérivés constituent les principaux pourvoyeurs en vitamine B2, chaque fois que l'on se dirige vers les tranches supérieures, les parts relatives augmentent, en variant de 34,39 % à 27,15 % pour le premier groupe alimentaire, alors que le second en prorata suivent la même tendance que le groupe déjà cité toute en descendant de 33,53 % (décile 1) à 29,28% (décile 10), suivis par les viandes et légumes frais, dont la contribution est proportionnelle aux tranches de dépenses de 12,48 à 13,53 % pour les premiers et de 9,93 à 13,27 % pour les secondes.

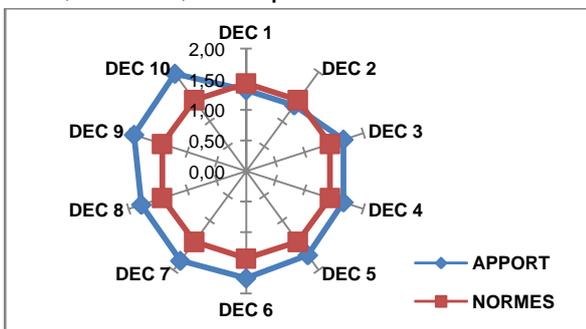
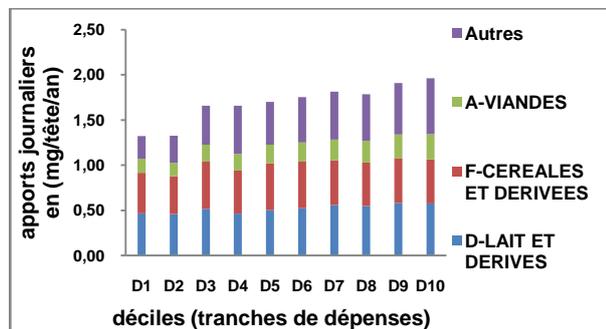


Figure 26 : Diagramme des apports en Riboflavine par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Graphe 24: l'évolution d'apport en Riboflavine en fonction des déciles

La norme recommandée de vitamine B3 en Algérie est de 17.16, cette norme est largement couverte par tous les déciles de dépenses avec un taux moyen de couverture de 152,28% (ce taux varié de 198,75% pour la dixième classe à 115,16% pour la première tranche).

La vitamine B3 trouve son origine essentiellement dans les céréales et dérivés avec une tendance à la hausse en fonction des tranches de dépense, Avec des apports évoluant proportionnellement dépenses de 7,63g (décile 1), 10,78g (décile5) en augmentant 14,48g pour la dernière couche.

Le lait et dérivés viennent en 2ème position comme apporteur de niacine avec des portions relative de l'apport total oscillent entre 23,36% et 25,30%. Tandis que celle des viandes varie de 11,31% et 13,03%, le reste des groupes alimentaires ont des contributions moindres.

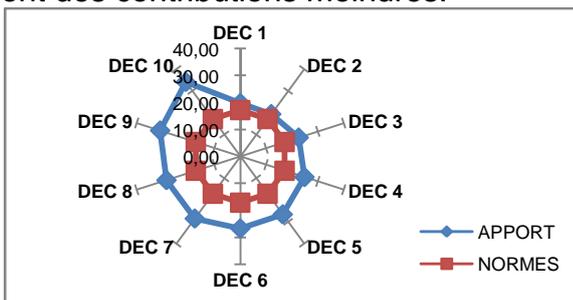
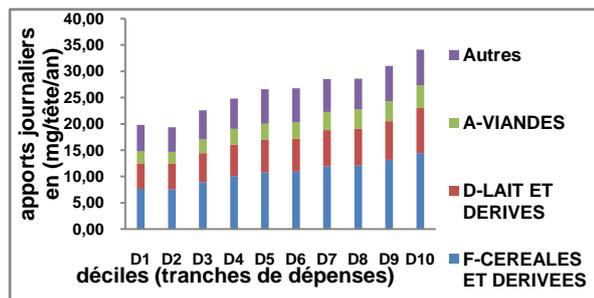


Figure 27 : Diagramme des apports en Niacine par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



GRAPHE 25: l'évolution d'apport en NIACINE en fonction des déciles

L'acide ascorbique (vitamine C) est présent dans tous les plats des rationnaires et en quantités largement suffisantes, vu que les taux de couvertures à la norme recommandée sont dans la totalité au-dessus des 100 % (norme recommandée) ce taux varie de 384,49% à 566,57%, L'apport en vitamine c est en croissance en fonction des tranches de dépenses.

Les légumes frais ont une grande participation à l'apport en vitamine C, en occupant près de 45,11% du total apport, les seconds fournisseurs sont les tubercules (en particulier la pomme de terre) qui occupent une part autour d' 1/5, alors que les boissons viennent en troisième position.

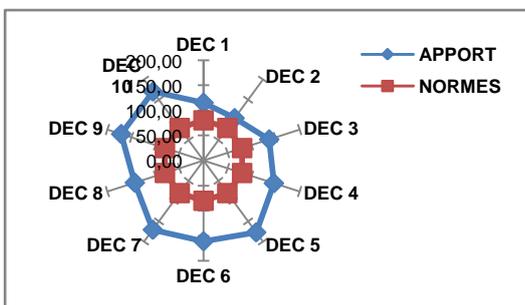
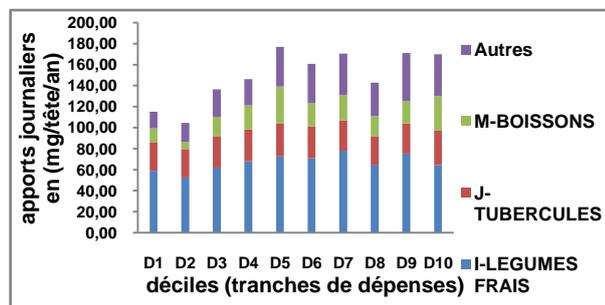


Figure 28 : Diagramme des apports en Vitamine C par rapport à la norme recommandée en fonction des déciles



Graphe 26: L'évolution d'apport en VITAMINE C en fonction des déciles

SOUS CHAPITRE IV :

ETUDE COMPARATIVE DE LA SITUATION NUTRITIONNELLE LA REGION DE CENTRE (ENQUETE O.N.S 1988) ET LA WILAYA DE BLIDA (NOTRE ENQUETE 2009)

Introduction :

Ce chapitre a porté sur une analyse comparative entre la situation nutritionnelle en moyenne de la population algérienne de la région de centre d'après les résultats de l'enquête de l'O.N.S (1988) comme année de base ou de référence, avec la moyenne des apports nutritionnelles de notre enquête 2009, et essayer d'apprécier l'impact des changements socio-économiques des deux décennies (1988 à 2009), sur la réalité de prise alimentaire actuelle, pour cela nous avons dressé des tableaux par groupes alimentaires, et les données de chaque enquête avec une évolution indiciaire (base 100 = année 1988).

I.1. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calories entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 69. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calories entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	2801.59	3130,20	111,73
NORMES RECOMMANDEES	2600.00	2600,00	100,00
TAUX DE COUVERTURE	107.75	120,39	111,73
A-VIANDES	98.55	154,44	156,71
B-ŒUFS	17.41	22,38	128,55
C-POISSONS	8.52	36,71	430,85
D-LAIT ET DERIVES	172.34	251,73	146,06
E-CORPS GRAS	477.37	566,62	118,70
F-CEREALES ET DERIVEES	1474.00	1383,58	93,87
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	196.90	184,97	93,94
H-LEGUMES SECS	87.34	87,97	100,72
I-LEGUMES FRAIS	72.21	105,18	145,66
J-TUBERCULES	110.49	150,98	136,64
K-FRUITES	50.86	91,61	180,13
L-AUTRES	6.25	14,91	238,51
M-BOISSONS	31.12	77,31	248,42

L'apport calorique a connu une progression entre 1988 et 2009 avec une adéquation de +11,73%, cette augmentation passe de 2801.59g en 1988 à 3130,20 en 2009 et touche tout les groups des produits alimentaires surtout pour les poissons ont noté une évolution spectaculaire en 2009 qui dépasse 4 fois de ce qui a été déposé en 1988, même évolution a été marqué pour les boissons avec une adéquation de + 148,42% dans la même période

Par contre pour les légumes secs, ils ont gardé les mêmes apports (87.34g en 2008 et 87,97g e 2009), les céréales et dérivés ont diminués de 1474.00g à 1383,58g (soit -16,03%) entre 1988 et 2009.

I.2. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en protéines entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 70. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en protéines entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	78,82	84,91	107,72
NORMES RECOMMANDEES	55,00	55,00	100,00
TAUX DE COUVERTURE	143,30	154,37	107,73
A-VIANDES	7,26	6,50	89,53
B-ŒUFS	1,38	1,52	109,93
C-POISSONS	0,83	5,05	608,99
D-LAIT ET DERIVES	9,48	10,91	115,08
E-CORPS GRAS	0,05	0,04	71,05
F-CEREALES ET DERIVEES	47,85	39,87	83,31
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,20	0,43	212,80
H-LEGUMES SECS	4,28	6,59	154,04
I-LEGUMES FRAIS	3,65	9,39	257,38
J-TUBERCULES	2,35	2,36	100,55
K-FRUITES	0,75	1,04	139,21
M-BOISSONS	0,55	0,34	61,65

A partir des résultats ci-dessus nous distinguons un accroissement de +6,09g (+7,72%), pour l'apport protéique en deux décennies, les poissons et les légumes frais suivent le même changement, mais avec une adéquation étonnant de +508,99% pour le premier groupe et de + 157,38% pour le deuxième groupe, alors que le groupe des céréales et dérivé accompagnent le sens inverse de changement d'apports en protéines, en enregistrant une réduction de -7,98g en 2009 par rapport de ce qui est marqué en 1988.

I.3 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en lipides entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 71. Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en lipides entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988(%)
TOTAL (T)	80,59	57,35	71,16
NORMES RECOMMANDEES	40,60	40,60	100,00
TAUX DE COUVERTURE	198,50	141,25	71,16
A-VIANDES	7,95	7,61	95,70
B-ŒUFS	1,23	1,45	117,53
C-POISSONS	0,43	0,41	94,28
D-LAIT ET DERIVES	8,58	6,92	80,66
E-CORPS GRAS	52,93	31,03	58,62
F-CEREALES ET DERIVEES	6,68	6,06	90,73
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,59	0,77	130,19
H-LEGUMES SECS	0,46	0,50	108,28
I-LEGUMES FRAIS	0,50	0,72	143,83
J-TUBERCULES	0,14	0,14	99,68
K-FRUITES	0,76	1,14	150,30
L-AUTRES	0,11	0,47	423,34
M-BOISSONS	0,23	0,10	43,68

L'évolution d'apport journalière en lipides entre 1988 et 2009 a montré une diminution remarquable de 80.59g à 57,35g, soit une adéquation de -28,84%, la même tendance est faite pour le groupes des corps gras comme étant le groupe responsable de cette nette régression avec – 21,9g (-41,38%) dans la même période, il est de même pour le lait et dérivés avec une régression de 1,66g, soit un taux de 80,66%, en contre partie les légumes frais et les fruits ont augmenté en parts relatives de 0.5g à 0,72g et de 0,76 à 1,14g dans l'ordre.

I.4 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calcium entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau72 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calcium entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	644,88	823,03	127,63
NORMES RECOMMANDEES	500,00	500,00	100,00
TAUX DE COUVERTURE	128,98	164,61	127,62
IND. D'EVOL./NATIONAL	114,76		,????
A-VIANDES	5,43	5,39	99,26
B-ŒUFS	6,52	8,50	130,37
C-POISSONS	2,21	1,47	66,34
D-LAIT ET DERIVES	350,22	380,70	108,70
E-CORPS GRAS	2,06	0,77	37,43
F-CEREALES ET DERIVEES	128,81	229,61	178,25
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	7,01	12,67	180,68
H-LEGUMES SECS	25,78	28,83	111,82
I-LEGUMES FRAIS	63,11	92,16	146,03
J-TUBERCULES	17,99	18,24	101,41
K-FRUITES	24,87	26,00	104,55
L-AUTRES	5,28	10,57	200,20
M-BOISSONS	5,59	6,53	116,81

Pour ce qui concerne les apports en calcium nous remarquons un net accroissement entre 1988 et 2009 avec une adéquation de +27,63%, même évolution a été marqué pour le sucre et produits sucrés avec un taux de 180,68%, suivie par les céréales et dérivés avec un grandissement de 178,25% (+100,80g), puis les légumes frais avec un allongement de 146,03% (+29,05g) et les œufs de 130,37% et le lait frais avec 108,70% (+30,48g) et finalement les légumes secs (111,82%), fruits (104,55%).

Le groupe des corps gras et les poissons ont enregistré un distinctif décroissement avec une adéquation négative de - 62,57% et -33,66% dans l'ordre pendant les deux décennies.

I.5 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en phosphore entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 73 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en phosphore entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	1305,83	1136,92	87,07
NORMES RECOMMANDEES	1000,00	1000,00	100,00
TAUX DE COUVERTURE	130,58	113,69	87,07
A-VIANDES	81,49	112,91	138,55
B-ŒUFS	23,72	13,21	55,67
C-POISSONS	4,25	6,57	154,57
D-LAIT ET DERIVES	245,55	194,30	79,13
E-CORPS GRAS	1,36	1,09	79,84
F-CEREALES ET DERIVEES	672,57	434,36	64,58
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	7,61	18,20	239,11
H-LEGUMES SECS	60,47	83,19	137,57
I-LEGUMES FRAIS	105,34	139,60	132,52
J-TUBERCULES	70,36	75,81	107,74
K-FRUIITS	18,27	21,46	117,45
L-AUTRES	5,18	20,58	397,34
M-BOISSONS	9,66	13,32	137,90

L'apport en phosphore enregistre une réduction relative en deux décennies qui passe de 1305,83 mg (1988) à 1136,92mg (2009) soit une adéquation négative de -12,93%), les céréales et dérivée aussi montrent une diminution de 2/ 3 (une adéquation de -35,42%), par contre les viandes ont marqué un accroissement entre les deux périodes en évoluant de 81,49mg à 112,91mg, soit un taux d'accroissement de 183,55 %.

I.6 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en fer entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 74 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en fer entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	17,92	18,84	105,14
NORMES RECOMMANDEES	12,00	12,00	100,00
TAUX DE COUVERTURE	149,34	157,00	105,13
IND. D'EVOL./NATIONAL	117,28		0,00
A-VIANDES	1,02	0,78	76,20
B-ŒUFS	0,34	0,45	131,15
C-POISSONS	0,05	0,12	236,94
D-LAIT ET DERIVES	1,30	1,43	110,14
E-CORPS GRAS	0,04	0,01	26,65
F-CEREALES ET DERIVEES	6,55	6,96	106,33
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,09	0,21	236,23
H-LEGUMES SECS	1,75	2,34	133,73
I-LEGUMES FRAIS	4,35	3,98	91,55
J-TUBERCULES	1,52	1,06	69,45
K-FRUIITS	0,46	0,70	152,79
L-AUTRES	0,25	0,61	243,47
M-BOISSONS	0,21	0,15	73,73

L'évolution des apports ferriques reste relativement stable avec un léger changement de 0,92mg, soit une adéquation de 5,14% entre 1988 et 2009. Les poissons enregistrent une nette adéquation de+ 136,94%, il est de même pour les fruits à +152,79% en deux décennies, pour les viandes les quantités passent de 1,02mg à 0,78mg avec une baisse de0, 24mg.

I.7 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine A- Rétinol entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau75 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine A- Rétinol entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	646,72	774,93	119,82
NORMES RECOMMANDEES	750,00	750,00	100,00
TAUX DE COUVERTURE	86,23	103,32	119,82
IND. D'EVOL./NATIONAL	104,48		,????
A-VIANDES	56,44	65,79	116,56
B-ŒUFS	56,41	79,51	140,95
C-POISSONS	1,13	4,27	377,44
D-LAIT ET DERIVES	70,11	25,68	36,63
E-CORPS GRAS	28,08	22,15	78,87
F-CEREALES ET DERIVEES	2,26	0,24	10,65
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,02	0,10	480,99
I-LEGUMES FRAIS	381,97	409,22	107,13
J-TUBERCULES	0,00	0,01	0,00
K-FRUIITS	33,86	70,63	208,60
L-AUTRES	14,23	47,66	334,95
M-BOISSONS	0,45	45,20	10045,28

L'apport journalier en vitamine A « Rétinol » a augmenté de +128,21g avec une adéquation positive de + 19,82% entre 1988 et 2009.

Les boissons constituent le principal pourvoyeur en vitamine A, qu'il enregistre une progression étonnante entre les deux dates en passant de 0,45mg (1988) à 45, 20 mg (2009) (100 fois). L'apport en rétinol à partir des sucres et produits sucrés a montré un accroissement de 5 fois en vingt ans, avec des quantités de 0,02mg pour l'année 1988 à 0, 10 mg en 2009, la même tendance est notée pour les poissons et les fruits avec +277,44 % et 380,99% en ordre, par contre nous remarquons une nette baisse de l'apport à partir des céréales et dérivées qui passe de 2,26mg (1988) à 0,24 mg (2009) soit une adéquation négative de -89,35%.

I.8 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B1-thiamine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau76 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B1 thiamine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	1,79	1,67	93,16
NORMES RECOMMANDEES	1.04	1,04	0,00
TAUX DE COUVERTURE	172,49	160,34	92,96
A-VIANDES	0,06	0,09	146,79
B-ŒUFS	0,01	0,01	139,35
C-POISSONS	0,01	0,01	149,30
D-LAIT ET DERIVES	0,10	0,13	133,37
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00
F-CEREALES ET DERIVEES	1,22	0,81	66,60
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,02	0,02	83,77
H-LEGUMES SECS	0,08	0,14	174,36
I-LEGUMES FRAIS	0,16	0,24	147,68
J-TUBERCULES	0,10	0,11	114,33
K-FRUITES	0,04	0,06	139,56
L-AUTRES	0,00	0,01	0,00
M-BOISSONS	0,00	0,03	0,00

L'apport en thiamine enregistre une légère diminution entre 1988 et 2009, qui passe de 1,79mg (1988) à 1,67mg (2009). Les céréales et dérivées ont marqué une régression entre les deux enquêtes, soit une diminution de 0.41mg (une adéquation négative de -66,60%). En contre partie les légumes secs ont montré un accroissement entre les deux périodes qui passent de 0,08 mg à 0,11 mg, soit une adéquation positive de +45%.

I.9 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B2 – Riboflavine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 77 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B2 – Riboflavine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	1,20	1,69	140,75
NORMES RECOMMANDEES	1,43	1,43	100,00
TAUX DE COUVERTURE	83,58	118,11	141,32
A-VIANDES	0,17	0,21	123,93
B-CŒUFS	0,03	0,04	148,49
C-POISSONS	0,00	0,01	0,00
D-LAIT ET DERIVES	0,39	0,52	133,26
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00
F-CEREALES ET DERIVEES	0,33	0,49	147,44
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,02	0,01	54,97
H-LEGUMES SECS	0,03	0,05	153,48
I-LEGUMES FRAIS	0,13	0,20	155,51
J-TUBERCULES	0,04	0,04	111,45
K-FRUITES	0,04	0,06	154,72
L-AUTRES	0,01	0,02	232,66
M-BOISSONS	0,00	0,02	0,00

L'apport en riboflavine a montré une légère augmentation qui passe de 1,20mg à 1,69mg entre 1988 et 2009.

Nous remarquons que la variation de l'apport nutritionnelle à partir des viandes entre 1988 et 2009 a montré une augmentation relative de 123,93 % pour des quantités qui passent de 0,17mg à 0,21 mg en ordre. La même remarque est faite pour les trois groupes alimentaires lait et dérivé, les céréales et les légumes frais avec des quantités de 0,39mg à 0.52mg (soit 33,26%) pour le 1^{er} produit alimentaire, alors que le 2^{ème} groupe alimentaire ; les apports passent de 0,33mg à 0.49 mg (46,44%), et enfin pour le dernier nous voyons de évolution de 0.13mg à 0.20mg (55,51%) respectivement pour les deux périodes (1988 et 2009),

I.10 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine pp – Niacine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau78 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine pp – Niacine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	21,28	26,21	123,19
NORMES RECOMMANDEES	17,16	17,16	100,00
TAUX DE COUVERTURE	124,02	152,77	123,18
A-VIANDES	2,99	3,15	105,44
B-ŒUFS	0,01	0,01	139,35
C-POISSONS	0,17	0,19	112,23
D-LAIT ET DERIVES	3,89	6,36	163,42
E-CORPS GRAS	0,02	0,00	17,76
F-CEREALES ET DERIVEES	9,55	10,76	112,62
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,03	0,04	117,12
H-LEGUMES SECS	0,41	0,46	112,13
I-LEGUMES FRAIS	1,47	1,91	129,85
J-TUBERCULES	1,79	1,81	101,39
K-FRUITES	0,39	0,72	185,80
L-AUTRES	0,07	0,58	823,41
M-BOISSONS	0,49	0,20	39,96

L'apport en Niacine a enregistré une croissance entre les deux enquêtes, soit un taux de croissance de 123.19% (de 21,28mg à 26,21mg). Les céréales enregistrent une légère progression en vingt ans, soit un taux de 112.62 %, par contre le lait et dérivés a montré une croissance qui dépasse le double (soit 2,47 fois) en cette période.

I.11 Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en Vitamine C entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

Tableau 79 : Evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en Vitamine C entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988) :

	1988	2009	2009/1988 (%)
TOTAL (T)	113,06	149,52	132,25
NORMES RECOMMANDEES	30,00	80,00	266,67
TAUX DE COUVERTURE	376,86	498,39	132,25
A-VIANDES	0,62	0,36	57,45
B-ŒUFS	0,00	0,00	0,00
C-POISSONS	0,43	0,71	164,87
D-LAIT ET DERIVES	2,27	3,40	149,99
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00
F-CEREALES ET DERIVEES	0,02	0,03	126,12
G-SUCRES & PRODUITS SUCRES	0,06	0,08	135,94
H-LEGUMES SECS	0,13	0,10	78,83
I-LEGUMES FRAIS	58,72	66,74	113,66
J-TUBERCULES	29,00	29,36	101,25
K-FRUITES	19,40	23,66	121,93
L-AUTRES	2,17	3,44	158,58
M-BOISSONS	0,23	21,60	9390,15

L'apport en vitamine C enregistre une augmentation qui passe de 113,06mg (1988) à 149,52mg pour l'année 2009, ceci se traduit par une adéquation positive de +32,25%.

Les boissons enregistrent une nette progression entre 1988 et 2009, soit une évolution de 9290,15% (soit 92 fois) avec des quantités qui passent de 0.23 mg à 21,60 mg, cette augmentation s'exprime par le reflet du secteur industriel de cette denrée qui s'est développé pendant cette période. Pour les tubercules, ils ont gardé presque un apport identique en cette période.

Conclusion :

Nous avons traités dans ce chapitre une représentation et une analyse de la situation nutritionnelle en fonction des déciles (tranches de dépenses), cette étude nous a permis de dire que les apports nutritionnelles de notre échantillon, en générale est proportionnelle aux dépenses, puisque chaque fois que l'on se dirige vers les tranches supérieures, les apports ingérés augmentent pour l'ensemble ; des niveaux énergétiques, protéiques, apport lipidique, minéral et même pour l'apport vitaminique.

Pour la comparaison des résultats obtenus par notre enquête 2009 de la wilaya de Blida, et celle de 1988 (O.N.S) pour la région du Centre, nous constatons que les apports journaliers nutritionnelles ont une tendance à la hausse entre 1988 et 2009 surtout pour les contributions vitaminiques (vitamine B2 – Riboflavine et la Vitamine C), par contre les parts de la vitamine-B1 « thiamine », les lipides et le phosphore ont subi une réduction. Donc, nous enregistrons qu'il y a eu une amélioration de la situation nutritionnelle au cours des dernières deux décennies (1988-2009).

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE :

La dynamique de phénomène de consommation alimentaire a beaucoup changé ces dernières années, ces modifications sont dues essentiellement aux changements socio-économiques du pays.

La situation alimentaire relève par notre enquête concerne 162 produits alimentaires, pour 200 ménages de la wilaya de Blida, pendant une année (une semaine pour chaque saison).

La combinaison des facteurs, tels que la situation économique (revenus, prix, pouvoir d'achat,...), sociale (habitudes, tradition, coutumes...), et naturelle (pluviométrie, les sols,...) façonnent les modèles de consommation au niveau national, régional et à l'intérieur même des régions ; mais nous considérons dans notre cas que le facteur économique (revenus et dépenses) est le plus influent. A travers notre analyse de la situation alimentaire de la wilaya de Blida, il faut préciser que l'objectif est l'observation directe du comportement économique, sociologique et culturelle à travers l'enquête 2009. A partir des résultats obtenus par cette enquête, nous avons trouvé, que les quantités consommées sont à la hausse chaque fois que les dépenses augmentent.

La R.A.T.S de viandes est satisfaite pour 60% de notre échantillon, avec une préférence de consommation des viandes bovines que les viandes ovines à travers toutes les tranches de dépense. Les six premières tranches consomment plus de viandes blanches que les viandes rouges, ceci est sous l'influence directe du pouvoir d'achat (les viandes blanches sont moins chère que les viandes rouges).

La consommation des œufs est satisfaite pour toutes les tranches que ça soit riche ou pauvres.

Les quantités consommées de poissons sont satisfaites pour 80% de notre échantillon, ce n'est que les deux couches les plus défavorisées qui ne sont pas couverts par ce produit alimentaire.

La satisfaction en légumes secs est réalisée pour l'ensemble de l'échantillon à travers toutes les classes, avec une dominance des lentilles et haricots secs par rapport aux petit pois.

La consommation de lait et dérivés est satisfaite pour l'ensemble de notre échantillon, le lait frais occupe la première place dans le totale lait et dérivés, le lait en poudre est non consommé pour la tranche la plus défavorisé (décile 1), cela est dû à la l'augmentation des prix de ce produit (cherté). Les fromages, le yaourt et autres (crème fraîche, petit suisse...) sont plus consommées en général en particulier pour les déciles moyens et riches.

La R.A.T.S des céréales et dérivés n'est satisfait que pour 20% de notre population soit les deux déciles les plus aisées, le produit le plus consommé dans le groupe des céréales est le pain, la consommation de semoule augmenté avec l'augmentation des dépenses.

Les quantités consommées en sucre et produits sucrés n'atteignent la R.A.T.S que pour 10% seulement pour notre échantillon (la classe 10), les produits sucrés sont à la hausse chaque fois que les dépenses augmentent, puisque les tranches aisées se permettent d'acquérir de plus en plus de confiseries, chocolats, crème glacées...

Les corps gras sont en quantités suffisantes, qui dépassent la R.A.T.S (13kg) pour l'ensemble de notre population, avec une nette dominance des huiles, ceci s'explique par les nouvelles habitudes (mutation) alimentaire.

La consommation des fruits est en dessous de la R.A.T.S pour 40% de cette population (classes défavorisés), ceci est dû à leur prix excessifs qui fait baisser la consommation, le melon et la pastèque sont les plus consommés, suivis par le raisin puis les agrumes et les dattes.

Le total de quantités consommées de tubercules est représenté par la pomme de terre en particulier par les 4 premières classes, elle constitue un aliment essentiel dans la ration de notre échantillon, surtout pour la préparation des plats faciles tels que les fritures considéré comme le plat préféré surtout pour les jeunes.

Les besoins alimentaires en légumes frais sont couverts pour toutes les classes sauf pour la tranche la plus défavorisés (décile 1), l'oignon, tomates et la carotte représentent les aliments les plus dominants, plus les dépenses augmentent, plus la part de tomates et la carotte augmentent, celle de l'oignon a relativement une part presque similaire pour toutes les catégories de dépenses.

Les excitants et tisanes, dont la consommation est dominée par le café pour toutes les classes. Les boissons sont trop demandées par cette population, les boissons gazeuses (les limonades) sont les plus consommées.

L'utilisation des épices et condiments est dominée par le poivron noir, les quantités consommées sont à la hausse par rapport aux dépenses, et cela a une liaison directe avec la consommation des autres produits alimentaires. Le sel est l'aliment additif le plus présent dans la préparation des plats de cette population.

Pour l'analyse comparative de la consommation alimentaire entre 1988 et 2009, nous remarquons qu'il y a des disparités alimentaires en cette période à l'exception des « excitants et tisanes » avec une substitution de café par le thé, et « épices et condiments », pour les autres produits, ont montrés les remarque suivants :

- Une nette progression pour la plus part de ces produits alimentaires tel que :
 - Les viandes, essentiellement les viandes rouges (la consommation de viande bovine augmente, avec une diminution des viandes ovines),
 - Les œufs et les poissons,
 - Le lait et dérivés avec une augmentation spectaculaire de quelques produits telle que les fromages, yaourts...,
 - Les corps gras, surtout pour les quantités de l'huile d'olive,
 - Les fruits, avec une diminution remarquable pour quelques aliments de ce groupe, surtout pour les oranges et la pastèque,
 - Les tubercules,

- Les légumes frais ont une même variation que les fruits pour quelques produits comme ; la tomate, poivron et la courgette,
- Une augmentation extraordinaire des jus de fruits.
- Pour les autres produits alimentaires, nous enregistrons une nette régression comme :
 - Les céréales et dérivés, avec une diminution spectaculaire pour la semoule, ceci s'explique par les changements des habitudes alimentaires, et le style de vie de la population en particulier pour les ménages ayant des femmes qui travaillent hors foyer, celle-ci n'ont plus le temps pour utiliser la semoule et préparer des plats traditionnelles préparés à base de semoule (Imarak et matloue...),
 - Le sucre et produits sucrés,
 - Les additives.

L'état nutritionnel (qualitatif) en Algérie est caractérisé par:

- Un taux de satisfaction des besoins proportionnelle aux dépenses.

- Une ration satisfaisante (norme recommandée) au point de vu énergétique, pour 80% de la population. L'apport dépasse le double entre les tranches extrêmes. Les caractéristiques nutritionnelles des calories varient d'une classe à l'autre, la part des calories protidiques est respectée par toutes les classes, pour la part des calories céréalieres et C+T+S (céréales, tubercules et sucres) est en dessous des rapports souhaitables, notons aussi que l'apport énergétique est celui provenant de C+T+S est en portion non convenable pour l'ensemble des tranches. Nous remarquons que toutes les tranches ont un apport en calories lipidique au-dessous de la valeur recommandée; ceci montre que certaines catégories de la population Algérienne souffrent d'une malnutrition causée par un apport déséquilibré de différentes origines.

- Il semble que le besoin protéique est satisfait pour tous la population enquêtée, en raison de l'apport élevé en protéines céréalieres. Les taux de satisfaction par rapport à la norme recommandée sont proportionnels aux dépenses. L'équilibre nutritionnel en protéine est respecté pour toutes les classes.

- L'apport lipidique est en croissance en fonction des tranches de dépenses, passant du simple à plus du triple entre tranches extrêmes; la couverture de l'apport recommandée est réalisée pour 70% de la population à l'exception des 3 déciles les plus pauvres.

- Les besoins en éléments minéraux sont en général satisfait quelques soit la tranche de dépenses à laquelle appartient le rationnaire (en Ca, P, Fe), sauf pour les 30% de la population considérée comme la plus diminuée, dans le cas du phosphore et 10% dans le cas du fer; le rapport Ca/P est satisfait pour la totalité des classes, montrant l'équilibre calciquo-phosphorique, d'où une bon utilisation de ces apports.

- La satisfaction des besoins vitaminiques varie d'une vitamine à une autre et d'une classe de dépenses à l'autre. La vitamine A semble être en quantité insuffisante dans les plats des rationnaires de 40% de la population; avec une contribution assez élevée de la part des légumes frais.

-La vitamine B1 est partout en quantité largement suffisante vue la spécifié du modèle alimentaire algérien basé sur les céréales; ce qui caractérise le rapport d'équilibre élevé de l'apport de la vitamine B1 pour 1000 calories a travers les tranches de dépenses. La riboflavine (vitamine B2) manque en apport pour 20% de notre échantillon d'où une satisfaction pour 80% des ménages; Son rapport d'équilibre (vit B1 pour 1000 calories) est en dessus de la norme recommandée pour les 10 classes. L'apport en niacine (vit pp) est en même tendance avec la vitamine B1.

L'acide ascorbique (vitamine C) est présent dans tous les plats des rationnaires et en quantités largement suffisantes

Il ressort de ce qui a précédé, que la situation alimentaire et nutritionnelle de notre échantillon diffère d'une classe à une autre. Certains groupes produits dont le niveau de consommation n'est guère convenable pour la majeure partie des tranches par rapport aux valeurs souhaitables, en particulier les fruits, céréales et dérivés et viandes.

La situation nutritionnelle est en générale le reflet de la situation alimentaire caractérisée dans son ensemble par un apport énergétique et lipidique en quantités convenable. Celui des protéines est aussi assez bon. L'apport en minéraux (Ca, P, Fe) est aussi satisfaisant, tandis que les vitamines semblent être insuffisantes dans le cas de la vitamine A et B2, alors que la thiamine, niacine et l'acide ascorbique sont en quantités permettant la couverture des besoins et présentent quelques fois même des excès. Néanmoins,

Pour l'analyse comparative de la situation nutritionnelle entre 1988 et 2009, nous remarquons qu'il y a des disparités alimentaires en cette période ont montrés les remarque suivants :

- Une nette progression pour la plus part de ces apports journaliers tel que :
 - Les calories, avec des augmentations spectaculaires pour les poissons et les boissons
 - Les protéines surtout pour les légumes frais et le sucre et produits sucrés.
 - Le calcium,
 - Le fer avec une progression remarquable pour les poissons et le sucre et produits sucrés,
 - Les vitamines **A** Retinol, **B2** – Riboflavin, **pp** – Niacine, vitamine **C**.

➤ Pour les autres apports, nous enregistrons une nette régression comme :

- Les lipids (surtout groupe des corps gras),
- Phosphore,
- vitamine B1-thiamine.

Ceci laisse dire que cette population ne souffre pas d'une sous-alimentation mais d'une malnutrition.

D'après notre travail de terrain et les analyses des résultats, nous pouvons affirmer notre première hypothèse, qui consiste à l'augmentation des quantités et des apports consommés en fonction de l'accroissement des dépenses, alors que la deuxième hypothèse est infirmé, car, nous enregistrons de grandes disparités, en faveur des résultats de l'enquête de 2009 pour la plus part des groupes alimentaires par rapport aux résultats ONS 1988, à l'exception de quelques groupes alimentaires.

Il est nécessaire à nos yeux que nos chercheurs en sciences alimentaires et en nutrition, d'actualiser et d'adapter les tableaux de conversion et de composition des aliments consommés en Algérie, et d'établir de nouvelles normes nutritionnelles, ainsi que la ration alimentaire type souhaitable.

REFERENCES

Listes des références

Anonyme, 1970 « le premier plan quadriennal 1970/1973, préambule du rapport général ».

Anonyme, 1984 « le premier plan quinquennal 1980/1984, rapport générale ».

Anonyme, 2000 A : rapport annuel de Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement.

Anonyme, 2007 : rapport annuel de Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement.

Anonyme, 2008 a « agro-alimentaire rapport sur le passé, le présent et l'avenir de l'Algérie ».

Anonyme, 2008 b « rapport annuel de la direction de planification et de l'aménagement de territoire de Tipaza (DPAT) ».

Anonyme, 2008 F : rapport annuel de Conseil National Economique et Social

Anonyme, 2008 G : rapport annuel de Centre Nationale d'Etudes et d'Analyses pour la Population et le Développement.

Anonyme, 2009 : www.ons.dz

BADILLO D., 1980 « stratégie agro-alimentaire pour l'Algérie, prospective 2000 », édition EDISUD, Aix en provence.

BEDRANI S. et ASSAMI M., 1995 « les politiques de l'Etat envers les populations pauvres en Algérie », « les politiques alimentaires en Afrique du nord : d'une assistance généralisé aux interventions ciblées » édition Karthala, Paris, 1995.

BENCHARIF A., 1988 « Eléments de réflexion sur la dynamique de la consommation alimentaire » in revue du C.R.E.A.D « Economie agro-alimentaire » tome II n°14, Alger, 1988.

BOULAHIA N., 2004 « Effets de politique et des stratégies alimentaires en fonction des changements socio-économiques en Algérie.

BREMOND, GELDEN, 1964 : Dictionnaire des théories et mécanisme économique

CEPED M., LENGELLE M., 1964 : l'économie de l'alimentation.

DJELLATOU D., 1987 « Problème d'évaluation du niveau de vie et valorisation des normes budgétaires à partir des études de la dépense consommatrice des ménages » thèse de magister, Institut des sciences économiques, Alger, 1987.

DJERMOUN A., 1990 « contribution à l'analyse de la dynamique de la consommation alimentaire en Algérie », thèse d'ingénieure en Agronomie INES d'Agronomie Blida 1990.

MALASSIS L., 1979 « Economie agro-alimentaire » tome 1 « Economie de la consommation et de la production agro-alimentaire » Edition Cujas, Paris 1979.

MALASSIS L., 1986 « Economie agro-alimentaire » tome I « économie de la consommation et de la production, édition Cujas, Paris 1986.

ONS, 1992 « Premiers résultats de l'enquête sur les dépenses de consommation en Algérie (1988) » série : Données statistiques N°112. Alger.

PADILLA M., 1991 « les politiques de la consommation alimentaire : signification et portée », thèse de doctorat, Montpellier 1991, spécialité Economie du développement agricole, rurale et agro-alimentaire.

RAMDANE S. 2008 « polycopie 4^{ème} année MCA, département d'Agronomie université de Blida 2008 ».

RAMDANE S., 1992 « Eléments d'analyse de la consommation alimentaire et nutritionnelle en Algérie à travers l'enquête de l'O.N.S 1998 » thèse d'ingénieur en Agronomie, spécialité économie agro-alimentaire USDB 1992.

RAMDANE S., 1998 « Analyse de la situation alimentaire et nutritionnelle de la population Algérienne selon les région géographique et catégorie sociale », thèse de magistère en science Agronomie, spécialité économie de développement agricole et rurale INA EL HARRACHE, 1998

TOUNSI M., 1995 « Industrialisation et sécurité alimentaire en Algérie, in revue option méditerranéens, série A séminaire méditerranéens CIHEAM de Montpellier, 1995.

TOURY J., SANKALE M. et all 1974 « Alimentation et pathologie nutritionnelle en Afrique noire » édition Malouine S.A, Paris ; 1974.

ANNEXE

Tableau23 : Evolution de la consommation des viandes en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
TOTAL VIANDE	6,67	9,54	11,65	12,53	18,66	21,75	23,27	27,34	30,74	32,68
R.A.T.S EN ALGERIE	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00	18,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	37,05	52,99	64,75	69,63	103,67	120,81	129,28	151,87	170,80	181,58
a- VIANDES ROUGES	2,29	3,21	3,78	4,51	8,01	10,84	12,08	14,34	16,20	17,94
a/A (%)	34,32	33,61	32,42	35,97	42,94	49,85	51,93	52,47	52,69	54,90
a1 – OVINES	0,20	0,50	0,65	0,75	1,28	1,00	1,41	1,50	2,75	3,00
a1/A (%)	2,92	5,24	5,58	5,98	6,88	4,60	6,08	5,49	8,94	9,18
a1/a (%)	8,52	15,60	17,20	16,64	16,02	9,22	11,71	10,46	16,98	16,72
a2 – BOVINES	1,50	1,96	2,22	2,75	4,73	6,90	7,88	8,96	9,45	10,53
a2/A (%)	22,49	20,51	19,05	21,94	25,35	31,73	33,86	32,78	30,74	32,22
a2/a (%)	65,52	61,01	58,76	61,00	59,02	63,65	65,20	62,46	58,34	58,68
a3 – ABATS	0,57	0,75	0,80	0,90	0,95	1,00	1,35	1,55	1,85	1,90
a3/A (%)	8,50	7,86	6,86	7,18	5,10	4,60	5,80	5,67	6,00	5,81
a3/a (%)	24,78	23,39	21,17	19,96	11,87	9,22	11,17	10,81	11,40	10,59
b- VIANDES BLANCHES	4,38	6,33	7,88	8,03	10,65	10,90	11,19	12,99	14,55	14,74
b/A (%)	65,68	66,39	67,58	64,03	57,06	50,15	48,07	47,53	47,31	45,10

Tableau 24 : Evolution de la consommation des œufs en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
B- Œufs	3,65	4,07	4,84	5,24	5,38	5,42	5,75	5,86	6,00	7,50
R.A.T.S EN ALGERIE	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00	3,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	121,67	135,79	161,33	174,67	179,33	180,67	191,67	195,33	200,00	250,14

Tableau 25 : Evolution de la consommation des poissons en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
C- POISSONS	3,16	3,47	4,46	4,56	4,79	4,89	4,94	5,19	5,82	7,45
R.A.T.S EN ALGERIE	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00	4,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	79,00	86,74	111,54	114,09	119,79	122,22	123,49	129,82	145,50	186,32

Tableau 26 : Evolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
D- LEGUMES SECS	7,38	7,95	8,31	9,00	9,62	10,04	10,29	10,47	10,59	10,82
R.A.T.S EN ALGERIE	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50	6,50
TAUX DE SATISFACTION (%)	113,54	122,34	127,85	138,46	148,00	154,46	158,31	161,08	162,92	166,46
A- PETIT POIS	0,45	0,65	0,78	0,86	0,84	0,89	0,91	0,97	0,95	0,99
a/D (%)	6,10	8,17	9,39	9,56	8,73	8,86	8,84	9,26	8,97	9,15
b- LENTILLES	2,96	2,99	3,00	3,24	3,59	3,68	3,72	3,74	3,78	3,90
b/D (%)	40,11	37,60	36,10	36,00	37,32	36,65	36,15	35,72	35,69	36,04
c-HARICOTS SECS	2,75	2,80	2,89	2,97	3,10	3,24	3,29	3,31	3,34	3,35
c/D (%)	37,26	35,21	34,78	33,00	32,22	32,27	31,97	31,61	31,54	30,96

Tableau 27 : Evolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
A-TOTAL (ELF)	99,54	108,14	119,12	132,39	142,14	151,37	165,63	179,43	203,82	229,47
R.A.T.S EN ALGERIE	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	124,42	135,18	148,90	165,49	177,67	189,21	207,04	224,28	254,78	286,83
B-LAIT FRAIS	88,58	89,26	90,29	95,81	97,35	97,35	98,94	101,18	102,91	104,25
B/A (%)	88,99	82,54	75,80	72,37	68,49	64,31	59,74	56,39	50,49	45,43
C-LAIT EN POUUDRE (TA)	0,00	0,31	0,45	0,49	0,55	0,65	0,75	1,05	1,50	2,25
C'-LAIT EN POUUDRE (ELF)	0,00	3,98	5,87	6,37	7,15	8,45	9,75	13,65	19,50	29,25
C'/A (%)	0,00	3,68	4,93	4,81	5,03	5,58	5,89	7,61	9,57	12,75
D-PETIT LAIT (TA)	3,89	4,02	4,72	5,45	6,00	6,23	6,48	6,87	7,00	7,00
D'-PETIT LAIT (ELF)	4,86	5,03	5,90	6,81	7,50	7,79	8,10	8,59	8,75	8,75
D'/A (%)	4,89	4,65	4,95	5,15	5,28	5,14	4,89	4,79	4,29	3,81
E-LAIT CAILLE (TA)	2,85	3,02	3,58	4,08	4,56	4,91	5,03	5,25	6,00	7,55
E'-LAIT CAILLE (ELF)	2,85	3,02	3,58	4,08	4,56	4,91	5,03	5,25	6,00	7,55
E'/A (%)	2,86	2,79	3,01	3,08	3,21	3,24	3,04	2,93	2,94	3,29
F-FROMAGES (TA)	0,37	0,75	1,52	2,10	2,73	3,33	4,40	5,11	6,41	7,69
F'-FROMAGES (ELF)	2,86	5,89	12,12	16,56	21,57	26,31	35,04	40,80	51,10	60,97
F'/A (%)	2,88	5,45	10,17	12,51	15,17	17,38	21,16	22,74	25,07	26,57
G-YAOURT (ET)	0,38	0,69	1,00	1,78	2,45	3,00	4,87	5,36	9,00	11,00
G'- YAOURT (ELF)	0,38	0,69	1,00	1,78	2,45	3,00	4,87	5,36	9,00	11,00
G'/A (%)	0,38	0,64	0,84	1,34	1,72	1,98	2,94	2,99	4,42	4,79
H-AUTRES (TA)	0,00	0,07	0,09	0,17	0,27	0,53	0,60	0,70	1,13	1,31
H'-AUTRES (ELF)	0,00	0,28	0,36	0,98	1,56	3,56	3,90	4,60	6,56	7,70
H'/A (%)	0,00	0,26	0,30	0,74	1,10	2,35	2,35	2,56	3,22	3,36

Tableau 28 :Evolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
céréales et dérivés en équivalent grains	157,80	163,62	168,81	171,78	175,12	177,85	175,02	176,19	180,32	190,75
R.A.T.S EN ALGERIE	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00	180,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	87,67	90,90	93,79	95,43	97,29	98,81	97,23	97,88	100,18	105,97
F-céréales et dérivés (telles qu'achetées)	134,88	139,85	144,29	146,82	149,68	152,01	149,59	150,59	154,12	163,03
a-pain	93,55	95,26	98,00	99,00	95,00	94,46	92,50	91,00	91,50	92,00
a/F (%)	69,36	68,12	67,92	67,43	63,47	62,14	61,84	60,43	59,37	56,43
b-semoules	9,50	10,05	10,50	10,78	14,00	15,25	16,00	17,00	18,00	20,00
b/F (%)	7,04	7,19	7,28	7,34	9,35	10,03	10,70	11,29	11,68	12,27
c-pate alimentaire	6,50	6,28	6,19	6,35	6,00	5,50	3,45	3,29	3,05	3,00
c/F (%)	4,82	4,49	4,29	4,33	4,01	3,62	2,31	2,18	1,98	1,84
d-céréales en grains	6,03	6,17	6,25	5,98	5,72	5,41	4,79	4,76	4,73	4,77
d/F (%)	4,47	4,41	4,33	4,07	3,82	3,56	3,20	3,16	3,07	2,93

Tableau 29 : Evolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
G:SUCRES ET PRODUITS SUCRES	12,92	13,30	13,95	14,44	17,20	18,40	19,54	20,10	21,43	22,72
R.A.T.S EN ALGERIE	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50	22,50
TAUX DE SATISFACTION (%)	57,42	59,11	62,01	64,17	76,43	81,76	86,84	89,33	95,23	100,98
a-sucre	11,68	11,59	11,61	11,55	11,77	11,67	11,71	11,67	11,68	11,70
a/G (%)	90,40	87,16	83,19	79,98	68,42	63,44	59,93	58,06	54,51	51,50

Tableau 30 : Evolution de la consommation des cors gras et dérivés en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
E-TOTAL CORPS GRAS	16,71	17,91	21,41	22,41	23,11	24,77	24,97	25,25	27,42	28,99
R.A.T.S EN ALGERIE	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00	13,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	128,55	137,77	164,67	172,42	177,77	190,53	192,08	194,23	210,92	222,98
a-beurre	0,41	0,65	0,78	0,85	0,92	0,97	1,00	1,08	1,65	1,94
a/E (%)	2,48	3,63	3,64	3,79	3,98	3,92	4,00	4,28	6,02	6,68
c-graisse végétale	0,55	0,76	0,92	1,05	1,20	1,44	1,47	1,50	1,26	1,77
c/E (%)	3,27	4,25	4,29	4,66	5,19	5,82	5,89	5,94	4,59	6,11
d-huile	15,00	15,50	18,21	18,85	19,00	20,36	20,42	20,52	22,00	23,00
d/E (%)	89,76	86,54	85,06	84,09	82,22	82,19	81,78	81,27	80,23	79,34
e-Huile d'olive	0,75	1,00	1,50	1,67	1,99	2,00	2,08	2,15	2,22	2,28
e/E (%)	4,49	5,58	7,01	7,45	8,61	8,07	8,33	8,51	8,10	7,87

Tableau 31 : Evolution de la consommation des fruits en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
I:FRUITS	16,78	20,89	26,75	33,26	51,28	55,02	66,99	71,37	80,48	91,33
R.A.T.S EN ALGERIE	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00	45,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	37,28	46,43	59,45	73,92	113,96	122,28	148,86	158,60	178,85	202,96
a-oranges	1,50	1,75	1,76	2,00	3,00	3,34	3,50	3,55	4,00	5,50
a/l (%)	8,94	8,38	6,58	6,01	5,85	6,07	5,22	4,97	4,97	6,02
b-mandarines	1,56	1,62	1,89	2,96	4,00	4,25	4,58	4,68	5,00	5,68
b/l (%)	9,30	7,75	7,05	8,88	7,80	7,72	6,84	6,56	6,21	6,22
c-raisin	1,00	1,50	2,00	2,50	3,48	4,28	5,00	5,48	5,75	6,00
c/l (%)	5,96	7,18	7,48	7,52	6,79	7,78	7,46	7,68	7,14	6,57
d-pastèque	2,00	2,08	2,28	2,32	2,45	2,78	3,00	3,25	4,00	5,00
d/l (%)	11,92	9,96	8,52	6,97	4,78	5,05	4,48	4,55	4,97	5,47
e-melon	2,00	2,05	2,32	2,45	2,50	3,00	3,50	4,28	4,65	5,00
e/l (%)	11,92	9,81	8,67	7,37	4,87	5,45	5,22	6,00	5,78	5,47
f-dattes	0,29	0,32	0,48	0,58	0,68	1,00	1,50	1,59	2,00	3,00
f/l (%)	1,72	1,53	1,79	1,74	1,33	1,82	2,24	2,23	2,49	3,28

Tableau 32: Evolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
J:TUBERCULES	46,67	46,96	51,16	53,19	55,03	56,07	58,09	59,17	60,35	62,48
R.A.T.S EN ALGERIE	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00	30,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	155,58	156,55	170,52	177,31	183,43	186,88	193,64	197,24	201,17	208,27
a-pomme de terre	46,67	46,96	51,16	53,19	54,88	52,48	50,39	46,53	49,47	57,23
a/J (%)	100,00	100,00	100,00	100,00	99,72	93,61	86,75	78,64	81,96	91,60

Tableau 33 : Evolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
H:Légumes	49,67	53,94	59,29	65,52	90,41	97,39	102,91	107,84	110,71	119,34
R.A.T.S EN ALGERIE	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00	50,00
TAUX DE SATISFACTION (%)	99,34	107,87	118,57	131,03	180,81	194,77	205,81	215,68	221,429	238,68
a-tomates	6,50	8,00	9,00	10,25	13,00	13,85	15,00	16,89	17,50	20,84
a/H (%)	13,09	14,83	15,18	15,64	14,38	14,22	14,58	15,66	15,81	17,46
b-oignons	13,50	13,93	14,93	15,34	15,48	15,72	15,64	15,99	16,11	15,87
b/H (%)	27,18	25,83	25,18	23,41	17,12	16,14	15,20	14,83	14,55	13,30
c-salades	1,50	1,38	2,00	3,00	7,79	8,00	8,79	9,50	9,00	11,00
c/H (%)	3,02	2,56	3,37	4,58	8,62	8,21	8,54	8,81	8,13	9,22
d-poivrons	1,00	1,28	1,98	1,99	2,00	2,50	2,75	3,00	3,15	4,00
d/H (%)	2,01	2,37	3,34	3,04	2,21	2,57	2,67	2,78	2,85	3,35
e-carottes	2,50	2,78	3,00	3,18	5,65	5,82	5,95	6,00	6,50	7,62
e/H (%)	5,03	5,15	5,06	4,85	6,25	5,98	5,78	5,56	5,87	6,39
f-courgettes	0,98	0,99	1,00	1,09	3,79	4,10	4,08	4,28	4,50	5,00
f/H (%)	1,97	1,84	1,69	1,66	4,19	4,21	3,96	3,97	4,06	4,19
h-piments	0,68	0,70	0,75	0,78	0,85	1,00	1,08	1,15	1,20	1,25
h/H (%)	1,37	1,30	1,26	1,19	0,94	1,03	1,05	1,07	1,08	1,05

Tableau 34 : Evolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
K:Total excitant et tisanes	3,10	3,05	3,26	3,20	3,43	3,42	3,55	3,17	3,53	3,59
a-café	2,75	2,75	2,76	2,79	2,81	2,82	2,83	2,84	2,87	3,04
a/k (%)	88,65	90,28	84,67	87,14	81,90	82,56	79,61	89,56	81,33	84,80
b-thé	0,18	0,19	0,30	0,25	0,41	0,35	0,37	0,18	0,49	0,38
b/K (%)	5,92	6,14	9,11	7,95	11,92	10,34	10,48	5,78	13,88	10,59
c-tisane	0,17	0,11	0,20	0,16	0,21	0,24	0,35	0,15	0,17	0,17
c/K (%)	5,43	3,58	6,22	4,91	6,18	7,10	9,91	4,67	4,79	4,61

Tableau 35 : Evolution de la consommation des boissons en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
L:TOTAL BOISSON (LIQUIDE)	29,50	35,51	47,57	54,80	67,58	76,84	81,35	84,35	88,04	96,80
a-limonade	22,00	24,75	33,74	35,00	37,34	38,00	38,09	38,22	38,40	38,68
a/L (%)	74,58	69,70	70,92	63,87	55,26	49,45	46,82	45,31	43,62	39,96
b-nectare et jus de fruits	4,00	4,87	5,00	6,76	11,49	13,80	17,00	19,00	21,00	27,42
b/L (%)	13,56	13,71	10,51	12,33	17,00	17,96	20,90	22,53	23,85	28,33
c-charbate (jus)	1,50	1,89	2,09	4,13	5,25	6,50	6,58	6,59	6,68	6,70
c/L (%)	5,08	5,32	4,39	7,54	7,77	8,46	8,09	7,81	7,59	6,92

Tableau 36 : Evolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
M/EPICES CONDIMENTS ET	0,41	0,47	0,55	0,60	0,61	0,66	0,71	0,74	0,78	0,79
a- poivron noire	0,15	0,15	0,15	0,16	0,16	0,17	0,17	0,18	0,18	0,19
a/M %	35,51	32,09	27,32	26,76	26,23	25,95	23,94	24,18	23,17	24,07

Tableau 37 : Evolution de la consommation des additifs en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
N / ADDITIFS	2,40	2,57	2,78	3,13	3,35	3,52	3,62	3,82	4,25	4,93
a- sel	1,80	1,81	1,83	1,85	1,86	1,90	1,92	1,97	2,06	2,09
a/N %	74,93	70,44	65,86	59,14	55,49	54,01	52,97	51,53	48,43	42,36
b-vinaigre	0,18	0,21	0,25	0,28	0,30	0,32	0,33	0,35	0,38	0,40
b/N %	7,62	8,17	9,00	8,95	8,95	9,10	9,10	9,16	8,93	8,11

Tableau 38 : Evolution de la consommation des autres produits en fonction des déciles

	D1	D2	D3	D4	D5	D6	D7	D8	D9	D10
AUTRES PRODUITS ALIMENTAIRES	0,38	2,39	0,94	1,27	1,72	2,26	3,19	4,13	5,43	6,23

Tableau 54: Apport et structure de la ration journalière en calories en fonction des déciles
dans la wilaya de Blida

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	2418,23	2508,66	2671,89	2863,06	3056,86	3219,40	3445,29	3566,57	3752,70	3799,36
NORMES RECOMMANDEES	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00	2600,00
TAUX DE COUVERTURE	93,01	96,49	102,76	110,12	117,57	123,82	132,51	137,18	144,33	146,13
A-VIANDES	78,01	96,78	121,05	123,08	127,32	165,14	186,19	218,85	200,95	227,00
A/T (%)	3,23	3,86	4,53	4,30	4,16	5,13	5,40	6,14	5,35	5,97
B-OEUFS	13,37	16,01	17,99	19,01	19,18	19,42	21,92	27,52	30,14	39,25
A/T (%)	0,55	0,64	0,67	0,66	0,63	0,60	0,64	0,77	0,80	1,03
C-POISSONS	27,78	29,38	33,30	28,97	28,49	38,77	45,27	41,93	46,51	46,68
A/T (%)	1,15	1,17	1,25	1,01	0,93	1,20	1,31	1,18	1,24	1,23
D-LAIT ET DERIVES	195,26	207,52	234,45	230,43	244,68	261,57	264,62	276,02	282,74	319,97
A/T (%)	8,07	8,27	8,77	8,05	8,00	8,12	7,68	7,74	7,53	8,42
E-CORPS GRAS	468,41	483,90	507,47	532,23	556,66	581,49	597,88	621,14	643,07	673,97
A/T (%)	19,37	19,29	18,99	18,59	18,21	18,06	17,35	17,42	17,14	17,74
F-CEREALES ET DERIVEES	1156,19	1163,88	1193,68	1288,06	1405,10	1428,40	1509,75	1544,91	1620,35	1525,45
A/T (%)	47,81	46,39	44,68	44,99	45,97	44,37	43,82	43,32	43,18	40,15
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	127,71	135,62	142,82	152,04	174,72	179,03	204,17	231,05	233,23	269,31
A/T (%)	5,28	5,41	5,35	5,31	5,72	5,56	5,93	6,48	6,21	7,09
H-LEGUMES SECS	78,43	86,45	78,07	122,14	96,34	88,92	84,67	80,04	85,14	79,53
A/T (%)	3,24	3,45	2,92	4,27	3,15	2,76	2,46	2,24	2,27	2,09
I-LEGUMES FRAIS	84,16	78,38	94,54	99,16	91,72	108,55	123,77	120,12	136,30	115,09
A/T (%)	3,48	3,12	3,54	3,46	3,00	3,37	3,59	3,37	3,63	3,03
J-TUBERCULES	102,30	102,94	105,59	116,59	135,65	152,72	183,23	194,73	210,64	205,38
A/T (%)	4,23	4,10	3,95	4,07	4,44	4,74	5,32	5,46	5,61	5,41
K-FRUITES	30,04	44,78	58,50	57,07	81,24	94,19	122,04	110,50	158,17	159,61
A/T (%)	1,24	1,79	2,19	1,99	2,66	2,93	3,54	3,10	4,21	4,20
L- AUTRES	8,48	9,26	9,34	12,15	10,71	23,41	19,84	15,42	19,03	21,43
A/T (%)	0,35	0,37	0,35	0,42	0,35	0,73	0,58	0,43	0,51	0,56
M-BOISSONS	47,56	52,40	73,94	80,99	83,68	75,56	79,23	82,31	82,97	114,44
A/T (%)	1,97	2,09	2,77	2,83	2,74	2,35	2,30	2,31	2,21	3,01

Tableau 55: Apport et structure de la ration journalière en protéines en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (g/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	59,47	64,21	77,38	84,02	88,62	88,74	94,11	94,02	97,81	100,67
NORMES RECOMMANDEES	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00	55,00
TAUX DE COUVERTURE	108,13	116,75	140,70	152,76	161,13	161,35	171,12	170,95	177,83	183,03
A-VIANDES	0,45	1,38	4,22	3,85	5,10	7,65	7,20	8,67	11,20	15,27
A/T (%)	0,76	2,15	5,46	4,58	5,76	8,62	7,65	9,22	11,45	15,17
B-OEUFS	0,67	0,70	1,24	1,44	2,10	1,66	1,63	1,67	1,72	2,33
A/T (%)	1,12	1,09	1,61	1,71	2,37	1,87	1,74	1,78	1,76	2,32
C-POISSONS	3,15	3,91	4,58	4,62	4,95	5,40	5,82	5,88	6,00	6,23
A/T (%)	5,29	6,10	5,92	5,50	5,58	6,09	6,19	6,25	6,13	6,19
D-LAIT ET DERIVES	6,84	7,03	10,19	8,98	10,36	11,63	11,39	13,11	13,50	16,05
A/T (%)	11,50	10,96	13,17	10,69	11,69	13,11	12,10	13,94	13,81	15,94
E-CORPS GRAS	0,01	0,01	0,03	0,03	0,06	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05
A/T (%)	0,01	0,02	0,04	0,04	0,07	0,04	0,04	0,04	0,04	0,05
F-CEREALES ET DERIVEES	33,16	34,58	38,67	44,54	42,79	39,51	44,83	42,59	40,60	37,38
A/T (%)	55,75	53,85	49,98	53,02	48,28	44,53	47,64	45,30	41,51	37,13
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,21	0,19	0,27	0,31	0,38	0,37	0,49	0,56	0,67	0,82
A/T (%)	0,35	0,29	0,35	0,37	0,43	0,42	0,52	0,59	0,69	0,81
H-LEGUMES SECS	5,39	5,98	5,81	6,39	7,79	7,22	6,95	6,76	6,97	6,68
A/T (%)	9,06	9,31	7,51	7,61	8,79	8,13	7,38	7,19	7,12	6,63
I-LEGUMES FRAIS	6,51	7,04	8,30	9,47	10,00	9,99	10,47	10,62	11,61	9,92
A/T (%)	10,95	10,96	10,72	11,28	11,29	11,26	11,12	11,30	11,87	9,86
J-TUBERCULES	2,17	2,19	2,38	2,42	2,50	2,45	2,35	2,17	2,31	2,68
A/T (%)	3,66	3,41	3,08	2,89	2,82	2,76	2,50	2,31	2,37	2,66
K-FRUIITS	0,25	0,51	0,75	0,78	1,14	1,02	1,52	0,98	1,76	1,72
A/T (%)	0,42	0,79	0,96	0,93	1,29	1,15	1,62	1,05	1,80	1,71
L- AUTRES	0,56	0,50	0,57	0,70	0,59	1,35	0,89	0,56	0,92	0,96
A/T (%)	0,94	0,79	0,74	0,83	0,66	1,52	0,95	0,60	0,94	0,95
M-BOISSONS	0,10	0,11	0,31	0,37	0,57	0,36	0,39	0,32	0,35	0,53
A/T (%)	0,16	0,17	0,40	0,44	0,64	0,41	0,42	0,34	0,35	0,52

Tableau 56: Apport et structure de la ration journalière en lipides en fonction des déciles dans
la wilaya de Blida

En (g/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	29,06	35,09	38,63	51,29	52,47	58,92	67,43	73,84	75,81	90,93
NORMES RECOMMANDEES	40,60	40,60	40,60	40,60	40,60	40,60	40,60	40,60	40,60	40,60
TAUX DE COUVERTURE	71,56	86,42	95,16	126,34	129,23	145,13	166,07	181,86	186,72	223,97
A-VIANDES	2,31	3,72	4,73	5,32	5,77	8,00	9,04	9,70	11,66	15,81
A/T (%)	7,97	10,60	12,24	10,37	11,01	13,58	13,41	13,13	15,39	17,39
B-OEUFS	0,88	0,94	1,13	1,34	1,46	1,48	1,49	1,54	2,08	2,11
A/T (%)	3,04	2,69	2,92	2,61	2,78	2,51	2,21	2,08	2,74	2,33
C-POISSONS	0,24	0,26	0,29	0,32	0,36	0,38	0,43	0,53	0,59	0,65
A/T (%)	0,83	0,75	0,76	0,62	0,69	0,65	0,64	0,71	0,78	0,71
D-LAIT ET DERIVES	3,83	4,08	4,15	6,19	7,41	7,42	7,42	10,29	8,45	9,96
A/T (%)	13,17	11,63	10,74	12,06	14,12	12,59	11,00	13,94	11,15	10,96
E-CORPS GRAS	14,05	18,32	19,14	26,86	26,63	32,07	36,59	41,25	42,09	53,29
A/T (%)	48,37	52,21	49,55	52,37	50,75	54,43	54,27	55,86	55,52	58,60
F-CEREALES ET DERIVEES	5,35	5,04	5,92	7,01	6,56	5,82	7,45	6,80	5,95	4,69
A/T (%)	18,42	14,37	15,33	13,67	12,51	9,88	11,05	9,21	7,85	5,16
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,55	0,43	0,76	0,89	0,96	0,61	1,08	0,81	0,91	0,68
A/T (%)	1,90	1,24	1,97	1,74	1,83	1,03	1,60	1,09	1,20	0,75
H-LEGUMES SECS	0,44	0,47	0,45	0,66	0,52	0,53	0,51	0,46	0,49	0,46
A/T (%)	1,50	1,35	1,16	1,29	0,98	0,90	0,75	0,63	0,65	0,50
I-LEGUMES FRAIS	0,59	0,57	0,65	0,78	0,85	0,76	0,78	0,73	0,84	0,65
A/T (%)	2,04	1,62	1,67	1,52	1,61	1,30	1,15	0,99	1,11	0,71
J-TUBERCULES	0,13	0,13	0,14	0,15	0,15	0,14	0,14	0,13	0,14	0,16
A/T (%)	0,44	0,37	0,36	0,28	0,29	0,24	0,20	0,17	0,18	0,17
K-FRUITES	0,26	0,71	0,63	1,17	1,06	1,01	1,80	1,07	1,96	1,75
A/T (%)	0,90	2,02	1,64	2,28	2,02	1,71	2,67	1,45	2,58	1,93
L- AUTRES	0,33	0,35	0,50	0,46	0,49	0,56	0,51	0,40	0,49	0,56
A/T (%)	1,14	0,99	1,29	0,89	0,94	0,96	0,76	0,54	0,65	0,62
M-BOISSONS	0,06	0,03	0,09	0,11	0,16	0,10	0,11	0,09	0,10	0,15
A/T (%)	0,22	0,09	0,23	0,21	0,31	0,18	0,17	0,12	0,13	0,17

Tableau 57: Apport et structure de la ration journalière en calcium en fonction des déciles
dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	555,96	623,75	720,69	802,12	841,47	877,81	916,48	913,73	980,63	997,67
NORMES RECOMMANDEES	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00	500,00
TAUX DE COUVERTURE	111,19	124,75	144,14	160,42	168,29	175,56	183,30	182,75	196,13	199,53
A-VIANDES	1,95	2,59	3,90	3,82	6,48	5,80	6,59	6,01	7,31	9,45
A/T (%)	0,35	0,42	0,54	0,48	0,77	0,66	0,72	0,66	0,75	0,95
B-OEUF	5,00	5,99	13,00	7,11	11,22	7,85	7,73	7,91	8,15	11,04
A/T (%)	0,90	0,96	1,80	0,89	1,33	0,89	0,84	0,87	0,83	1,11
C-POISSONS	0,82	0,76	1,39	1,83	1,70	1,63	2,13	1,42	1,47	1,51
A/T (%)	0,15	0,12	0,19	0,23	0,20	0,19	0,23	0,16	0,15	0,15
D-LAIT ET DERIVES	208,76	270,93	314,42	347,41	360,62	424,31	423,55	459,70	477,57	519,76
A/T (%)	37,55	43,44	43,63	43,31	42,86	48,34	46,22	50,31	48,70	52,10
E-CORPS GRAS	0,32	0,75	0,68	0,68	1,06	0,72	0,80	0,74	0,68	1,27
A/T (%)	0,06	0,12	0,09	0,09	0,13	0,08	0,09	0,08	0,07	0,13
F-CEREALES ET DERIVEES	189,32	196,99	212,27	232,58	233,54	233,65	241,93	250,10	252,48	253,24
A/T (%)	34,05	31,58	29,45	29,00	27,75	26,62	26,40	27,37	25,75	25,38
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	8,04	4,98	11,77	14,23	17,43	9,05	17,66	15,63	15,90	11,98
A/T (%)	1,45	0,80	1,63	1,77	2,07	1,03	1,93	1,71	1,62	1,20
H-LEGUMES SECS	24,63	27,56	25,88	39,10	29,52	30,50	29,75	26,28	28,32	26,70
A/T (%)	4,43	4,42	3,59	4,87	3,51	3,47	3,25	2,88	2,89	2,68
I-LEGUMES FRAIS	77,34	72,23	83,59	96,32	106,79	94,34	105,92	86,77	111,06	87,26
A/T (%)	13,91	11,58	11,60	12,01	12,69	10,75	11,56	9,50	11,33	8,75
J-TUBERCULES	16,62	16,73	18,22	18,95	19,69	18,75	18,04	16,66	17,95	20,83
A/T (%)	2,99	2,68	2,53	2,36	2,34	2,14	1,97	1,82	1,83	2,09
K-FRUIT	9,78	13,66	18,64	20,53	30,59	25,21	38,10	26,01	41,03	36,46
A/T (%)	1,76	2,19	2,59	2,56	3,64	2,87	4,16	2,85	4,18	3,65
L- AUTRES	8,61	7,52	8,94	11,12	9,65	17,72	14,67	9,10	10,34	8,04
A/T (%)	1,55	1,21	1,24	1,39	1,15	2,02	1,60	1,00	1,05	0,81
M-BOISSONS	4,09	2,03	5,70	6,84	10,54	6,72	7,27	5,89	6,44	9,77
A/T (%)	0,74	0,32	0,79	0,85	1,25	0,77	0,79	0,64	0,66	0,98

Tableau 58: Apport et structure de la ration journalière en phosphore en fonction des décile
dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	722,10	799,67	916,74	1170,89	1227,35	1166,18	1284,57	1264,98	1386,40	1430,33
NORMES RECOMMANDEES	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1000
TAUX DE COUVERTURE	72,21	79,97	91,67	117,09	122,73	116,62	128,46	126,50	138,64	143,03
A-VIANDES	51,88	60,94	75,60	85,25	110,25	108,89	122,27	134,27	156,38	223,35
A/T (%)	7,18	7,62	8,25	7,28	8,98	9,34	9,52	10,61	11,28	15,62
B-OEUFs	4,11	6,58	8,22	9,59	10,96	12,33	15,34	18,36	20,00	26,58
A/T (%)	0,57	0,82	0,90	0,82	0,89	1,06	1,19	1,45	1,44	1,86
C-POISSONS	3,65	3,58	6,04	8,30	6,77	7,51	8,62	5,96	6,99	8,27
A/T (%)	0,51	0,45	0,66	0,71	0,55	0,64	0,67	0,47	0,50	0,58
D-LAIT ET DERIVES	100,27	113,07	132,91	170,95	219,26	215,31	225,59	225,01	255,63	285,01
A/T (%)	13,89	14,14	14,50	14,60	17,86	18,46	17,56	17,79	18,44	19,93
E-CORPS GRAS	0,45	0,88	0,87	0,92	1,81	1,10	1,17	1,16	1,00	1,49
A/T (%)	0,06	0,11	0,10	0,08	0,15	0,09	0,09	0,09	0,07	0,10
F-CEREALES ET DERIVEES	292,86	324,58	367,19	491,67	470,88	442,39	515,55	494,41	490,75	453,27
A/T (%)	40,56	40,59	40,05	41,99	38,37	37,93	40,13	39,08	35,40	31,69
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	7,83	7,63	15,95	15,91	21,92	13,19	21,69	20,44	24,26	33,16
A/T (%)	1,08	0,95	1,74	1,36	1,79	1,13	1,69	1,62	1,75	2,32
H-LEGUMES SECS	63,39	77,22	70,68	112,47	87,35	78,90	75,68	75,10	86,00	105,06
A/T (%)	8,78	9,66	7,71	9,61	7,12	6,77	5,89	5,94	6,20	7,35
I-LEGUMES FRAIS	110,93	110,23	128,97	156,22	161,72	148,21	157,44	143,86	170,91	107,51
A/T (%)	15,36	13,78	14,07	13,34	13,18	12,71	12,26	11,37	12,33	7,52
J-TUBERCULES	65,22	65,62	71,48	74,32	76,73	73,36	70,45	79,21	83,69	97,98
A/T (%)	9,03	8,21	7,80	6,35	6,25	6,29	5,48	6,26	6,04	6,85
K-FRUITs	6,97	11,42	15,95	16,66	25,03	20,86	31,33	20,11	35,63	30,61
A/T (%)	0,97	1,43	1,74	1,42	2,04	1,79	2,44	1,59	2,57	2,14
L- AUTRES	12,59	13,53	12,44	16,58	14,46	32,13	25,67	23,84	27,89	26,68
A/T (%)	1,74	1,69	1,36	1,42	1,18	2,76	2,00	1,88	2,01	1,87
M-BOISSONS	1,26	2,96	8,33	10,00	15,41	9,83	10,62	21,32	24,25	29,22
A/T (%)	0,17	0,37	0,91	0,85	1,26	0,84	0,83	1,69	1,75	2,04

Tableau 59: Apport et structure de la ration journalière en fer en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	11,24	12,14	15,48	17,13	18,14	21,43	23,57	21,79	23,41	24,07
NORMES RECOMMANDEES	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12
TAUX DE COUVERTURE	93,70	101,20	128,99	142,73	151,17	178,55	196,39	181,62	195,07	200,60
A-VIANDES	0,13	0,22	0,42	0,64	0,70	0,92	1,09	0,95	1,34	1,35
A/T (%)	1,20	1,85	2,70	3,76	3,87	4,29	4,63	4,37	5,72	5,60
B-OEUFS	0,26	0,31	0,68	0,37	0,59	0,41	0,41	0,41	0,43	0,58
A/T (%)	2,33	2,59	4,41	2,18	3,24	1,92	1,72	1,90	1,83	2,40
C-POISSONS	0,04	0,05	0,15	0,11	0,16	0,11	0,16	0,11	0,11	0,19
A/T (%)	0,35	0,39	0,95	0,63	0,88	0,51	0,70	0,52	0,46	0,79
D-LAIT ET DERIVES	0,07	0,08	0,10	0,12	0,14	2,87	2,75	2,87	2,85	2,48
A/T (%)	0,60	0,63	0,64	0,69	0,75	13,41	11,69	13,15	12,16	10,31
E-CORPS GRAS	0,00	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
A/T (%)	0,04	0,05	0,05	0,05	0,12	0,06	0,05	0,06	0,04	0,04
F-CEREALES ET DERIVEES	6,41	6,45	6,75	7,94	7,61	6,89	7,68	7,26	6,86	5,80
A/T (%)	56,99	53,12	43,63	46,35	41,95	32,14	32,60	33,29	29,30	24,10
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,11	0,09	0,19	0,22	0,26	0,19	0,24	0,26	0,27	0,30
A/T (%)	0,95	0,75	1,20	1,26	1,44	0,87	1,01	1,20	1,17	1,26
H-LEGUMES SECS	1,39	2,09	2,10	3,43	2,34	2,26	2,18	2,07	2,31	3,23
A/T (%)	12,35	17,24	13,57	20,05	12,87	10,54	9,26	9,48	9,88	13,42
I-LEGUMES FRAIS	2,19	2,01	2,39	2,91	3,01	5,58	5,56	5,12	5,74	5,33
A/T (%)	19,49	16,54	15,43	16,97	16,58	26,04	23,59	23,47	24,53	22,13
J-TUBERCULES	0,00	0,01	1,54	0,01	1,66	0,01	1,52	1,40	1,50	2,90
A/T (%)	0,03	0,06	9,96	0,06	9,14	0,04	6,46	6,45	6,41	12,05
K-FRUIITS	0,23	0,33	0,53	0,53	0,80	0,72	1,00	0,67	1,15	1,05
A/T (%)	2,02	2,74	3,45	3,08	4,43	3,36	4,26	3,09	4,92	4,37
L- AUTRES	0,31	0,41	0,46	0,65	0,53	1,26	0,74	0,50	0,63	0,61
A/T (%)	2,74	3,39	2,96	3,78	2,91	5,86	3,15	2,28	2,69	2,52
M-BOISSONS	0,10	0,05	0,13	0,16	0,25	0,16	0,17	0,14	0,15	0,23
A/T (%)	0,85	0,42	0,86	0,96	1,38	0,75	0,72	0,64	0,65	0,96

Tableau 60: Apport et structure de la ration journalière en vitamine A (rétinol) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (ug/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	365,17	489,25	612,97	577,17	884,77	916,10	926,05	931,03	1008,38	1038,37
NORMES RECOMMANDEES	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750
TAUX DE COUVERTURE	48,69	65,23	81,73	76,96	117,97	122,15	123,47	124,14	134,45	138,45
A-VIANDES	23,84	32,67	46,21	48,90	81,47	69,86	75,96	71,10	94,03	113,82
A/T (%)	6,53	6,68	7,54	8,47	9,21	7,63	8,20	7,64	9,33	10,96
B-OEUFS	43,30	51,86	112,53	61,57	97,08	67,96	79,18	83,29	89,32	109,04
A/T (%)	11,86	10,60	18,36	10,67	10,97	7,42	8,55	8,95	8,86	10,50
C-POISSONS	0,98	1,34	5,66	3,10	6,28	3,33	6,03	4,15	3,31	8,47
A/T (%)	0,27	0,27	0,92	0,54	0,71	0,36	0,65	0,45	0,33	0,82
D-LAIT ET DERIVES	15,54	11,65	25,73	24,99	28,90	27,14	28,78	33,43	29,06	31,58
A/T (%)	4,25	2,38	4,20	4,33	3,27	2,96	3,11	3,59	2,88	3,04
E-CORPS GRAS	9,02	24,97	20,85	20,27	24,86	19,08	22,18	19,19	18,95	42,10
A/T (%)	2,47	5,10	3,40	3,51	2,81	2,08	2,39	2,06	1,88	4,05
F-CEREALES ET DERIVEES	0,11	0,18	0,22	0,60	0,32	0,32	0,22	0,15	0,20	0,08
A/T (%)	0,03	0,04	0,04	0,10	0,04	0,03	0,02	0,02	0,02	0,01
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,04	0,04	0,10	0,09	0,13	0,08	0,12	0,11	0,13	0,13
A/T (%)	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
H-LEGUMES SECS	1,43	1,62	1,45	2,67	1,76	1,78	1,64	1,54	1,67	1,51
A/T (%)	0,39	0,33	0,24	0,46	0,20	0,19	0,18	0,17	0,17	0,15
I-LEGUMES FRAIS	198,05	312,53	267,15	294,36	453,46	476,54	520,70	530,40	568,52	470,50
A/T (%)	54,24	63,88	43,58	51,00	51,25	52,02	56,23	56,97	56,38	45,31
J-TUBERCULES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,01	0,02
A/T (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
K-FRUITES	30,96	23,77	48,81	42,05	93,68	78,47	84,67	78,87	107,97	117,06
A/T (%)	8,48	4,86	7,96	7,29	10,59	8,57	9,14	8,47	10,71	11,27
L- AUTRES	13,20	12,44	39,47	28,54	20,25	117,64	53,90	67,00	47,74	76,45
A/T (%)	3,62	2,54	6,44	4,95	2,29	12,84	5,82	7,20	4,73	7,36
M-BOISSONS	28,34	14,03	39,48	47,35	73,00	46,54	50,32	40,77	44,60	67,62
A/T (%)	7,76	2,87	6,44	8,20	8,25	5,08	5,43	4,38	4,42	6,51

Tableau 61: Apport et structure de la ration journalière en vitamine B1 (thiamine) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	1,36	1,30	1,52	1,71	1,75	1,71	1,78	1,80	1,87	1,89
NORMES RECOMMANDEES	1,04	1,04	1,04	1,04	1,04	1,04	1,04	1,04	1,04	1,04
TAUX DE COUVERTURE	130,32	124,81	146,07	164,84	168,57	164,61	170,76	172,62	179,52	181,28
A-VIANDES	0,02	0,02	0,03	0,04	0,06	0,13	0,06	0,15	0,14	0,22
A/T (%)	1,49	1,60	2,24	2,54	3,26	7,61	3,54	8,44	7,62	11,58
B-OEUF	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02
A/T (%)	0,61	0,76	1,40	0,68	1,05	0,75	0,71	0,72	0,72	0,96
C-POISSONS	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,03
A/T (%)	0,39	0,44	0,86	0,76	0,81	0,95	0,90	1,06	1,16	1,33
D-LAIT ET DERIVES	0,13	0,11	0,14	0,13	0,16	0,14	0,13	0,14	0,13	0,13
A/T (%)	9,89	8,58	9,30	7,47	8,90	8,01	7,25	7,55	7,18	6,76
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A/T (%)	0,03	0,05	0,05	0,05	0,12	0,07	0,07	0,07	0,06	0,06
F-CEREALES ET DERIVEES	0,75	0,73	0,81	0,93	0,88	0,78	0,92	0,84	0,79	0,71
A/T (%)	55,15	55,88	53,32	54,17	50,01	45,56	51,53	46,96	42,32	37,55
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,05	0,08
A/T (%)	0,06	0,05	0,15	0,12	0,14	0,69	0,45	0,65	2,42	4,39
H-LEGUMES SECS	0,10	0,10	0,10	0,16	0,12	0,15	0,11	0,16	0,18	0,21
A/T (%)	7,63	8,00	6,83	9,21	6,67	8,96	6,03	8,77	9,62	11,23
I-LEGUMES FRAIS	0,20	0,19	0,21	0,24	0,27	0,25	0,27	0,24	0,27	0,22
A/T (%)	14,83	14,33	13,86	14,28	15,39	14,54	15,42	13,21	14,72	11,46
J-TUBERCULES	0,09	0,09	0,10	0,10	0,11	0,11	0,13	0,13	0,14	0,15
A/T (%)	6,60	6,94	6,46	5,95	6,03	6,46	7,06	7,44	7,36	8,01
K-FRUIT	0,02	0,03	0,04	0,04	0,07	0,05	0,08	0,06	0,09	0,08
A/T (%)	1,52	2,29	2,85	2,35	3,98	3,19	4,42	3,27	4,64	4,04
L- AUTRES	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,00
A/T (%)	0,35	0,29	0,81	0,40	0,31	1,26	0,56	0,29	0,38	0,22
M-BOISSONS	0,02	0,01	0,03	0,03	0,05	0,03	0,03	0,03	0,03	0,05
A/T (%)	1,39	0,72	1,73	1,84	2,78	1,81	1,89	1,51	1,59	2,39

Tableau 62: Apport et structure de la ration journalière en vitamine B2 (riboflavine) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	1,27	1,35	1,57	1,70	1,70	1,77	1,84	1,86	1,96	2,07
NORMES RECOMMANDEES	1,43	1,43	1,43	1,43	1,43	1,43	1,43	1,43	1,43	1,43
TAUX DE COUVERTURE	88,73	94,66	109,90	118,97	118,82	123,77	128,82	129,76	137,01	144,55
A-VIANDES	0,16	0,15	0,19	0,18	0,21	0,21	0,23	0,24	0,26	0,28
A/T (%)	12,48	10,83	11,92	10,73	12,23	11,96	12,45	13,02	13,36	13,53
B-OEUFs	0,01	0,03	0,06	0,03	0,06	0,05	0,06	0,04	0,04	0,05
A/T (%)	0,48	2,18	4,07	2,06	3,25	3,08	3,51	2,10	2,22	2,63
C-POISSONS	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
A/T (%)	0,22	0,32	0,62	0,59	0,62	0,69	0,65	0,61	0,61	0,59
D-LAIT ET DERIVES	0,43	0,45	0,48	0,51	0,52	0,54	0,55	0,57	0,59	0,61
A/T (%)	33,53	33,31	30,40	29,76	30,62	30,39	29,77	30,50	29,99	29,28
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A/T (%)	0,04	0,05	0,05	0,05	0,13	0,07	0,07	0,07	0,05	0,05
F-CEREALES ET DERIVEES	0,44	0,46	0,48	0,48	0,50	0,52	0,53	0,53	0,54	0,56
A/T (%)	34,39	33,68	30,35	28,15	29,32	29,35	28,98	28,72	27,63	27,15
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02
A/T (%)	0,00	0,26	0,73	0,41	0,73	0,63	0,64	0,91	0,78	0,99
H-LEGUMES SECS	0,03	0,03	0,04	0,04	0,05	0,05	0,04	0,05	0,06	0,06
A/T (%)	2,60	2,58	2,45	2,51	2,85	2,91	2,27	2,90	2,86	2,87
I-LEGUMES FRAIS	0,13	0,13	0,17	0,18	0,20	0,22	0,23	0,24	0,26	0,27
A/T (%)	9,93	9,97	10,70	10,34	11,61	12,31	12,61	12,78	13,17	13,27
J-TUBERCULES	0,03	0,04	0,04	0,04	0,05	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06
A/T (%)	2,21	2,85	2,68	2,57	2,67	2,44	2,26	2,91	2,76	2,67
K-FRUITs	0,03	0,04	0,05	0,05	0,06	0,07	0,07	0,06	0,08	0,10
A/T (%)	2,64	2,95	3,26	2,87	3,76	3,69	3,94	3,38	4,29	4,70
L- AUTRES	0,01	0,01	0,03	0,09	0,01	0,02	0,02	0,01	0,02	0,02
A/T (%)	0,71	0,66	1,95	5,03	0,75	0,96	1,28	0,69	0,83	0,77
M-BOISSONS	0,01	0,00	0,01	0,02	0,02	0,03	0,03	0,02	0,03	0,03
A/T (%)	0,74	0,35	0,84	0,93	1,43	1,47	1,43	1,28	1,29	1,37

Tableau 63: Apport et structure de la ration journalière en vitamine pp (niacine) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	19,76	19,38	22,59	24,85	26,60	26,74	28,51	28,58	31,04	34,11
NORMES RECOMMANDEES	17,16	17,16	17,16	17,16	17,16	17,16	17,16	17,16	17,16	17,16
TAUX DE COUVERTURE	115,16	112,92	131,66	144,82	155,00	155,84	166,13	166,53	180,87	198,75
A-VIANDES	2,24	2,19	2,64	2,95	3,03	3,14	3,41	3,72	3,84	4,37
A/T (%)	11,31	11,31	11,67	11,86	11,41	11,74	11,96	13,03	12,37	12,80
B-OEUFS	0,01	0,01	0,02	0,01	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02
A/T (%)	0,04	0,05	0,09	0,05	0,07	0,05	0,04	0,05	0,04	0,05
C-POISSONS	0,13	0,15	0,19	0,21	0,22	0,19	0,20	0,21	0,22	0,19
A/T (%)	0,66	0,75	0,85	0,84	0,83	0,71	0,71	0,72	0,70	0,56
D-LAIT ET DERIVES	4,88	4,90	5,50	6,04	6,21	6,27	6,93	6,97	7,33	8,53
A/T (%)	24,71	25,30	24,33	24,30	23,36	23,45	24,30	24,39	23,63	25,02
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A/T (%)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,03	0,01	0,01	0,02	0,01	0,01
F-CEREALES ET DERIVEES	7,63	7,61	8,92	10,06	10,78	10,91	11,91	12,09	13,16	14,48
A/T (%)	38,61	39,29	39,48	40,48	40,52	40,81	41,80	42,32	42,39	42,44
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,02	0,01	0,04	0,03	0,05	0,03	0,04	0,04	0,05	0,05
A/T (%)	0,08	0,07	0,16	0,12	0,18	0,11	0,15	0,14	0,16	0,14
H-LEGUMES SECS	0,34	0,42	0,46	0,50	0,42	0,51	0,46	0,44	0,52	0,52
A/T (%)	1,70	2,17	2,03	2,01	1,59	1,89	1,62	1,55	1,68	1,54
I-LEGUMES FRAIS	1,61	1,53	1,74	2,02	2,14	2,02	2,05	1,86	2,22	1,90
A/T (%)	8,14	7,89	7,72	8,14	8,03	7,54	7,20	6,51	7,16	5,56
J-TUBERCULES	1,66	1,67	1,82	1,89	1,96	1,87	1,80	1,66	1,77	2,05
A/T (%)	8,41	8,63	8,06	7,62	7,36	6,99	6,30	5,80	5,70	6,00
K-FRUITES	0,23	0,37	0,61	0,53	0,87	0,77	0,95	0,69	1,14	1,09
A/T (%)	1,16	1,91	2,69	2,13	3,27	2,89	3,32	2,42	3,69	3,19
L- ET AUTRES	0,89	0,40	0,48	0,42	0,53	0,78	0,48	0,65	0,52	0,60
A/T (%)	4,51	2,08	2,12	1,69	1,99	2,93	1,67	2,29	1,68	1,77
M-BOISSONS	0,13	0,06	0,18	0,16	0,32	0,21	0,22	0,18	0,20	0,30
A/T (%)	0,64	0,32	0,78	0,64	1,22	0,77	0,78	0,63	0,64	0,88

Tableau 64: Apport et structure de la ration journalière en vitamine C (acide ascorbique) en fonction des déciles dans la wilaya de Blida

En (mg/tête/jour)

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10
TOTAL (T)	115,35	125,22	136,54	146,34	177,03	160,94	170,55	142,79	171,18	169,97
NORMES RECOMMANDEES	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00	80,00
TAUX DE COUVERTURE	384,49	348,33	455,13	487,79	590,09	536,46	568,50	475,98	570,61	566,57
A-VIANDES	0,23	0,08	0,21	0,67	0,39	0,25	0,43	0,27	0,76	0,26
A/T (%)	0,20	0,08	0,15	0,46	0,22	0,16	0,25	0,19	0,44	0,15
B-OEUF	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A/T (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
C-POISSONS	0,38	0,39	0,72	0,89	0,80	0,82	0,98	0,68	0,77	0,66
A/T (%)	0,33	0,37	0,53	0,61	0,45	0,51	0,57	0,47	0,45	0,39
D-LAIT ET DERIVES	3,41	2,86	3,61	3,28	4,01	3,50	3,25	3,45	3,39	3,28
A/T (%)	2,96	2,74	2,64	2,24	2,27	2,17	1,91	2,42	1,98	1,93
E-CORPS GRAS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A/T (%)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
F-CEREALES ET DERIVEES	0,01	0,01	0,01	0,11	0,02	0,04	0,00	0,02	0,02	0,00
A/T (%)	0,01	0,01	0,01	0,08	0,01	0,03	0,00	0,02	0,01	0,00
G-SUCRES ET PRODUITS SUCRES	0,04	0,03	0,08	0,07	0,13	0,06	0,11	0,09	0,09	0,12
A/T (%)	0,04	0,03	0,06	0,05	0,07	0,03	0,06	0,07	0,05	0,07
H-LEGUMES SECS	0,08	0,12	0,10	0,14	0,14	0,09	0,11	0,08	0,09	0,09
A/T (%)	0,07	0,11	0,07	0,10	0,08	0,06	0,06	0,05	0,05	0,05
I-LEGUMES FRAIS	58,87	52,48	61,91	67,99	72,60	70,92	78,03	64,75	75,37	64,48
A/T (%)	51,04	50,22	45,34	46,46	41,01	44,06	45,75	45,35	44,03	37,93
J-TUBERCULES	26,85	27,02	29,43	30,60	31,67	30,24	29,05	26,83	28,68	33,23
A/T (%)	23,28	25,86	21,56	20,91	17,89	18,79	17,03	18,79	16,75	19,55
K-FRUIT	9,05	12,57	18,49	16,81	29,95	28,41	27,26	24,18	37,29	32,55
A/T (%)	7,85	12,03	13,54	11,49	16,92	17,65	15,98	16,94	21,78	19,15
L- AUTRES	2,85	2,23	3,11	3,00	2,40	4,34	7,27	2,83	3,39	2,98
A/T (%)	2,47	2,14	2,28	2,05	1,36	2,70	4,26	1,98	1,98	1,75
M-BOISSONS	13,54	14,06	18,86	22,62	34,88	22,24	24,04	19,48	21,31	32,31
A/T (%)	11,74	13,45	13,81	15,46	19,70	13,82	14,10	13,64	12,45	19,01

Tableau 65: Rapports d'équilibres et origines des calories dans la wilaya de Blida en fonction des déciles

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10	NORME
CALORIES TOTAL	2418,23	2508,66	2671,89	2863,06	3056,86	3219,40	3445,29	3679,19	3752,70	3751,35	
CALORIES CEREALIERES	1156,19	1163,88	1193,68	1288,06	1405,10	1428,40	1509,75	1657,53	1620,35	1500,71	
(%)	47,81	46,39	44,68	44,99	45,97	44,37	43,82	45,05	43,18	40,00	58%
CALORIES DES PROTEIQUES	314,41	349,70	406,79	401,48	419,67	484,89	517,99	564,31	560,34	632,90	
(%)	13,00	13,94	15,22	14,02	13,73	15,06	15,03	15,34	14,93	16,87	11 ,22%
CALORIES LIPIDIQUES	490,58	495,97	567,38	559,32	501,40	626,05	621,78	588,82	576,23	673,97	
(%)	19,35	19,45	19,63	19,67	18,01	19,05	17,64	15,54	14,82	12,08	20à25%
CALORIES C+T+S	1386,20	1402,44	1442,09	1556,68	1715,47	1760,14	1897,15	2083,31	2064,22	2000,14	
(%)	57,32	55,90	53,97	54,37	56,12	54,67	55,07	56,62	55,01	53,32	<=70%

Tableau 66: Rapports d'équilibres et origines des protéines en fonction des déciles

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10	NORME
T- APPORT TOTAL (En g)	59,47	64,21	77,38	84,02	88,62	88,74	94,11	94,02	97,81	100,67	
A- PROTEINES ANIMALES (En g)	11,10	13,03	20,24	20,67	22,51	26,34	26,05	29,34	32,42	39,88	
A/T (%)	18,67	20,29	26,16	24,60	25,40	29,69	27,68	31,20	33,15	39,62	22.90
B- PROTEINES VEGETALES (En g)	48,36	51,18	57,14	63,35	66,11	62,40	68,07	64,68	65,38	60,78	
B/T (%)	81,33	79,71	73,84	75,40	74,60	70,31	72,32	68,80	66,85	60,38	66.00

Tableau 67: Rapports d'équilibres calcico-phosphoriques (Ca/P) en fonction des déciles

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10	NORME (*)
APPORT EN CALCIUM	555,96	623,75	720,69	802,12	841,47	877,81	916,48	913,73	980,63	997,67	
APPORT EN PHOSPHORE	799,67	916,74	1170,89	1227,35	1166,18	1284,57	1264,98	1386,40	1430,33	799,67	
Ca/P	0,77	0,78	0,79	0,69	0,69	0,75	0,71	0,72	0,71	0,70	0,5 à 1,5

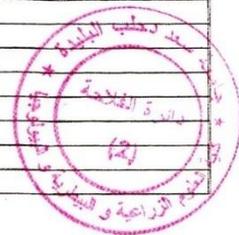
Tableau68: Rapports d'équilibres entre niveaux énergétiques (pour 1000 calories) et apports en vitamines B1 et B2 dans la wilaya de Blida en fonction des déciles

	DEC 1	DEC 2	DEC 3	DEC 4	DEC 5	DEC 6	DEC 7	DEC 8	DEC 9	DEC 10	Norme (*)
APPORT ENERGETIQUE	2517,54	2549,99	2890,85	2843,95	2784,64	3287,14	3524,93	3788,16	3889,05	2517,54	
APPORT EN VIT B1	1,36	1,30	1,52	1,71	1,75	1,71	1,78	1,80	1,87	1,36	
APPORT EN VIT B1 POUR 1000 CALORIES	0,54	0,51	0,53	0,60	0,63	0,52	0,50	0,47	0,48	0,54	0,40
APPORT EN VIT B2	1,32	1,33	1,66	1,66	1,70	1,75	1,81	1,79	1,91	1,32	
APPORT EN VIT B2 POUR 1000 CALORIES	0,52	0,52	0,57	0,58	0,61	0,53	0,51	0,47	0,49	0,52	0,56

N°	PRODUITS	Quantités	Dépenses	Observation
01	Pain			
02	Farine (blé,riz,mais)			
03	Farine lactée			
04	Semoule			
05	Couscous			
06	Frik (grains de céréale casse)			
07	Riz			
08	Pâtes alimentaires			
09	Biscouts secs			
10	Gaufrettes			
11	Pâtisserie moderne			
12	Pâtisserie orientale			
13	Beignets			
14	Blé,orge,mais			
15	Poulet rôti			
16	Poulet			
17	Autre volailles			
18	Viandes ovines			
19	Viandes Bovines			
20	Viandes hachées			
21	Merguez, Cachir ...			
22	Viandes congelées			
23	Abats			
24	Viande de chèvre			
25	Viande de chameau			
26	Viande chevalins			
27	Viandes de lapin			
28	Viandes en conserve			
29	oeufs			
30	Sardines			
31	Poisson frais (autres)			
32	Poisson congelé			
33	Poisson en conserve			
34	Lais frais de vache			
35	Lait en sachet			
36	Petit lait			
37	Lait caillé			
38	Lait en poudre			
39	Yaourt			
40	Fromage rouge			
41	Crem fraîche			
42	Fromage en portion			
43	Camembert			
44	Petit suisse			
45	Fromage blanc			
46	Autre fromage			
47	Beurre			
48	Huile sans goût			
49	Margarine			
50	Huile d'olive			
51	Autre huile			
52	Sucre en pain			
53	Sucre en morceau			
54	Confiture et compote			
55	Sucre cristallise			
56	Sucre glace			
57	Miel pur			
58	Miel de sucre			
59	Chocolat en poudre			
60	Chocolat en tablette			
61	Confiseries			



N°	PRODUITS	Quantités	Dépenses	Observation
62	Crem glacée			
63	Flan en poudre			
64	Flan prépare en pot			
65	Café en grain			
66	Café moulu mélange			
67	Thé			
68	Tisane ou herbes médicinales			
69	Limonade (soda)			
70	Eau minérale			
71	Jus de fruits			
72	Nectars de fruit			
73	Charbate (jus)			
74	Sirops de fruits			
75	Melon			
76	Coings			
77	Fraise et framboise			
78	Orange			
79	Climentine, mandarine			
80	Citron			
81	Pamplemousse			
82	Raisin			
83	Pastèque			
84	Figue fraîche			
85	Figue de barbarie			
86	Pomme			
87	Grenade			
88	Abricot			
89	Nêfle			
90	Pêche			
91	Prune			
92	Cerise			
93	Autres fruits frais			
94	Dattes			
95	Figue sèche			
96	Amandes sèches non décortique			
97	Cacahuètes			
98	Autres fruits secs			
99	Fruit au sirop en conserve			
100	Pomme de terre			
101	Patate douce et topinambour			
102	Betteraves			
103	carottes			
104	Navets			
105	Oignon sec			
106	Oignon vert			
107	Poireau			
108	Radis			
109	Ail sec			
110	Ail vert			
111	Tomate			
112	Piment			
113	Poivron			
114	Artichauts			
115	Aubergines			
116	Choux fleurs			
117	Concombre			
118	Courgette			
119	Fenouil			
120	Courge, citrouille			
121	Cardes			



N°	PRODUITS	Quantités	Dépenses	Observation
122	Choux verts			
123	Salades			
124	Persil, coriandres, flou, mente			
125	Célééré			
126	Asperges, chardon, cardes			
127	Blettes et épinards			
128	Fèves			
129	Petit pois			
130	Paquet de légumes prépare			
131	Autres légumes frais			
132	Pois chiches secs ou cuits			
133	Pois casse petit pois sec			
134	Lentilles			
135	Olives fraîches			
136	Haricot sec			
137	Fèves sèche ou décortique			
138	Autres légumes secs			
139	Petits pois en conserve			
140	Haricot en conserve			
141	Pois chiches en conserves			
142	Macédoine en légumes			
143	Concentre de tomate			
144	Variante en conserve			
145	Piquant poivron en conserve			
146	Olives en conserves			
147	Autres légumes en conserves			
148	Levure (pour pain et gâteau)			
149	Sel			
150	Vinaigre			
151	Crem d'ail (tube, poudre)			
152	Mayonnaise			
153	Eau de fleur et arome			
154	Sucre vanille			
155	Poivron noir			
156	Safran			
157	Piment rouge et moulu			
158	Harissa (conserve de piment)			
159	Moutarde			
160	Cumin (camoune)			
161	Cannelle (carfa)			
162	Carvis			
163				
164				
165				
165				
166				
167				
168				
169				
170				
171				
172				
173				
174				
175				
176				
177				
178				
179				
180				
181				
182				



Table des matières

Introduction problématique et méthodologie.....	1
Première partie : Bibliographie.....	4
Introduction.....	5
Chapitre 1 : Approches théoriques de la consommation alimentaire.....	6
1-Qu'est ce qu'un aliment ?	7
2- la ration alimentaire équilibrée.	7
3-classification des aliments.....	8
4- Qu'est ce qu'un nutriment?	8
5- classification des nutriments.....	9
6- Qu'est ce qu'une calorie..	10
7- notion d'équilibre..	10
8- les besoins nutritionnelles.....	12
9- Définition de la consommation par l'économie alimentaire	13
10- Définition du modèle de consommation alimentaire.....	13
11-les facteurs déterminants la consommation alimentaire.....	15
I- Les différentes approches de la consommation alimentaire.....	16
I-1 Les écoles de pensée.....	16
I-1-1-La démarche des économistes.....	17
I-1-1-1.La loi d'Engel.....	17
I-1-2- L'analyse des sociologues.....	17
I-1-2-1- La théorie de Duesenberry.....	17
I-1-2-2-1- Analyse de Boude lot Establet et Toiser.....	17
I-1-3- L'approche des nutritionnistes.....	17
A –Approches traditionnelles.....	18
1- Approche classique et néo-classique.....	18
2- L'approche Keynésienne.....	18
B- Les nouvelles théories de la consommation.....	19
II- Les approches d'appréhension de la consommation utilisée par l'économie alimentaire.....	19
II-1 Les approches quantitatives.....	19
II-3 Les approches qualitatives.....	20
II-4 Style alimentaire.....	20
III- Caractéristiques des modèles de consommation alimentaire.....	21
III-1 Présentation des principaux modèles de consommation dans le monde.....	21
III-2 La consommation dans les pays à économie planifié.....	21
III-3 Caractéristique de modèle de consommation occidental.....	22
III-4 Le MCA des pays en développement.....	22
III-5 Le modèle de consommation méditerranéen.....	22
IV- principales définitions retenues par l'enquête.....	23
IV-1- consommation.....	23
IV-2-Ménage ordinaire.....	23
IV-3-Chef de ménage.....	23
IV-4-Décile population.....	23
IV-5-La taille du ménage.....	23
IV-6- Catégories socioprofessionnelles (CSP)	24
V- Les déterminants sociaux de la consommation.....	24

▪ La CSP.....	24
▪ L'âge.....	24
▪ Le comportement ostentatoire.....	24
▪ Le mode de vie.....	24
▪ L'effet d'imitation.....	24
▪ La publicité.....	24
Chapitre 2 : La consommation alimentaire en Algérie.....	25
I- Dynamique de la consommation alimentaire et son évolue de 1967 à 1988.....	26
II- Place de la consommation alimentaire dans les textes doctrinaux en Algérie.....	26
III- Dans les plans de développement.....	27
III-1- Le premier plan quadriennal (1970-1973)	27
III-2- Le second plan quadriennal (1974-1977).....	27
III-3-Le premier plan quinquennal (1980-1984).....	28
IV-Historique des enquêtes alimentaires.....	28
IV-1- Les enquêtes alimentaires.....	28
1- La méthode de l'interview.....	28
2- La méthode de l'inventaire ou du carnet.....	28
3- La méthode par pesée des aliments.....	28
V- Les enquêtes déjà effectuée en Algérie.....	29
VI-La situation alimentaire des Algériens en 1937.....	29
VI-1 Enquête de 1959.....	29
VI-2 Enquête de 1966/1969.....	29
VI-3 Enquête de 1976.....	30
VI-4- Enquête de 1979/1980.....	30
VI-5- Enquête de 1988.....	31
VI-6- Enquête de 1988/1989.....	32
Chapitre 3 : les changements socio –économiques en Algérie.....	33
I- Régimes et modèles de consommation alimentaire en Algérie.....	34
II- La stratégie Algérienne pour assurer la sécurité alimentaire.....	34
II-1 Relèvement de secteur agricole.....	34
II-2-les importations.....	35
II-3 Subvention de l'Etat pour maintenir la sécurité alimentaire.....	35
III- Les changements socioéconomiques.....	36
III-1 L'évolution des prix à la consommation.....	36
III-2 L'emploi en Algérie.....	37
❖ Le chômage.....	37
III-3 la pauvreté.....	38
❖ Evolution historique.....	38
❖ Seuils de pauvreté et proportions de pauvres en Algérie.....	39
IV- Le programme d'ajustement structurel en Algérie (P.A.S)	40
- Une première partie.....	41
- Une deuxième partie.....	41
IV-1 La politique du P.A.S et ses objectifs.....	41
IV-2 Les objectifs du programme d'ajustement structurel (P.A.S)	43

Deuxième partie : Présentation et analyse des résultats d'enquête.....	44
Chapitre 1 : Présentation de lieu de l'enquête « la wilaya de Blida »	45
I La monographie de la wilaya de Blida.....	46
1- La présentation générale de la wilaya de Blida.....	46
2- Le milieu physique.....	46
2-1 Les relief.....	46
2-2 Le climat.....	46
2.3 Les ressources hydrographiques.....	46
a/ les eaux souterraines.....	46
b/ les eaux superficielles.	46
3- Le milieu socio- économique.....	46
3-1 La population.....	46
3-2 L'emploi.....	47
3-3 Industrie.....	48
3-3-1 Zones industrielles et d'activité.....	48
3-4 L'agriculture.....	48
3-4-1 La production végétale (campagne 2007/2008)	49
3-4-2 La production animale.....	49
3-4-3 L'élevage ovin.....	49
3-4-4 L'aviculture.....	50
❖ Les viandes rouges.....	50
❖ Les viandes blanches.....	50
❖ La production d'œufs.....	50
❖ La production laitière.....	50
❖ La production de miel.....	50
3-4-5 L'apiculture.....	50
4- Education.....	50
4-1 Taux de la scolarisation total de la wilaya.....	50
5- Le tourisme.....	51
5-1 Le nombre d'hôtels existants en 2008.....	51
Chapitre I : analyse et interprétation des résultats.....	52
Sous chapitre 1 : analyse et interprétation d'enquête de 2009 dans la wilaya de Blida.....	53
Introduction.....	54
I. Caractéristique socio-économique de notre échantillon.....	55
I.1 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de leurs types.....	55
I.2 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de la taille des ménages.....	55
I.3 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de l'âge de chef de ménage.....	56
I.4 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction du niveau d'instruction de chef de ménage.....	56
I.4 Les caractéristiques des ménages enquêtés en fonction de catégories socioprofessionnelles de chef des ménages.....	57
II- Analyse et interprétation de des résultats d'enquête 2009 dans la wilaya de Blida.....	58
II-1 évolution de la consommation des viandes en fonction des déciles.....	58
II.2 évolution de la consommation des œufs en fonction des déciles.....	59

II.3 évolution de la consommation des poissons en fonction des déciles.....	59
II.4 évolution de la consommation des légumes secs en fonction des déciles.....	60
II.5 évolution de la consommation de lait et dérivés en fonction des déciles.....	61
II.6 évolution de la consommation des céréales et dérivés en fonction des Déciles	63
II.7 évolution de la consommation du sucre et produits sucrés en fonction des déciles	63
II.8 évolution de la consommation des corps gras en fonction des déciles.....	64
II.9 évolution de la consommation des fruits en fonction des déciles.....	65
II.10 évolution de la consommation des tubercules en fonction des déciles.....	66
II.11 évolution de la consommation des légumes frais en fonction des déciles	67
II.12 évolution de la consommation des excitants et tisanes en fonction des Déciles	68
II.13 évolution de la consommation des boissons en fonction des déciles.....	68
II.14 évolution de la consommation des épices et condiments en fonction des déciles	69
II-15 évolution de la consommation des additifs en fonction des déciles.....	69
II-16 évolution de la consommation des autres produits.....	69
Sous chapitre II : Etude comparative de la situation alimentaire entre l'enquête de l'O.N.S 1988 de la région de centre et notre enquête 2009 sur la région de Blida.....	70
Introduction.....	71
I.1. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des viandes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	71
I.2. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des œufs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	71
I.3. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des poissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	72
I.4. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes secs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988.....	72
I.5. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire de lait et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	72
I.6. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des céréales et dérivés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988).....	73
I.7. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire du sucre et produits sucrés entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	73
I.8. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des corps gras entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	74
I.9. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des fruits entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	74
I.10. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des tubercules entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	75
I.11. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des légumes frais entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	75
I.12. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des excitants et tisanes entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	76
I.13. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des boissons entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	76
I.14. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des épices et condiments entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	76
I.15. Evolution indiciaire de la consommation alimentaire des additifs entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	77
Conclusion.....	77

sous chapitre III : analyse et interprétation des résultats d'enquête 2009 « la situation nutritionnelle	78
I-analyse de la situation nutritionnelle en Algérie en fonction des déciles	79
I-1 niveau énergétique.....	79
I-2 niveau protéique.....	80
I-3 apport lipidique.....	81
I-4apport minéral.....	81
I-5 apport vitaminique.....	84
sous chapitre IV : étude comparative de la situation nutritionnelle la région de centre (enquête O.N.S 1988) et la wilaya de Blida (notre enquête 2009)	87
I-introduction.....	88
I.1. évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calories entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	88
I.2. évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en protéines entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	89
I.3. évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en lipides entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	89
I-4 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en calcium entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	90
I-5 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en phosphore entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	91
I-6 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en fer entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	91
I-7 evolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine a– Rétinol entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	92
I-8 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B1-thiamine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	93
I-9 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine B2 – riboflavine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	93
I-10 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine PP – niacine entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	94
I-11 évolution indiciaire d'apport et de structure journalière en vitamine c entre 1988 et 2009 (base 100 = année 1988)	95
conclusion.....	96
Conclusion générale	97